



**OCCITANIE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

RECUEIL DES ACTES  
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL  
N°R76-2022-130

PUBLIÉ LE 9 SEPTEMBRE 2022

# Sommaire

## Agence Régionale de Santé Occitanie / DOSA-PSH

R76-2022-08-12-00060 - ARRÊTÉ ARS Occitanie / 2022-3751 fixant la subvention du Fonds pour la Modernisation et l' Investissement en Santé (FMIS), au titre du programme d' accompagnement des investissements courants dans le cadre du Ségur de la santé, allouée au CENTRE HOSPITALIER CONDOM (3 pages)	Page 5
R76-2022-08-12-00062 - ARRÊTÉ ARS Occitanie / 2022-3753 fixant la subvention du Fonds pour la Modernisation et l' Investissement en Santé (FMIS), au titre du programme d' accompagnement des investissements courants dans le cadre du Ségur de la santé, allouée à C.H.I. DE LOMBEZ SAMATAN (3 pages)	Page 9
R76-2022-08-12-00049 - ARRÊTÉ ARS Occitanie /2022-3740 fixant la subvention du Fonds pour la Modernisation et l' Investissement en Santé (FMIS), au titre du programme d' accompagnement des investissements courants dans le cadre du Ségur de la santé, allouée au l' ANTENNE AUTODIALYSE REVEL (3 pages)	Page 13
R76-2022-08-12-00050 - ARRÊTÉ ARS Occitanie /2022-3741 fixant la subvention du Fonds pour la Modernisation et l' Investissement en Santé (FMIS), au titre du programme d' accompagnement des investissements courants dans le cadre du Ségur de la santé, allouée au l' ANTENNE AUTODIALYSE NOGARO (3 pages)	Page 17
R76-2022-08-12-00051 - ARRÊTÉ ARS Occitanie /2022-3742 fixant la subvention du Fonds pour la Modernisation et l' Investissement en Santé (FMIS), au titre du programme d' accompagnement des investissements courants dans le cadre du Ségur de la santé, allouée au l' ANTENNE AUTODIALYSE MIRANDE (3 pages)	Page 21
R76-2022-08-12-00034 - ARS Occitanie /2022-3725 fixant la subvention du Fonds pour la Modernisation et l' Investissement en Santé (FMIS), au titre du programme d' accompagnement des investissements courants dans le cadre du Ségur de la santé, allouée au Clinique Saint Orens (3 pages)	Page 25
R76-2022-08-12-00035 - ARS Occitanie /2022-3726 fixant la subvention du Fonds pour la Modernisation et l' Investissement en Santé (FMIS), au titre du programme d' accompagnement des investissements courants dans le cadre du Ségur de la santé, allouée au l' ETABLISSEMENT DE SOINS DE SUITE LE MARQUISAT (3 pages)	Page 29
R76-2022-08-12-00036 - ARS Occitanie /2022-3727 fixant la subvention du Fonds pour la Modernisation et l' Investissement en Santé (FMIS), au titre du programme d' accompagnement des investissements courants dans le cadre du Ségur de la santé, allouée à Pouponnière Bousquairol (3 pages)	Page 33

R76-2022-08-12-00037 - ARS Occitanie /2022-3728 fixant la subvention du Fonds pour la Modernisation et l' Investissement en Santé (FMIS), au titre du programme d' accompagnement des investissements courants dans le cadre du Ségur de la santé, allouée au l' ANTENNE AUTODIALYSE BESSIERES (3 pages)	Page 37
R76-2022-08-12-00038 - ARS Occitanie /2022-3729 fixant la subvention du Fonds pour la Modernisation et l' Investissement en Santé (FMIS), au titre du programme d' accompagnement des investissements courants dans le cadre du Ségur de la santé, allouée au l' ANTENNE AUTODIALYSE SAINT GAUDENS (3 pages)	Page 41
R76-2022-08-12-00039 - ARS Occitanie /2022-3730 fixant la subvention du Fonds pour la Modernisation et l' Investissement en Santé (FMIS), au titre du programme d' accompagnement des investissements courants dans le cadre du Ségur de la santé, allouée au l' ANTENNE AUTODIALYSE VILLEFRANCHE DE LAURAGAIS (3 pages)	Page 45
R76-2022-08-12-00040 - ARS Occitanie /2022-3731 fixant la subvention du Fonds pour la Modernisation et l' Investissement en Santé (FMIS), au titre du programme d' accompagnement des investissements courants dans le cadre du Ségur de la santé, allouée au l' ANTENNE l' UNITE D'AUTODIALYSE TOULOUSE PERIOLE (3 pages)	Page 49
R76-2022-08-12-00041 - ARS Occitanie /2022-3732 fixant la subvention du Fonds pour la Modernisation et l' Investissement en Santé (FMIS), au titre du programme d' accompagnement des investissements courants dans le cadre du Ségur de la santé, allouée au l' ANTENNE AUTODIALYSE BLAGNAC (3 pages)	Page 53
R76-2022-08-12-00042 - ARS Occitanie /2022-3733 fixant la subvention du Fonds pour la Modernisation et l' Investissement en Santé (FMIS), au titre du programme d' accompagnement des investissements courants dans le cadre du Ségur de la santé, allouée au l' ANTENNE l' UNITE D'AUTODIALYSE TOULOUSE CEPIERE (3 pages)	Page 57
R76-2022-08-12-00043 - ARS Occitanie /2022-3734 fixant la subvention du Fonds pour la Modernisation et l' Investissement en Santé (FMIS), au titre du programme d' accompagnement des investissements courants dans le cadre du Ségur de la santé, allouée au l' ANTENNE AUTODIALYSE BRAX (3 pages)	Page 61
R76-2022-08-12-00044 - ARS Occitanie /2022-3735 fixant la subvention du Fonds pour la Modernisation et l' Investissement en Santé (FMIS), au titre du programme d' accompagnement des investissements courants dans le cadre du Ségur de la santé, allouée au CENTRE NEPHROLOGIQUE D'OCCITANIE MURET (3 pages)	Page 65

R76-2022-08-12-00045 - ARS Occitanie /2022-3736 fixant la subvention du Fonds pour la Modernisation et l' Investissement en Santé (FMIS), au titre du programme d' accompagnement des investissements courants dans le cadre du Ségur de la santé, allouée au l' ANTENNE AUTODIALYSE Saint Plancard (3 pages)	Page 69
R76-2022-08-12-00048 - ARS Occitanie /2022-3739 fixant la subvention du Fonds pour la Modernisation et l' Investissement en Santé (FMIS), au titre du programme d' accompagnement des investissements courants dans le cadre du Ségur de la santé, allouée au l' ANTENNE AUTODIALYSE BAGNERE DE LUCHON (3 pages)	Page 73
<b>ARS OCCITANIE / DOSA-PSH</b>	
R76-2022-09-05-00002 - ARRETE ARS OCCITANIE 2022-4242 fixant les dotations MIGAC, DAF, du forfait global de soins USLD, des dotations relatives au financement des structures des urgences autorisées, de la dotation à l' amélioration de la qualité et des forfaits annuels au titre de l' année 2022 du GECT Hôpital de Cerdagne DM1 2022.doc (5 pages)	Page 77
<b>DOUANES (DGDDI) / "Direction régionale des Douanes De Toulouse"</b>	
R76-2022-09-07-00006 - Décision portant subdélégation de signature en matière contentieuse et gracieuse, douane et contributions indirectes (104 pages)	Page 83
<b>DREETS OCCITANIE / pôle cohésion sociale</b>	
R76-2022-09-06-00005 - Arrêté portant fixation de la dotation globale de financement du centre provisoire d' hébergement (CPH) géré par « la Clède » pour l' exercice 2022 (3 pages)	Page 188
R76-2022-09-06-00004 - Arrêté portant fixation de la dotation globale de financement du centre provisoire d' hébergement (CPH) géré par « L' Espelido » pour l' exercice 2022 (3 pages)	Page 192
R76-2022-09-06-00003 - Arrêté portant fixation de la dotation globale de financement du centre provisoire l' hébergement (CPH) géré par l' association EIS pour l' exercice 2022 (3 pages)	Page 196
<b>SGAR / SGAR</b>	
R76-2022-09-09-00002 - Arrêté relatif à l' autorisation à titre exceptionnel d' augmentation du titre alcoométrique volumique pour l' élaboration de certains vins de la récolte 2022 dans les départements du Gers, de la Haute-Garonne, des Hautes-Pyrénées, du Lot, du Tarn et du Tarn-et-Garonne (6 pages)	Page 200

Agence Régionale de Santé Occitanie

R76-2022-08-12-00060

ARRÊTÉ ARS Occitanie / 2022-3751 fixant la subvention du Fonds pour la Modernisation et l' Investissement en Santé (FMIS), au titre du programme d' accompagnement des investissements courants dans le cadre du Ségur de la santé, allouée au CENTRE HOSPITALIER  
CONDOM

## **ARRÊTÉ ARS Occitanie / 2022-3751**

Fixant la subvention du Fonds pour la Modernisation et l'Investissement en Santé (FMIS), au titre du programme d'accompagnement des investissements courants dans le cadre du Ségur de la santé, allouée au CENTRE HOSPITALIER CONDOM

EJ FINESS : 320780133

EG FINESS : 320000102

### **LE DIRECTEUR GENERAL DE L'AGENCE REGIONALE DE SANTE OCCITANIE**

**Vu** le code de la santé publique, notamment les articles L.1435-8 à L.1435-11; R.1435-16 à R.1435-36 ;

**Vu** la loi n°2021-1754 du 23 décembre 2021 de financement de la sécurité sociale 2022 ;

**Vu** le décret du 20 avril 2022 portant nomination de Monsieur Didier JAFFRE, Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Occitanie, à compter du 20 avril 2022;

**Vu** la circulaire n°6250-SG du 10 mars 2021 portant sur la relance de l'investissement dans le système de santé dans le cadre du Ségur de la santé et de France relance ;

**Vu** l'instruction DGOS/PF1/2021/4 du 4 janvier 2021 relative aux crédits dédiés à l'investissement du quotidien des établissements de santé et à la réduction des inégalités de santé, dans le cadre du Ségur de la santé et du plan investir pour l'hôpital, pour réduire les inégalités territoriales ;

**Vu** la 1<sup>ère</sup> circulaire N° DGOS/R1/2021/142 du 30 juin 2021 relative à la délégation des crédits du Fonds pour la Modernisation et l'Investissement en Santé (FMIS) au titre de l'année 2021 ;

**Vu** la circulaire N° DGOS/R1/2022/107 du 15 avril 2022 relative à la première délégation des crédits fonds pour la modernisation et l'investissement en santé au titre de l'année 2022;

**Vu** la décision ARS Occitanie N°2022-1843 du 20 avril 2022 portant délégation de signature du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Occitanie;

**Vu** le contrat d'objectifs et de moyens conclu entre le CENTRE HOSPITALIER CONDOM et l'Agence Régionale de Santé Occitanie ;

**Considérant** que ces investissements correspondent aux orientations du Projet Régional de Santé 2018 – 2022.

**Considérant** que ces investissements correspondent aux orientations de la stratégie régionale d'investissement.

**Considérant** que l'enveloppe de réduction des inégalités d'origine sociale est dédiée aux départements les plus touchés par la précarité dont les établissements de santé de l'Ariège, l'Aude, le Gard, l'Hérault, et des Pyrénées-Orientales font partie.

**Considérant** que l'enveloppe de réduction des inégalités d'origine territoriale est dédiée aux départements les plus touchés par la sous-densité dont les établissements de santé de l'Ariège, l'Aveyron, le Gers, la Lozère et le Lot.

## **ARRETE :**

### **Article 1er :**

Les crédits dédiés à l'investissement du quotidien alloués à hauteur de **58 461 €** à l'établissement sont issus du Plan national de relance et de résilience (PNRR) déposé auprès de la Commission Européenne et approuvé en juillet 2021. Ce PNRR couvre les investissements pour lesquels la France sollicite auprès de l'Union européenne (UE) un financement de la facilité pour la reprise et la résilience.

**1.1** Une subvention de **27 204 €** est allouée au titre du Fonds pour la Modernisation et des Investissements de Santé (FMIS), dans le cadre de l'enveloppe principale de 30 339 000 € dédiée à l'investissement courant dans le cadre du Ségur.

**1.2** Une subvention de **31 257 €** est allouée au titre du FMIS, dans le cadre de l'enveloppe de 12 millions d'euros visant la réduction des inégalités d'offre de soins dans les départements identifiés les plus pauvres et les moins denses.

### **Article 2 :**

Le versement de cette aide est conditionné à la conclusion d'un avenant au contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens entre le CENTRE HOSPITALIER CONDOM et l'Agence Régionale de Santé Occitanie.

La Caisse des Dépôts et Consignations versera en partie ou la totalité de la somme mentionnée à l'article 1 du présent arrêté sur présentation de cet arrêté, de l'avenant au contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens consécutif à cette décision et des factures justificatives et acquittées nécessaires correspondant à l'objet de la subvention. Il est nécessaire de transmettre à la CDC un tableau récapitulatif des dépenses signé par le trésorier, le comptable ou le directeur de l'établissement. Ces éléments peuvent être transmis par courriel à [FMESPP@caissedesdepots.fr](mailto:FMESPP@caissedesdepots.fr), par courrier à l'adresse ci-contre : Caisse des Dépôts et Consignations (Service du FMESPP – Rue du Vergne – 33059 Bordeaux Cedex) ou via la plateforme « Mes démarches simplifiées » (<https://www.demarches-simplifiees.fr>).

### **Article 3 :**

Le recours éventuel contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Administratif dans un délai franc de 2 mois à compter de sa notification pour l'établissement ou de sa publication pour les tiers. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

### **Article 4 :**

L'établissement est informé du financement par l'Union Européenne de ces crédits, et, à ce titre, il s'engage à :

- Assurer toute la visibilité auprès du grand public sur l'origine européenne de ces crédits. Le bénéficiaire doit faire état de l'origine des fonds et assurer la visibilité du financement de l'Union, y compris, le cas échéant, par l'apposition de l'emblème de l'UE et d'une mention adéquate relative au financement portant les mots "Financé par l'Union européenne – NextGenerationEU", en particulier lorsqu'il s'agit de promouvoir les actions et leurs résultats, en fournissant des informations ciblées, cohérentes, efficaces et proportionnées à divers publics, notamment aux médias et au grand public.

Il doit ainsi assurer que cette information figure a minima sur ses outils de communication numérique, sur les chantiers de ses projets d'investissement, et que la liste des investissements financés par ces crédits européens est une information rendue visible pour les personnes (patients, accompagnants, professionnels...) fréquentant l'établissement. La publicité du logo européen (« Financé par l'Union européenne – Next generation EU ») doit rester affichée de manière au moins aussi visible et proéminente que les autres logos. L'emblème doit rester distinct et séparé et ne peut être modifié par l'ajout d'autres marques visuelles, marques ou textes. En dehors de l'emblème, aucune autre identité visuelle ou logo ne peut être utilisée pour mettre en avant le soutien de l'UE. Les éléments de communication sont accessibles via le lien suivant :

- <https://www.economie.gouv.fr/plan-de-relance/kit-de-communication>
- Donner accès le cas échéant à tout document ou toute pièce utile en cas d'audit européen, ou de contrôle sur pièces et sur place conduit par l'Office européen de lutte anti-fraude (OLAF), le Parquet européen, la Cour des comptes européennes ou toute autorité nationale compétente et se soumettre à leurs procédures d'audit et de contrôle. A cet effet l'établissement doit assurer un système de stockage et de classement adéquat pour les pièces relatives à l'utilisation de ces crédits, tant que possible de manière dématérialisée pour faciliter la mise en œuvre de ces contrôles et audits.
- Conserver toutes les pièces relatives à l'utilisation de ces crédits jusqu'à 10 ans après le dernier versement de l'Union Européenne à la France dans le cadre du PNRR, soit, à ce jour, jusqu'à la fin de l'année 2036. En cas d'audits, recours, litiges concernant le bénéficiaire et liés à ce financement FRR, le bénéficiaire doit conserver les pièces et documents y afférent jusqu'au terme de ces procédures.
- Ne pas percevoir d'autres fonds d'origine européenne (FEDER par exemple) pour des objets déjà financés par ces crédits. En cas de financement européen demandé ou déjà obtenu sur tout autre projet du bénéficiaire, ce dernier s'engage à en informer sans délai l'Agence régionale de santé.
- Se soumettre à toutes les demandes d'enquête ou bilan, formulées par l'Agence régionale de santé ou par la Direction générale de l'offre de soins concernant l'utilisation de ces crédits.

#### **Article 5 :**

Le Directeur de l'Offre de Soins et de l'Autonomie est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera notifiée pour mise en œuvre à l'établissement et publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Région.

Montpellier le 12 août 2022

Pour le Directeur Général  
Et par délégation  
Le Directeur de l'Offre de Soins  
et de l'Autonomie

  
Bertrand PRUDHOMMEAUX



Agence Régionale de Santé Occitanie

R76-2022-08-12-00062

ARRÊTÉ ARS Occitanie / 2022-3753 fixant la subvention du Fonds pour la Modernisation et l' Investissement en Santé (FMIS), au titre du programme d' accompagnement des investissements courants dans le cadre du Ségur de la santé, allouée à C.H.I. DE LOMBEZ SAMATAN

## **ARRÊTÉ ARS Occitanie / 2022-3753**

Fixant la subvention du Fonds pour la Modernisation et l'Investissement en Santé (FMIS), au titre du programme d'accompagnement des investissements courants dans le cadre du Ségur de la santé, allouée à C.H.I. DE LOMBEZ SAMATAN

EJ FINESS : 320780174  
EG FINESS : 320000144

### **LE DIRECTEUR GENERAL DE L'AGENCE REGIONALE DE SANTE OCCITANIE**

**Vu** le code de la santé publique, notamment les articles L.1435-8 à L.1435-11; R.1435-16 à R.1435-36 ;

**Vu** la loi n°2021-1754 du 23 décembre 2021 de financement de la sécurité sociale 2022 ;

**Vu** le décret du 20 avril 2022 portant nomination de Monsieur Didier JAFFRE, Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Occitanie, à compter du 20 avril 2022;

**Vu** la circulaire n°6250-SG du 10 mars 2021 portant sur la relance de l'investissement dans le système de santé dans le cadre du Ségur de la santé et de France relance ;

**Vu** l'instruction DGOS/PF1/2021/4 du 4 janvier 2021 relative aux crédits dédiés à l'investissement du quotidien des établissements de santé et à la réduction des inégalités de santé, dans le cadre du Ségur de la santé et du plan investir pour l'hôpital, pour réduire les inégalités territoriales ;

**Vu** la 1<sup>ère</sup> circulaire N° DGOS/R1/2021/142 du 30 juin 2021 relative à la délégation des crédits du Fonds pour la Modernisation et l'Investissement en Santé (FMIS) au titre de l'année 2021 ;

**Vu** la circulaire N° DGOS/R1/2022/107 du 15 avril 2022 relative à la première délégation des crédits fonds pour la modernisation et l'investissement en santé au titre de l'année 2022;

**Vu** la décision ARS Occitanie N°2022-1843 du 20 avril 2022 portant délégation de signature du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Occitanie;

**Vu** le contrat d'objectifs et de moyens conclu entre le C.H.I. DE LOMBEZ SAMATAN et l'Agence Régionale de Santé Occitanie ;

**Considérant** que ces investissements correspondent aux orientations du Projet Régional de Santé 2018 – 2022.

**Considérant** que ces investissements correspondent aux orientations de la stratégie régionale d'investissement.

**Considérant** que l'enveloppe de réduction des inégalités d'origine sociale est dédiée aux départements les plus touchés par la précarité dont les établissements de santé de l'Ariège, l'Aude, le Gard, l'Hérault, et des Pyrénées-Orientales font partie.

**Considérant** que l'enveloppe de réduction des inégalités d'origine territoriale est dédiée aux départements les plus touchés par la sous-densité dont les établissements de santé de l'Ariège, l'Aveyron, le Gers, la Lozère et le Lot.

## **ARRETE :**

### **Article 1er :**

Les crédits dédiés à l'investissement du quotidien alloués à hauteur de **18 881 €** à l'établissement sont issus du Plan national de relance et de résilience (PNRR) déposé auprès de la Commission Européenne et approuvé en juillet 2021. Ce PNRR couvre les investissements pour lesquels la France sollicite auprès de l'Union européenne (UE) un financement de la facilité pour la reprise et la résilience.

**1.1** Une subvention de **8 786 €** est allouée au titre du Fonds pour la Modernisation et des Investissements de Santé (FMIS), dans le cadre de l'enveloppe principale de 30 339 000 € dédiée à l'investissement courant dans le cadre du Ségur.

**1.2** Une subvention de **10 095 €** est allouée au titre du FMIS, dans le cadre de l'enveloppe de 12 millions d'euros visant la réduction des inégalités d'offre de soins dans les départements identifiés les plus pauvres et les moins denses.

### **Article 2 :**

Le versement de cette aide est conditionné à la conclusion d'un avenant au contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens entre le C.H.I. DE LOMBEZ SAMATAN et l'Agence Régionale de Santé Occitanie.

La Caisse des Dépôts et Consignations versera en partie ou la totalité de la somme mentionnée à l'article 1 du présent arrêté sur présentation de cet arrêté, de l'avenant au contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens consécutif à cette décision et des factures justificatives et acquittées nécessaires correspondant à l'objet de la subvention. Il est nécessaire de transmettre à la CDC un tableau récapitulatif des dépenses signé par le trésorier, le comptable ou le directeur de l'établissement. Ces éléments peuvent être transmis par courriel à [FMESPP@caissedesdepots.fr](mailto:FMESPP@caissedesdepots.fr), par courrier à l'adresse ci-contre : Caisse des Dépôts et Consignations (Service du FMESPP – Rue du Vergne – 33059 Bordeaux Cedex) ou via la plateforme « Mes démarches simplifiées » (<https://www.demarches-simplifiees.fr>).

### **Article 3 :**

Le recours éventuel contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Administratif dans un délai franc de 2 mois à compter de sa notification pour l'établissement ou de sa publication pour les tiers. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

### **Article 4 :**

L'établissement est informé du financement par l'Union Européenne de ces crédits, et, à ce titre, il s'engage à :

- Assurer toute la visibilité auprès du grand public sur l'origine européenne de ces crédits. Le bénéficiaire doit faire état de l'origine des fonds et assurer la visibilité du financement de l'Union, y compris, le cas échéant, par l'apposition de l'emblème de l'UE et d'une mention adéquate relative au financement portant les mots "Financé par l'Union européenne – NextGenerationEU", en particulier lorsqu'il s'agit de promouvoir les actions et leurs résultats, en fournissant des informations ciblées, cohérentes, efficaces et proportionnées à divers publics, notamment aux médias et au grand public.

Il doit ainsi assurer que cette information figure a minima sur ses outils de communication numérique, sur les chantiers de ses projets d'investissement, et que la liste des investissements financés par ces crédits européens est une information rendue visible pour les personnes (patients, accompagnants, professionnels...) fréquentant l'établissement. La publicité du logo européen (« Financé par l'Union européenne – Next generation EU ») doit rester affichée de manière au moins aussi visible et proéminente que les autres logos. L'emblème doit rester distinct et séparé et ne peut être modifié par l'ajout d'autres marques visuelles, marques ou textes. En dehors de l'emblème, aucune autre identité visuelle ou logo ne peut être utilisée pour mettre en avant le soutien de l'UE. Les éléments de communication sont accessibles via le lien suivant :

- <https://www.economie.gouv.fr/plan-de-relance/kit-de-communication>
- Donner accès le cas échéant à tout document ou toute pièce utile en cas d'audit européen, ou de contrôle sur pièces et sur place conduit par l'Office européen de lutte anti-fraude (OLAF), le Parquet européen, la Cour des comptes européennes ou toute autorité nationale compétente et se soumettre à leurs procédures d'audit et de contrôle. A cet effet l'établissement doit assurer un système de stockage et de classement adéquat pour les pièces relatives à l'utilisation de ces crédits, tant que possible de manière dématérialisée pour faciliter la mise en œuvre de ces contrôles et audits.
- Conserver toutes les pièces relatives à l'utilisation de ces crédits jusqu'à 10 ans après le dernier versement de l'Union Européenne à la France dans le cadre du PNRR, soit, à ce jour, jusqu'à la fin de l'année 2036. En cas d'audits, recours, litiges concernant le bénéficiaire et liés à ce financement FRR, le bénéficiaire doit conserver les pièces et documents y afférent jusqu'au terme de ces procédures.
- Ne pas percevoir d'autres fonds d'origine européenne (FEDER par exemple) pour des objets déjà financés par ces crédits. En cas de financement européen demandé ou déjà obtenu sur tout autre projet du bénéficiaire, ce dernier s'engage à en informer sans délai l'Agence régionale de santé.
- Se soumettre à toutes les demandes d'enquête ou bilan, formulées par l'Agence régionale de santé ou par la Direction générale de l'offre de soins concernant l'utilisation de ces crédits.

#### **Article 5 :**

Le Directeur de l'Offre de Soins et de l'Autonomie est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera notifiée pour mise en œuvre à l'établissement et publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Région.

Montpellier le 12 août 2022

Pour le Directeur Général  
Et par délégation  
Le Directeur de l'Offre de Soins  
et de l'Autonomie

  
Bertrand PRUDHOMMEAUX

Agence Régionale de Santé Occitanie

R76-2022-08-12-00049

ARRÊTÉ ARS Occitanie /2022-3740 fixant la subvention du Fonds pour la Modernisation et l' Investissement en Santé (FMIS), au titre du programme d' accompagnement des investissements courants dans le cadre du Ségur de la santé, allouée au l' ANTENNE AUTODIALYSE REVEL

## **ARRÊTÉ ARS Occitanie / 2022-3740**

Fixant la subvention du Fonds pour la Modernisation et l'Investissement en Santé (FMIS), au titre du programme d'accompagnement des investissements courants dans le cadre du Ségur de la santé, allouée à l'ANTENNE AUTODIALYSE REVEL

EJ FINESS : 310000617

EG FINESS : 310796776

### **LE DIRECTEUR GENERAL DE L'AGENCE REGIONALE DE SANTE OCCITANIE**

**Vu** le code de la santé publique, notamment les articles L.1435-8 à L.1435-11; R.1435-16 à R.1435-36 ;

**Vu** la loi n°2021-1754 du 23 décembre 2021 de financement de la sécurité sociale 2022 ;

**Vu** le décret du 20 avril 2022 portant nomination de Monsieur Didier JAFFRE, Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Occitanie, à compter du 20 avril 2022;

**Vu** la circulaire n°6250-SG du 10 mars 2021 portant sur la relance de l'investissement dans le système de santé dans le cadre du Ségur de la santé et de France relance ;

**Vu** l'instruction DGOS/PF1/2021/4 du 4 janvier 2021 relative aux crédits dédiés à l'investissement du quotidien des établissements de santé et à la réduction des inégalités de santé, dans le cadre du Ségur de la santé et du plan investir pour l'hôpital, pour réduire les inégalités territoriales ;

**Vu** la 1<sup>ère</sup> circulaire N° DGOS/R1/2021/142 du 30 juin 2021 relative à la délégation des crédits du Fonds pour la Modernisation et l'Investissement en Santé (FMIS) au titre de l'année 2021 ;

**Vu** la circulaire N° DGOS/R1/2022/107 du 15 avril 2022 relative à la première délégation des crédits fonds pour la modernisation et l'investissement en santé au titre de l'année 2022;

**Vu** la décision ARS Occitanie N°2022-1843 du 20 avril 2022 portant délégation de signature du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Occitanie;

**Vu** le contrat d'objectifs et de moyens conclu entre la SAS CL NEPHRO ST EXUPERY pour l'ANTENNE AUTODIALYSE REVEL et l'Agence Régionale de Santé Occitanie ;

**Considérant** que ces investissements correspondent aux orientations du Projet Régional de Santé 2018 – 2022.

**Considérant** que ces investissements correspondent aux orientations de la stratégie régionale d'investissement.

**Considérant** que l'enveloppe de réduction des inégalités d'origine sociale est dédiée aux départements les plus touchés par la précarité dont les établissements de santé de l'Ariège, l'Aude, le Gard, l'Hérault, et des Pyrénées-Orientales font partie.

**Considérant** que l'enveloppe de réduction des inégalités d'origine territoriale est dédiée aux départements les plus touchés par la sous-densité dont les établissements de santé de l'Ariège, l'Aveyron, le Gers, la Lozère et le Lot.

## **ARRETE :**

### **Article 1er :**

Les crédits dédiés à l'investissement du quotidien alloués à hauteur de **5 000 €** à l'établissement sont issus du Plan national de relance et de résilience (PNRR) déposé auprès de la Commission Européenne et approuvé en juillet 2021. Ce PNRR couvre les investissements pour lesquels la France sollicite auprès de l'Union européenne (UE) un financement de la facilité pour la reprise et la résilience.

**1.1** Une subvention de **5 000 €** est allouée au titre du Fonds pour la Modernisation et des Investissements de Santé (FMIS), dans le cadre de l'enveloppe principale de 30 339 000 € dédiée à l'investissement courant dans le cadre du Ségur.

### **Article 2 :**

Le versement de cette aide est conditionné à la conclusion d'un avenant au contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens entre la SAS CL NEPHRO ST EXUPERY et l'Agence Régionale de Santé Occitanie.

La Caisse des Dépôts et Consignations versera en partie ou la totalité de la somme mentionnée à l'article 1 du présent arrêté sur présentation de cet arrêté, de l'avenant au contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens consécutif à cette décision et des factures justificatives et acquittées nécessaires correspondant à l'objet de la subvention. Il est nécessaire de transmettre à la CDC un tableau récapitulatif des dépenses signé par le trésorier, le comptable ou le directeur de l'établissement. Ces éléments peuvent être transmis par courriel à [FMESPP@caissedesdepots.fr](mailto:FMESPP@caissedesdepots.fr), par courrier à l'adresse ci-contre : Caisse des Dépôts et Consignations (Service du FMESPP – Rue du Vergne – 33059 Bordeaux Cedex) ou via la plateforme « Mes démarches simplifiées » (<https://www.demarches-simplifiees.fr>).

### **Article 3 :**

Le recours éventuel contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Administratif dans un délai franc de 2 mois à compter de sa notification pour l'établissement ou de sa publication pour les tiers. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

### **Article 4 :**

L'établissement est informé du financement par l'Union Européenne de ces crédits, et, à ce titre, il s'engage à :

- Assurer toute la visibilité auprès du grand public sur l'origine européenne de ces crédits. Le bénéficiaire doit faire état de l'origine des fonds et assurer la visibilité du financement de l'Union, y compris, le cas échéant, par l'apposition de l'emblème de l'UE et d'une mention adéquate relative au financement portant les mots "Financé par l'Union européenne – NextGenerationEU", en particulier lorsqu'il s'agit de promouvoir les actions et leurs résultats, en fournissant des informations ciblées, cohérentes, efficaces et proportionnées à divers publics, notamment aux médias et au grand public.

Il doit ainsi assurer que cette information figure a minima sur ses outils de communication numérique, sur les chantiers de ses projets d'investissement, et que la liste des investissements financés par ces crédits européens est une information rendue visible pour les personnes (patients, accompagnants, professionnels...) fréquentant l'établissement. La publicité du logo européen (« Financé par l'Union européenne – Next generation EU ») doit rester affichée de manière au moins aussi visible et proéminente que les autres logos. L'emblème doit rester distinct et séparé et ne peut être modifié par l'ajout d'autres marques visuelles, marques ou textes. En dehors de l'emblème, aucune autre identité visuelle ou logo ne peut être utilisée pour mettre en avant le soutien de l'UE. Les éléments de communication sont accessibles via le lien suivant :

- <https://www.economie.gouv.fr/plan-de-relance/kit-de-communication>
- Donner accès le cas échéant à tout document ou toute pièce utile en cas d'audit européen, ou de contrôle sur pièces et sur place conduit par l'Office européen de lutte anti-fraude (OLAF), le Parquet européen, la Cour des comptes européennes ou toute autorité nationale compétente et se soumettre à leurs procédures d'audit et de contrôle. A cet effet l'établissement doit assurer un système de stockage et de classement adéquat pour les pièces relatives à l'utilisation de ces crédits, tant que possible de manière dématérialisée pour faciliter la mise en œuvre de ces contrôles et audits.
- Conserver toutes les pièces relatives à l'utilisation de ces crédits jusqu'à 10 ans après le dernier versement de l'Union Européenne à la France dans le cadre du PNRR, soit, à ce jour, jusqu'à la fin de l'année 2036. En cas d'audits, recours, litiges concernant le bénéficiaire et liés à ce financement FRR, le bénéficiaire doit conserver les pièces et documents y afférent jusqu'au terme de ces procédures.
- Ne pas percevoir d'autres fonds d'origine européenne (FEDER par exemple) pour des objets déjà financés par ces crédits. En cas de financement européen demandé ou déjà obtenu sur tout autre projet du bénéficiaire, ce dernier s'engage à en informer sans délai l'Agence régionale de santé.
- Se soumettre à toutes les demandes d'enquête ou bilan, formulées par l'Agence régionale de santé ou par la Direction générale de l'offre de soins concernant l'utilisation de ces crédits.

#### **Article 5 :**

Le Directeur de l'Offre de Soins et de l'Autonomie est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera notifiée pour mise en œuvre à l'établissement et publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Région.

Montpellier le 12 août 2022

Pour le Directeur Général  
Et par délégation  
Le Directeur de l'Offre de Soins  
et de l'Autonomie

  
Bertrand PRUDHOMMEAUX



Agence Régionale de Santé Occitanie

R76-2022-08-12-00050

ARRÊTÉ ARS Occitanie /2022-3741 fixant la subvention du Fonds pour la Modernisation et l' Investissement en Santé (FMIS), au titre du programme d' accompagnement des investissements courants dans le cadre du Ségur de la santé, allouée au I ANTENNE AUTODIALYSE NOGARO

## **ARRÊTÉ ARS Occitanie / 2022-3741**

Fixant la subvention du Fonds pour la Modernisation et l'Investissement en Santé (FMIS), au titre du programme d'accompagnement des investissements courants dans le cadre du Ségur de la santé, allouée à l'UNITE D AUTODIALYSE DE NOGARO

EJ FINESS : 310000633

EG FINESS : 320005523

### **LE DIRECTEUR GENERAL DE L'AGENCE REGIONALE DE SANTE OCCITANIE**

**Vu** le code de la santé publique, notamment les articles L.1435-8 à L.1435-11; R.1435-16 à R.1435-36 ;

**Vu** la loi n°2021-1754 du 23 décembre 2021 de financement de la sécurité sociale 2022 ;

**Vu** le décret du 20 avril 2022 portant nomination de Monsieur Didier JAFFRE, Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Occitanie, à compter du 20 avril 2022;

**Vu** la circulaire n°6250-SG du 10 mars 2021 portant sur la relance de l'investissement dans le système de santé dans le cadre du Ségur de la santé et de France relance ;

**Vu** l'instruction DGOS/PF1/2021/4 du 4 janvier 2021 relative aux crédits dédiés à l'investissement du quotidien des établissements de santé et à la réduction des inégalités de santé, dans le cadre du Ségur de la santé et du plan investir pour l'hôpital, pour réduire les inégalités territoriales ;

**Vu** la 1<sup>ère</sup> circulaire N° DGOS/R1/2021/142 du 30 juin 2021 relative à la délégation des crédits du Fonds pour la Modernisation et l'Investissement en Santé (FMIS) au titre de l'année 2021 ;

**Vu** la circulaire N° DGOS/R1/2022/107 du 15 avril 2022 relative à la première délégation des crédits fonds pour la modernisation et l'investissement en santé au titre de l'année 2022;

**Vu** la décision ARS Occitanie N°2022-1843 du 20 avril 2022 portant délégation de signature du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Occitanie;

**Vu** le contrat d'objectifs et de moyens conclu entre l'AAIR MIDI PYRENEES pour l'UNITE D AUTODIALYSE DE NOGARO et l'Agence Régionale de Santé Occitanie ;

**Considérant** que ces investissements correspondent aux orientations du Projet Régional de Santé 2018 – 2022.

**Considérant** que ces investissements correspondent aux orientations de la stratégie régionale d'investissement.

**Considérant** que l'enveloppe de réduction des inégalités d'origine sociale est dédiée aux départements les plus touchés par la précarité dont les établissements de santé de l'Ariège, l'Aude, le Gard, l'Hérault, et des Pyrénées-Orientales font partie.

**Considérant** que l'enveloppe de réduction des inégalités d'origine territoriale est dédiée aux départements les plus touchés par la sous-densité dont les établissements de santé de l'Ariège, l'Aveyron, le Gers, la Lozère et le Lot.

## ARRETE :

### Article 1er :

Les crédits dédiés à l'investissement du quotidien alloués à hauteur de **5 000 €** à l'établissement sont issus du Plan national de relance et de résilience (PNRR) déposé auprès de la Commission Européenne et approuvé en juillet 2021. Ce PNRR couvre les investissements pour lesquels la France sollicite auprès de l'Union européenne (UE) un financement de la facilité pour la reprise et la résilience.

**1.1** Une subvention de **5 000 €** est allouée au titre du Fonds pour la Modernisation et des Investissements de Santé (FMIS), dans le cadre de l'enveloppe principale de 30 339 000 € dédiée à l'investissement courant dans le cadre du Ségur.

### Article 2 :

Le versement de cette aide est conditionné à la conclusion d'un avenant au contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens entre l'AAIR MIDI PYRENEES et l'Agence Régionale de Santé Occitanie.

La Caisse des Dépôts et Consignations versera en partie ou la totalité de la somme mentionnée à l'article 1 du présent arrêté sur présentation de cet arrêté, de l'avenant au contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens consécutif à cette décision et des factures justificatives et acquittées nécessaires correspondant à l'objet de la subvention. Il est nécessaire de transmettre à la CDC un tableau récapitulatif des dépenses signé par le trésorier, le comptable ou le directeur de l'établissement. Ces éléments peuvent être transmis par courriel à [FMESPP@caissedesdepots.fr](mailto:FMESPP@caissedesdepots.fr), par courrier à l'adresse ci-contre : Caisse des Dépôts et Consignations (Service du FMESPP – Rue du Vergne – 33059 Bordeaux Cedex) ou via la plateforme « Mes démarches simplifiées » (<https://www.demarches-simplifiees.fr>).

### Article 3 :

Le recours éventuel contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Administratif dans un délai franc de 2 mois à compter de sa notification pour l'établissement ou de sa publication pour les tiers. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

### Article 4 :

L'établissement est informé du financement par l'Union Européenne de ces crédits, et, à ce titre, il s'engage à :

- Assurer toute la visibilité auprès du grand public sur l'origine européenne de ces crédits. Le bénéficiaire doit faire état de l'origine des fonds et assurer la visibilité du financement de l'Union, y compris, le cas échéant, par l'apposition de l'emblème de l'UE et d'une mention adéquate relative au financement portant les mots "Financé par l'Union européenne – NextGenerationEU", en particulier lorsqu'il s'agit de promouvoir les actions et leurs résultats, en fournissant des informations ciblées, cohérentes, efficaces et proportionnées à divers publics, notamment aux médias et au grand public.

Il doit ainsi assurer que cette information figure a minima sur ses outils de communication numérique, sur les chantiers de ses projets d'investissement, et que la liste des investissements financés par ces crédits européens est une information rendue visible pour les personnes (patients, accompagnants, professionnels...) fréquentant l'établissement. La publicité du logo européen (« Financé par l'Union européenne – Next generation EU ») doit rester affichée de manière au moins aussi visible et proéminente que les autres logos. L'emblème doit rester distinct et séparé et ne peut être modifié par l'ajout d'autres marques visuelles, marques ou textes. En dehors de l'emblème, aucune autre identité visuelle ou logo ne peut être utilisée pour mettre en avant le soutien de l'UE. Les éléments de communication sont accessibles via le lien suivant :

- <https://www.economie.gouv.fr/plan-de-relance/kit-de-communication>
- Donner accès le cas échéant à tout document ou toute pièce utile en cas d'audit européen, ou de contrôle sur pièces et sur place conduit par l'Office européen de lutte anti-fraude (OLAF), le Parquet européen, la Cour des comptes européennes ou toute autorité nationale compétente et se soumettre à leurs procédures d'audit et de contrôle. A cet effet l'établissement doit assurer un système de stockage et de classement adéquat pour les pièces relatives à l'utilisation de ces crédits, tant que possible de manière dématérialisée pour faciliter la mise en œuvre de ces contrôles et audits.
- Conserver toutes les pièces relatives à l'utilisation de ces crédits jusqu'à 10 ans après le dernier versement de l'Union Européenne à la France dans le cadre du PNRR, soit, à ce jour, jusqu'à la fin de l'année 2036. En cas d'audits, recours, litiges concernant le bénéficiaire et liés à ce financement FRR, le bénéficiaire doit conserver les pièces et documents y afférent jusqu'au terme de ces procédures.
- Ne pas percevoir d'autres fonds d'origine européenne (FEDER par exemple) pour des objets déjà financés par ces crédits. En cas de financement européen demandé ou déjà obtenu sur tout autre projet du bénéficiaire, ce dernier s'engage à en informer sans délai l'Agence régionale de santé.
- Se soumettre à toutes les demandes d'enquête ou bilan, formulées par l'Agence régionale de santé ou par la Direction générale de l'offre de soins concernant l'utilisation de ces crédits.

#### **Article 5 :**

Le Directeur de l'Offre de Soins et de l'Autonomie est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera notifiée pour mise en œuvre à l'établissement et publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Région.

Montpellier le 17 août 2022

Pour le Directeur Général  
Et par délégation  
Le Directeur de l'Offre de Soins  
et de l'Autonomie

  
Bertrand PRUDHOMMEAUX

Agence Régionale de Santé Occitanie

R76-2022-08-12-00051

ARRÊTÉ ARS Occitanie /2022-3742 fixant la subvention du Fonds pour la Modernisation et l' Investissement en Santé (FMIS), au titre du programme d' accompagnement des investissements courants dans le cadre du Ségur de la santé, allouée au I ANTENNE AUTODIALYSE MIRANDE

## **ARRÊTÉ ARS Occitanie / 2022-3742**

Fixant la subvention du Fonds pour la Modernisation et l'Investissement en Santé (FMIS), au titre du programme d'accompagnement des investissements courants dans le cadre du Ségur de la santé, allouée à l'ANTENNE D'AUTODIALYSE MIRANDE

EJ FINESS : 310000633  
EG FINESS : 320001050

### **LE DIRECTEUR GENERAL DE L'AGENCE REGIONALE DE SANTE OCCITANIE**

**Vu** le code de la santé publique, notamment les articles L.1435-8 à L.1435-11; R.1435-16 à R.1435-36 ;

**Vu** la loi n°2021-1754 du 23 décembre 2021 de financement de la sécurité sociale 2022 ;

**Vu** le décret du 20 avril 2022 portant nomination de Monsieur Didier JAFFRE, Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Occitanie, à compter du 20 avril 2022;

**Vu** la circulaire n°6250-SG du 10 mars 2021 portant sur la relance de l'investissement dans le système de santé dans le cadre du Ségur de la santé et de France relance ;

**Vu** l'instruction DGOS/PF1/2021/4 du 4 janvier 2021 relative aux crédits dédiés à l'investissement du quotidien des établissements de santé et à la réduction des inégalités de santé, dans le cadre du Ségur de la santé et du plan investir pour l'hôpital, pour réduire les inégalités territoriales ;

**Vu** la 1<sup>ère</sup> circulaire N° DGOS/R1/2021/142 du 30 juin 2021 relative à la délégation des crédits du Fonds pour la Modernisation et l'Investissement en Santé (FMIS) au titre de l'année 2021 ;

**Vu** la circulaire N° DGOS/R1/2022/107 du 15 avril 2022 relative à la première délégation des crédits fonds pour la modernisation et l'investissement en santé au titre de l'année 2022;

**Vu** la décision ARS Occitanie N°2022-1843 du 20 avril 2022 portant délégation de signature du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Occitanie;

**Vu** le contrat d'objectifs et de moyens conclu entre l'AAIR MIDI PYRENEES pour l'ANTENNE D'AUTODIALYSE MIRANDE et l'Agence Régionale de Santé Occitanie ;

**Considérant** que ces investissements correspondent aux orientations du Projet Régional de Santé 2018 – 2022.

**Considérant** que ces investissements correspondent aux orientations de la stratégie régionale d'investissement.

**Considérant** que l'enveloppe de réduction des inégalités d'origine sociale est dédiée aux départements les plus touchés par la précarité dont les établissements de santé de l'Ariège, l'Aude, le Gard, l'Hérault, et des Pyrénées-Orientales font partie.

**Considérant** que l'enveloppe de réduction des inégalités d'origine territoriale est dédiée aux départements les plus touchés par la sous-densité dont les établissements de santé de l'Ariège, l'Aveyron, le Gers, la Lozère et le Lot.

## **ARRETE :**

### **Article 1er :**

Les crédits dédiés à l'investissement du quotidien alloués à hauteur de **5 000 €** à l'établissement sont issus du Plan national de relance et de résilience (PNRR) déposé auprès de la Commission Européenne et approuvé en juillet 2021. Ce PNRR couvre les investissements pour lesquels la France sollicite auprès de l'Union européenne (UE) un financement de la facilité pour la reprise et la résilience.

**1.1** Une subvention de **5 000 €** est allouée au titre du Fonds pour la Modernisation et des Investissements de Santé (FMIS), dans le cadre de l'enveloppe principale de 30 339 000 € dédiée à l'investissement courant dans le cadre du Ségur.

### **Article 2 :**

Le versement de cette aide est conditionné à la conclusion d'un avenant au contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens entre l'AAIR MIDI PYRENEES et l'Agence Régionale de Santé Occitanie.

La Caisse des Dépôts et Consignations versera en partie ou la totalité de la somme mentionnée à l'article 1 du présent arrêté sur présentation de cet arrêté, de l'avenant au contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens consécutif à cette décision et des factures justificatives et acquittées nécessaires correspondant à l'objet de la subvention. Il est nécessaire de transmettre à la CDC un tableau récapitulatif des dépenses signé par le trésorier, le comptable ou le directeur de l'établissement. Ces éléments peuvent être transmis par courriel à [FMESPP@caissedesdepots.fr](mailto:FMESPP@caissedesdepots.fr), par courrier à l'adresse ci-contre : Caisse des Dépôts et Consignations (Service du FMESPP – Rue du Vergne – 33059 Bordeaux Cedex) ou via la plateforme « Mes démarches simplifiées » (<https://www.demarches-simplifiees.fr>).

### **Article 3 :**

Le recours éventuel contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Administratif dans un délai franc de 2 mois à compter de sa notification pour l'établissement ou de sa publication pour les tiers. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télécours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

### **Article 4 :**

L'établissement est informé du financement par l'Union Européenne de ces crédits, et, à ce titre, il s'engage à :

- Assurer toute la visibilité auprès du grand public sur l'origine européenne de ces crédits. Le bénéficiaire doit faire état de l'origine des fonds et assurer la visibilité du financement de l'Union, y compris, le cas échéant, par l'apposition de l'emblème de l'UE et d'une mention adéquate relative au financement portant les mots "Financé par l'Union européenne – NextGenerationEU", en particulier lorsqu'il s'agit de promouvoir les actions et leurs résultats, en fournissant des informations ciblées, cohérentes, efficaces et proportionnées à divers publics, notamment aux médias et au grand public.

Il doit ainsi assurer que cette information figure a minima sur ses outils de communication numérique, sur les chantiers de ses projets d'investissement, et que la liste des investissements financés par ces crédits européens est une information rendue visible pour les personnes (patients, accompagnants, professionnels...) fréquentant l'établissement. La publicité du logo européen (« Financé par l'Union européenne – Next generation EU ») doit rester affichée de manière au moins aussi visible et proéminente que les autres logos. L'emblème doit rester distinct et séparé et ne peut être modifié par l'ajout d'autres marques visuelles, marques ou textes. En dehors de l'emblème, aucune autre identité visuelle ou logo ne peut être utilisée pour mettre en avant le soutien de l'UE. Les éléments de communication sont accessibles via le lien suivant :

- <https://www.economie.gouv.fr/plan-de-relance/kit-de-communication>
- Donner accès le cas échéant à tout document ou toute pièce utile en cas d'audit européen, ou de contrôle sur pièces et sur place conduit par l'Office européen de lutte anti-fraude (OLAF), le Parquet européen, la Cour des comptes européennes ou toute autorité nationale compétente et se soumettre à leurs procédures d'audit et de contrôle. A cet effet l'établissement doit assurer un système de stockage et de classement adéquat pour les pièces relatives à l'utilisation de ces crédits, tant que possible de manière dématérialisée pour faciliter la mise en œuvre de ces contrôles et audits.
- Conserver toutes les pièces relatives à l'utilisation de ces crédits jusqu'à 10 ans après le dernier versement de l'Union Européenne à la France dans le cadre du PNRR, soit, à ce jour, jusqu'à la fin de l'année 2036. En cas d'audits, recours, litiges concernant le bénéficiaire et liés à ce financement FRR, le bénéficiaire doit conserver les pièces et documents y afférent jusqu'au terme de ces procédures.
- Ne pas percevoir d'autres fonds d'origine européenne (FEDER par exemple) pour des objets déjà financés par ces crédits. En cas de financement européen demandé ou déjà obtenu sur tout autre projet du bénéficiaire, ce dernier s'engage à en informer sans délai l'Agence régionale de santé.
- Se soumettre à toutes les demandes d'enquête ou bilan, formulées par l'Agence régionale de santé ou par la Direction générale de l'offre de soins concernant l'utilisation de ces crédits.

**Article 5 :**

Le Directeur de l'Offre de Soins et de l'Autonomie est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera notifiée pour mise en œuvre à l'établissement et publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Région.

Montpellier le 12 août 2022

Pour le Directeur Général  
Et par délégation  
Le Directeur de l'Offre de Soins  
et de l'Autonomie

  
Bertrand PRUDHOMMEAUX



Agence Régionale de Santé Occitanie

R76-2022-08-12-00034

ARS Occitanie /2022-3725 fixant la subvention  
du Fonds pour la Modernisation et  
l' Investissement en Santé (FMIS), au titre du  
programme d' accompagnement des  
investissements courants dans le cadre du Ségur  
de la santé, allouée au Clinique Saint Orens

## **ARRÊTÉ ARS Occitanie / 2022-3725**

Fixant la subvention du Fonds pour la Modernisation et l'Investissement en Santé (FMIS), au titre du programme d'accompagnement des investissements courants dans le cadre du Ségur de la santé, allouée à la CLINIQUE SAINT-ORENS ST ORENS GAMEVILL

EJ FINISS : 310790464

EG FINISS : 310790472

### **LE DIRECTEUR GENERAL DE L'AGENCE REGIONALE DE SANTE OCCITANIE**

**Vu** le code de la santé publique, notamment les articles L.1435-8 à L.1435-11; R.1435-16 à R.1435-36 ;

**Vu** la loi n°2021-1754 du 23 décembre 2021 de financement de la sécurité sociale 2022 ;

**Vu** le décret du 20 avril 2022 portant nomination de Monsieur Didier JAFFRE, Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Occitanie, à compter du 20 avril 2022;

**Vu** la circulaire n°6250-SG du 10 mars 2021 portant sur la relance de l'investissement dans le système de santé dans le cadre du Ségur de la santé et de France relance ;

**Vu** l'instruction DGOS/PF1/2021/4 du 4 janvier 2021 relative aux crédits dédiés à l'investissement du quotidien des établissements de santé et à la réduction des inégalités de santé, dans le cadre du Ségur de la santé et du plan investir pour l'hôpital, pour réduire les inégalités territoriales ;

**Vu** la 1<sup>ère</sup> circulaire N° DGOS/R1/2021/142 du 30 juin 2021 relative à la délégation des crédits du Fonds pour la Modernisation et l'Investissement en Santé (FMIS) au titre de l'année 2021 ;

**Vu** la circulaire N° DGOS/R1/2022/107 du 15 avril 2022 relative à la première délégation des crédits fonds pour la modernisation et l'investissement en santé au titre de l'année 2022;

**Vu** la décision ARS Occitanie N°2022-1843 du 20 avril 2022 portant délégation de signature du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Occitanie;

**Vu** le contrat d'objectifs et de moyens conclu entre la SAS CL ST ORENS SORERE pour la CLINIQUE SAINT-ORENS ST ORENS GAMEVILL et l'Agence Régionale de Santé Occitanie ;

**Considérant** que ces investissements correspondent aux orientations du Projet Régional de Santé 2018 – 2022.

**Considérant** que ces investissements correspondent aux orientations de la stratégie régionale d'investissement.

**Considérant** que l'enveloppe de réduction des inégalités d'origine sociale est dédiée aux départements les plus touchés par la précarité dont les établissements de santé de l'Ariège, l'Aude, le Gard, l'Hérault, et des Pyrénées-Orientales font partie.

**Considérant** que l'enveloppe de réduction des inégalités d'origine territoriale est dédiée aux départements les plus touchés par la sous-densité dont les établissements de santé de l'Ariège, l'Aveyron, le Gers, la Lozère et le Lot.

## ARRETE :

### Article 1er :

Les crédits dédiés à l'investissement du quotidien alloués à hauteur de **19 250 €** à l'établissement sont issus du Plan national de relance et de résilience (PNRR) déposé auprès de la Commission Européenne et approuvé en juillet 2021. Ce PNRR couvre les investissements pour lesquels la France sollicite auprès de l'Union européenne (UE) un financement de la facilité pour la reprise et la résilience.

**1.1** Une subvention de **19 250 €** est allouée au titre du Fonds pour la Modernisation et des Investissements de Santé (FMIS), dans le cadre de l'enveloppe principale de 30 339 000 € dédiée à l'investissement courant dans le cadre du Ségur.

### Article 2 :

Le versement de cette aide est conditionné à la conclusion d'un avenant au contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens entre la SAS CL ST ORENS SORERE et l'Agence Régionale de Santé Occitanie.

La Caisse des Dépôts et Consignations versera en partie ou la totalité de la somme mentionnée à l'article 1 du présent arrêté sur présentation de cet arrêté, de l'avenant au contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens consécutif à cette décision et des factures justificatives et acquittées nécessaires correspondant à l'objet de la subvention. Il est nécessaire de transmettre à la CDC un tableau récapitulatif des dépenses signé par le trésorier, le comptable ou le directeur de l'établissement. Ces éléments peuvent être transmis par courriel à [FMESPP@caissedesdepots.fr](mailto:FMESPP@caissedesdepots.fr), par courrier à l'adresse ci-contre : Caisse des Dépôts et Consignations (Service du FMESPP – Rue du Vergne – 33059 Bordeaux Cedex) ou via la plateforme « Mes démarches simplifiées » (<https://www.demarches-simplifiees.fr>).

### Article 3 :

Le recours éventuel contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Administratif dans un délai franc de 2 mois à compter de sa notification pour l'établissement ou de sa publication pour les tiers. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

### Article 4 :

L'établissement est informé du financement par l'Union Européenne de ces crédits, et, à ce titre, il s'engage à :

- Assurer toute la visibilité auprès du grand public sur l'origine européenne de ces crédits. Le bénéficiaire doit faire état de l'origine des fonds et assurer la visibilité du financement de l'Union, y compris, le cas échéant, par l'apposition de l'emblème de l'UE et d'une mention adéquate relative au financement portant les mots "Financé par l'Union européenne – NextGenerationEU", en particulier lorsqu'il s'agit de promouvoir les actions et leurs résultats, en fournissant des informations ciblées, cohérentes, efficaces et proportionnées à divers publics, notamment aux médias et au grand public.

Il doit ainsi assurer que cette information figure a minima sur ses outils de communication numérique, sur les chantiers de ses projets d'investissement, et que la liste des investissements financés par ces crédits européens est une information rendue visible pour les personnes (patients, accompagnants, professionnels...) fréquentant l'établissement. La publicité du logo européen (« Financé par l'Union européenne – Next generation EU ») doit rester affichée de manière au moins aussi visible et proéminente que les autres logos. L'emblème doit rester distinct et séparé et ne peut être modifié par l'ajout d'autres marques visuelles, marques ou textes. En dehors de l'emblème, aucune autre identité visuelle ou logo ne peut être utilisée pour mettre en avant le soutien de l'UE. Les éléments de communication sont accessibles via le lien suivant :

- <https://www.economie.gouv.fr/plan-de-relance/kit-de-communication>
- Donner accès le cas échéant à tout document ou toute pièce utile en cas d'audit européen, ou de contrôle sur pièces et sur place conduit par l'Office européen de lutte anti-fraude (OLAF), le Parquet européen, la Cour des comptes européennes ou toute autorité nationale compétente et se soumettre à leurs procédures d'audit et de contrôle. A cet effet l'établissement doit assurer un système de stockage et de classement adéquat pour les pièces relatives à l'utilisation de ces crédits, tant que possible de manière dématérialisée pour faciliter la mise en œuvre de ces contrôles et audits.
- Conserver toutes les pièces relatives à l'utilisation de ces crédits jusqu'à 10 ans après le dernier versement de l'Union Européenne à la France dans le cadre du PNRR, soit, à ce jour, jusqu'à la fin de l'année 2036. En cas d'audits, recours, litiges concernant le bénéficiaire et liés à ce financement FRR, le bénéficiaire doit conserver les pièces et documents y afférent jusqu'au terme de ces procédures.
- Ne pas percevoir d'autres fonds d'origine européenne (FEDER par exemple) pour des objets déjà financés par ces crédits. En cas de financement européen demandé ou déjà obtenu sur tout autre projet du bénéficiaire, ce dernier s'engage à en informer sans délai l'Agence régionale de santé.
- Se soumettre à toutes les demandes d'enquête ou bilan, formulées par l'Agence régionale de santé ou par la Direction générale de l'offre de soins concernant l'utilisation de ces crédits.

**Article 5 :**

Le Directeur de l'Offre de Soins et de l'Autonomie est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera notifiée pour mise en œuvre à l'établissement et publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Région.

Montpellier le 12 août 2022

Pour le Directeur Général  
Et par délégation  
Le Directeur de l'Offre de Soins  
et de l'Autonomie

  
Bertrand PRUDHOMMEAUX

Agence Régionale de Santé Occitanie

R76-2022-08-12-00035

ARS Occitanie /2022-3726 fixant la subvention  
du Fonds pour la Modernisation et  
l' Investissement en Santé (FMIS), au titre du  
programme d' accompagnement des  
investissements courants dans le cadre du Ségur  
de la santé, allouée au I ETABLISSEMENT DE  
SOINS DE SUITE LE MARQUISAT

## **ARRÊTÉ ARS Occitanie / 2022-3726**

Fixant la subvention du Fonds pour la Modernisation et l'Investissement en Santé (FMIS), au titre du programme d'accompagnement des investissements courants dans le cadre du Ségur de la santé, allouée à l'ETAB DE SOINS DE SUITE LE MARQUISAT

EJ FINESS : 310002191  
EG FINESS : 310792635

### **LE DIRECTEUR GENERAL DE L'AGENCE REGIONALE DE SANTE OCCITANIE**

**Vu** le code de la santé publique, notamment les articles L.1435-8 à L.1435-11; R.1435-16 à R.1435-36 ;

**Vu** la loi n°2021-1754 du 23 décembre 2021 de financement de la sécurité sociale 2022 ;

**Vu** le décret du 20 avril 2022 portant nomination de Monsieur Didier JAFFRE, Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Occitanie, à compter du 20 avril 2022;

**Vu** la circulaire n°6250-SG du 10 mars 2021 portant sur la relance de l'investissement dans le système de santé dans le cadre du Ségur de la santé et de France relance ;

**Vu** l'instruction DGOS/PF1/2021/4 du 4 janvier 2021 relative aux crédits dédiés à l'investissement du quotidien des établissements de santé et à la réduction des inégalités de santé, dans le cadre du Ségur de la santé et du plan investir pour l'hôpital, pour réduire les inégalités territoriales ;

**Vu** la 1<sup>ère</sup> circulaire N° DGOS/R1/2021/142 du 30 juin 2021 relative à la délégation des crédits du Fonds pour la Modernisation et l'Investissement en Santé (FMIS) au titre de l'année 2021 ;

**Vu** la circulaire N° DGOS/R1/2022/107 du 15 avril 2022 relative à la première délégation des crédits fonds pour la modernisation et l'investissement en santé au titre de l'année 2022;

**Vu** la décision ARS Occitanie N°2022-1843 du 20 avril 2022 portant délégation de signature du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Occitanie;

**Vu** le contrat d'objectifs et de moyens conclu entre la SA LE MARQUISAT pour l'ETAB DE SOINS DE SUITE LE MARQUISAT et l'Agence Régionale de Santé Occitanie ;

**Considérant** que ces investissements correspondent aux orientations du Projet Régional de Santé 2018 – 2022.

**Considérant** que ces investissements correspondent aux orientations de la stratégie régionale d'investissement.

**Considérant** que l'enveloppe de réduction des inégalités d'origine sociale est dédiée aux départements les plus touchés par la précarité dont les établissements de santé de l'Ariège, l'Aude, le Gard, l'Hérault, et des Pyrénées-Orientales font partie.

**Considérant** que l'enveloppe de réduction des inégalités d'origine territoriale est dédiée aux départements les plus touchés par la sous-densité dont les établissements de santé de l'Ariège, l'Aveyron, le Gers, la Lozère et le Lot.

## ARRETE :

### Article 1er :

Les crédits dédiés à l'investissement du quotidien alloués à hauteur de **31 487 €** à l'établissement sont issus du Plan national de relance et de résilience (PNRR) déposé auprès de la Commission Européenne et approuvé en juillet 2021. Ce PNRR couvre les investissements pour lesquels la France sollicite auprès de l'Union européenne (UE) un financement de la facilité pour la reprise et la résilience.

**1.1** Une subvention de **31 487 €** est allouée au titre du Fonds pour la Modernisation et des Investissements de Santé (FMIS), dans le cadre de l'enveloppe principale de 30 339 000 € dédiée à l'investissement courant dans le cadre du Ségur.

### Article 2 :

Le versement de cette aide est conditionné à la conclusion d'un avenant au contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens entre la SA LE MARQUISAT et l'Agence Régionale de Santé Occitanie.

La Caisse des Dépôts et Consignations versera en partie ou la totalité de la somme mentionnée à l'article 1 du présent arrêté sur présentation de cet arrêté, de l'avenant au contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens consécutif à cette décision et des factures justificatives et acquittées nécessaires correspondant à l'objet de la subvention. Il est nécessaire de transmettre à la CDC un tableau récapitulatif des dépenses signé par le trésorier, le comptable ou le directeur de l'établissement. Ces éléments peuvent être transmis par courriel à [FMESPP@caissedesdepots.fr](mailto:FMESPP@caissedesdepots.fr), par courrier à l'adresse ci-contre : Caisse des Dépôts et Consignations (Service du FMESPP – Rue du Vergne – 33059 Bordeaux Cedex) ou via la plateforme « Mes démarches simplifiées » (<https://www.demarches-simplifiees.fr>).

### Article 3 :

Le recours éventuel contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Administratif dans un délai franc de 2 mois à compter de sa notification pour l'établissement ou de sa publication pour les tiers. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télécours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

### Article 4 :

L'établissement est informé du financement par l'Union Européenne de ces crédits, et, à ce titre, il s'engage à :

- Assurer toute la visibilité auprès du grand public sur l'origine européenne de ces crédits. Le bénéficiaire doit faire état de l'origine des fonds et assurer la visibilité du financement de l'Union, y compris, le cas échéant, par l'apposition de l'emblème de l'UE et d'une mention adéquate relative au financement portant les mots "Financé par l'Union européenne – NextGenerationEU", en particulier lorsqu'il s'agit de promouvoir les actions et leurs résultats, en fournissant des informations ciblées, cohérentes, efficaces et proportionnées à divers publics, notamment aux médias et au grand public.

Il doit ainsi assurer que cette information figure a minima sur ses outils de communication numérique, sur les chantiers de ses projets d'investissement, et que la liste des investissements financés par ces crédits européens est une information rendue visible pour les personnes (patients, accompagnants, professionnels...) fréquentant l'établissement. La publicité du logo européen (« Financé par l'Union européenne – Next generation EU ») doit rester affichée de manière au moins aussi visible et proéminente que les autres logos. L'emblème doit rester distinct et séparé et ne peut être modifié par l'ajout d'autres marques visuelles, marques ou textes. En dehors de l'emblème, aucune autre identité visuelle ou logo ne peut être utilisée pour mettre en avant le soutien de l'UE. Les éléments de communication sont accessibles via le lien suivant :

- <https://www.economie.gouv.fr/plan-de-relance/kit-de-communication>
- Donner accès le cas échéant à tout document ou toute pièce utile en cas d'audit européen, ou de contrôle sur pièces et sur place conduit par l'Office européen de lutte anti-fraude (OLAF), le Parquet européen, la Cour des comptes européennes ou toute autorité nationale compétente et se soumettre à leurs procédures d'audit et de contrôle. A cet effet l'établissement doit assurer un système de stockage et de classement adéquat pour les pièces relatives à l'utilisation de ces crédits, tant que possible de manière dématérialisée pour faciliter la mise en œuvre de ces contrôles et audits.
- Conserver toutes les pièces relatives à l'utilisation de ces crédits jusqu'à 10 ans après le dernier versement de l'Union Européenne à la France dans le cadre du PNRR, soit, à ce jour, jusqu'à la fin de l'année 2036. En cas d'audits, recours, litiges concernant le bénéficiaire et liés à ce financement FRR, le bénéficiaire doit conserver les pièces et documents y afférent jusqu'au terme de ces procédures.
- Ne pas percevoir d'autres fonds d'origine européenne (FEDER par exemple) pour des objets déjà financés par ces crédits. En cas de financement européen demandé ou déjà obtenu sur tout autre projet du bénéficiaire, ce dernier s'engage à en informer sans délai l'Agence régionale de santé.
- Se soumettre à toutes les demandes d'enquête ou bilan, formulées par l'Agence régionale de santé ou par la Direction générale de l'offre de soins concernant l'utilisation de ces crédits.

#### **Article 5 :**

Le Directeur de l'Offre de Soins et de l'Autonomie est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera notifiée pour mise en œuvre à l'établissement et publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Région.

Montpellier le 12 août 2022

Pour le Directeur Général  
Et par délégation  
Le Directeur de l'Offre de Soins  
et de l'Autonomie

  
Bertrand PRUDHOMMEAUX



Agence Régionale de Santé Occitanie

R76-2022-08-12-00036

ARS Occitanie /2022-3727 fixant la subvention  
du Fonds pour la Modernisation et  
l' Investissement en Santé (FMIS), au titre du  
programme d' accompagnement des  
investissements courants dans le cadre du Ségur  
de la santé, allouée à Pouponnière Bousquairol

## **ARRÊTÉ ARS Occitanie / 2022-3727**

Fixant la subvention du Fonds pour la Modernisation et l'Investissement en Santé (FMIS), au titre du programme d'accompagnement des investissements courants dans le cadre du Ségur de la santé, allouée à la **POUPONNIERE ANDRE BOUSQUAIROL**

EJ FINESS : 310788997  
EG FINESS : 310792874

### **LE DIRECTEUR GENERAL DE L'AGENCE REGIONALE DE SANTE OCCITANIE**

**Vu** le code de la santé publique, notamment les articles L.1435-8 à L.1435-11; R.1435-16 à R.1435-36 ;

**Vu** la loi n°2021-1754 du 23 décembre 2021 de financement de la sécurité sociale 2022 ;

**Vu** le décret du 20 avril 2022 portant nomination de Monsieur Didier JAFFRE, Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Occitanie, à compter du 20 avril 2022;

**Vu** la circulaire n°6250-SG du 10 mars 2021 portant sur la relance de l'investissement dans le système de santé dans le cadre du Ségur de la santé et de France relance ;

**Vu** l'instruction DGOS/PF1/2021/4 du 4 janvier 2021 relative aux crédits dédiés à l'investissement du quotidien des établissements de santé et à la réduction des inégalités de santé, dans le cadre du Ségur de la santé et du plan investir pour l'hôpital, pour réduire les inégalités territoriales ;

**Vu** la 1<sup>ère</sup> circulaire N° DGOS/R1/2021/142 du 30 juin 2021 relative à la délégation des crédits du Fonds pour la Modernisation et l'Investissement en Santé (FMIS) au titre de l'année 2021 ;

**Vu** la circulaire N° DGOS/R1/2022/107 du 15 avril 2022 relative à la première délégation des crédits fonds pour la modernisation et l'investissement en santé au titre de l'année 2022;

**Vu** la décision ARS Occitanie N°2022-1843 du 20 avril 2022 portant délégation de signature du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Occitanie;

**Vu** le contrat d'objectifs et de moyens conclu entre la **POUPONNIERE ANDRE BOUSQUAIROL** et l'Agence Régionale de Santé Occitanie ;

**Considérant** que ces investissements correspondent aux orientations du Projet Régional de Santé 2018 – 2022.

**Considérant** que ces investissements correspondent aux orientations de la stratégie régionale d'investissement.

**Considérant** que l'enveloppe de réduction des inégalités d'origine sociale est dédiée aux départements les plus touchés par la précarité dont les établissements de santé de l'Ariège, l'Aude, le Gard, l'Hérault, et des Pyrénées-Orientales font partie.

**Considérant** que l'enveloppe de réduction des inégalités d'origine territoriale est dédiée aux départements les plus touchés par la sous-densité dont les établissements de santé de l'Ariège, l'Aveyron, le Gers, la Lozère et le Lot.

## **ARRETE :**

### **Article 1er :**

Les crédits dédiés à l'investissement du quotidien alloués à hauteur de **5 000 €** à l'établissement sont issus du Plan national de relance et de résilience (PNRR) déposé auprès de la Commission Européenne et approuvé en juillet 2021. Ce PNRR couvre les investissements pour lesquels la France sollicite auprès de l'Union européenne (UE) un financement de la facilité pour la reprise et la résilience.

**1.1** Une subvention de **5 000 €** est allouée au titre du Fonds pour la Modernisation et des Investissements de Santé (FMIS), dans le cadre de l'enveloppe principale de 30 339 000 € dédiée à l'investissement courant dans le cadre du Ségur.

### **Article 2 :**

Le versement de cette aide est conditionné à la conclusion d'un avenant au contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens entre la POUPONNIERE ANDRE BOUSQUAIROL et l'Agence Régionale de Santé Occitanie.

La Caisse des Dépôts et Consignations versera en partie ou la totalité de la somme mentionnée à l'article 1 du présent arrêté sur présentation de cet arrêté, de l'avenant au contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens consécutif à cette décision et des factures justificatives et acquittées nécessaires correspondant à l'objet de la subvention. Il est nécessaire de transmettre à la CDC un tableau récapitulatif des dépenses signé par le trésorier, le comptable ou le directeur de l'établissement. Ces éléments peuvent être transmis par courriel à [FMESPP@caissedesdepots.fr](mailto:FMESPP@caissedesdepots.fr), par courrier à l'adresse ci-contre : Caisse des Dépôts et Consignations (Service du FMESPP – Rue du Vergne – 33059 Bordeaux Cedex) ou via la plateforme « Mes démarches simplifiées » (<https://www.demarches-simplifiees.fr>).

### **Article 3 :**

Le recours éventuel contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Administratif dans un délai franc de 2 mois à compter de sa notification pour l'établissement ou de sa publication pour les tiers. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

### **Article 4 :**

L'établissement est informé du financement par l'Union Européenne de ces crédits, et, à ce titre, il s'engage à :

- Assurer toute la visibilité auprès du grand public sur l'origine européenne de ces crédits. Le bénéficiaire doit faire état de l'origine des fonds et assurer la visibilité du financement de l'Union, y compris, le cas échéant, par l'apposition de l'emblème de l'UE et d'une mention adéquate relative au financement portant les mots "Financé par l'Union européenne – NextGenerationEU", en particulier lorsqu'il s'agit de promouvoir les actions et leurs résultats, en fournissant des informations ciblées, cohérentes, efficaces et proportionnées à divers publics, notamment aux médias et au grand public.

Il doit ainsi assurer que cette information figure a minima sur ses outils de communication numérique, sur les chantiers de ses projets d'investissement, et que la liste des investissements financés par ces crédits européens est une information rendue visible pour les personnes (patients, accompagnants, professionnels...) fréquentant l'établissement. La publicité du logo européen (« Financé par l'Union européenne – Next generation EU ») doit rester affichée de manière au moins aussi visible et proéminente que les autres logos. L'emblème doit rester distinct et séparé et ne peut être modifié par l'ajout d'autres marques visuelles, marques ou textes. En dehors de l'emblème, aucune autre identité visuelle ou logo ne peut être utilisée pour mettre en avant le soutien de l'UE. Les éléments de communication sont accessibles via le lien suivant :

- <https://www.economie.gouv.fr/plan-de-relance/kit-de-communication>
- Donner accès le cas échéant à tout document ou toute pièce utile en cas d'audit européen, ou de contrôle sur pièces et sur place conduit par l'Office européen de lutte anti-fraude (OLAF), le Parquet européen, la Cour des comptes européennes ou toute autorité nationale compétente et se soumettre à leurs procédures d'audit et de contrôle. A cet effet l'établissement doit assurer un système de stockage et de classement adéquat pour les pièces relatives à l'utilisation de ces crédits, tant que possible de manière dématérialisée pour faciliter la mise en œuvre de ces contrôles et audits.
- Conserver toutes les pièces relatives à l'utilisation de ces crédits jusqu'à 10 ans après le dernier versement de l'Union Européenne à la France dans le cadre du PNRR, soit, à ce jour, jusqu'à la fin de l'année 2036. En cas d'audits, recours, litiges concernant le bénéficiaire et liés à ce financement FRR, le bénéficiaire doit conserver les pièces et documents y afférent jusqu'au terme de ces procédures.
- Ne pas percevoir d'autres fonds d'origine européenne (FEDER par exemple) pour des objets déjà financés par ces crédits. En cas de financement européen demandé ou déjà obtenu sur tout autre projet du bénéficiaire, ce dernier s'engage à en informer sans délai l'Agence régionale de santé.
- Se soumettre à toutes les demandes d'enquête ou bilan, formulées par l'Agence régionale de santé ou par la Direction générale de l'offre de soins concernant l'utilisation de ces crédits.

#### **Article 5 :**

Le Directeur de l'Offre de Soins et de l'Autonomie est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera notifiée pour mise en œuvre à l'établissement et publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Région.

Montpellier le 12 août 2022

Pour le Directeur Général  
Et par délégation  
Le Directeur de l'Offre de Soins  
et de l'Autonomie

  
Bertrand PRUDHOMMEAUX

Agence Régionale de Santé Occitanie

R76-2022-08-12-00037

ARS Occitanie /2022-3728 fixant la subvention  
du Fonds pour la Modernisation et  
l' Investissement en Santé (FMIS), au titre du  
programme d' accompagnement des  
investissements courants dans le cadre du Ségur  
de la santé, allouée au I ANTENNE  
AUTODIALYSE BESSIERES

## **ARRÊTÉ ARS Occitanie / 2022-3728**

Fixant la subvention du Fonds pour la Modernisation et l'Investissement en Santé (FMIS), au titre du programme d'accompagnement des investissements courants dans le cadre du Ségur de la santé, allouée à l'ANTENNE AUTODIALYSE BESSIERES

EJ FINESS : 310000617

EG FINESS : 310793401

### **LE DIRECTEUR GENERAL DE L'AGENCE REGIONALE DE SANTE OCCITANIE**

**Vu** le code de la santé publique, notamment les articles L.1435-8 à L.1435-11; R.1435-16 à R.1435-36 ;

**Vu** la loi n°2021-1754 du 23 décembre 2021 de financement de la sécurité sociale 2022 ;

**Vu** le décret du 20 avril 2022 portant nomination de Monsieur Didier JAFFRE, Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Occitanie, à compter du 20 avril 2022;

**Vu** la circulaire n°6250-SG du 10 mars 2021 portant sur la relance de l'investissement dans le système de santé dans le cadre du Ségur de la santé et de France relance ;

**Vu** l'instruction DGOS/PF1/2021/4 du 4 janvier 2021 relative aux crédits dédiés à l'investissement du quotidien des établissements de santé et à la réduction des inégalités de santé, dans le cadre du Ségur de la santé et du plan investir pour l'hôpital, pour réduire les inégalités territoriales ;

**Vu** la 1<sup>ère</sup> circulaire N° DGOS/R1/2021/142 du 30 juin 2021 relative à la délégation des crédits du Fonds pour la Modernisation et l'Investissement en Santé (FMIS) au titre de l'année 2021 ;

**Vu** la circulaire N° DGOS/R1/2022/107 du 15 avril 2022 relative à la première délégation des crédits fonds pour la modernisation et l'investissement en santé au titre de l'année 2022;

**Vu** la décision ARS Occitanie N°2022-1843 du 20 avril 2022 portant délégation de signature du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Occitanie;

**Vu** le contrat d'objectifs et de moyens conclu entre la SAS CL NEPHRO ST EXUPERY pour l'ANTENNE AUTODIALYSE BESSIERES et l'Agence Régionale de Santé Occitanie ;

**Considérant** que ces investissements correspondent aux orientations du Projet Régional de Santé 2018 – 2022.

**Considérant** que ces investissements correspondent aux orientations de la stratégie régionale d'investissement.

**Considérant** que l'enveloppe de réduction des inégalités d'origine sociale est dédiée aux départements les plus touchés par la précarité dont les établissements de santé de l'Ariège, l'Aude, le Gard, l'Hérault, et des Pyrénées-Orientales font partie.

**Considérant** que l'enveloppe de réduction des inégalités d'origine territoriale est dédiée aux départements les plus touchés par la sous-densité dont les établissements de santé de l'Ariège, l'Aveyron, le Gers, la Lozère et le Lot.

## **ARRETE :**

### **Article 1er :**

Les crédits dédiés à l'investissement du quotidien alloués à hauteur de **5 000 €** à l'établissement sont issus du Plan national de relance et de résilience (PNRR) déposé auprès de la Commission Européenne et approuvé en juillet 2021. Ce PNRR couvre les investissements pour lesquels la France sollicite auprès de l'Union européenne (UE) un financement de la facilité pour la reprise et la résilience.

**1.1** Une subvention de **5 000 €** est allouée au titre du Fonds pour la Modernisation et des Investissements de Santé (FMIS), dans le cadre de l'enveloppe principale de 30 339 000 € dédiée à l'investissement courant dans le cadre du Ségur.

### **Article 2 :**

Le versement de cette aide est conditionné à la conclusion d'un avenant au contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens entre la SAS CL NEPHRO ST EXUPERY et l'Agence Régionale de Santé Occitanie.

La Caisse des Dépôts et Consignations versera en partie ou la totalité de la somme mentionnée à l'article 1 du présent arrêté sur présentation de cet arrêté, de l'avenant au contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens consécutif à cette décision et des factures justificatives et acquittées nécessaires correspondant à l'objet de la subvention. Il est nécessaire de transmettre à la CDC un tableau récapitulatif des dépenses signé par le trésorier, le comptable ou le directeur de l'établissement. Ces éléments peuvent être transmis par courriel à [FMESPP@caissedesdepots.fr](mailto:FMESPP@caissedesdepots.fr), par courrier à l'adresse ci-contre : Caisse des Dépôts et Consignations (Service du FMESPP – Rue du Vergne – 33059 Bordeaux Cedex) ou via la plateforme « Mes démarches simplifiées » (<https://www.demarches-simplifiees.fr>).

### **Article 3 :**

Le recours éventuel contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Administratif dans un délai franc de 2 mois à compter de sa notification pour l'établissement ou de sa publication pour les tiers. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

### **Article 4 :**

L'établissement est informé du financement par l'Union Européenne de ces crédits, et, à ce titre, il s'engage à :

- Assurer toute la visibilité auprès du grand public sur l'origine européenne de ces crédits. Le bénéficiaire doit faire état de l'origine des fonds et assurer la visibilité du financement de l'Union, y compris, le cas échéant, par l'apposition de l'emblème de l'UE et d'une mention adéquate relative au financement portant les mots "Financé par l'Union européenne – NextGenerationEU", en particulier lorsqu'il s'agit de promouvoir les actions et leurs résultats, en fournissant des informations ciblées, cohérentes, efficaces et proportionnées à divers publics, notamment aux médias et au grand public.

Il doit ainsi assurer que cette information figure a minima sur ses outils de communication numérique, sur les chantiers de ses projets d'investissement, et que la liste des investissements financés par ces crédits européens est une information rendue visible pour les personnes (patients, accompagnants, professionnels...) fréquentant l'établissement. La publicité du logo européen (« Financé par l'Union européenne – Next generation EU ») doit rester affichée de manière au moins aussi visible et proéminente que les autres logos. L'emblème doit rester distinct et séparé et ne peut être modifié par l'ajout d'autres marques visuelles, marques ou textes. En dehors de l'emblème, aucune autre identité visuelle ou logo ne peut être utilisée pour mettre en avant le soutien de l'UE. Les éléments de communication sont accessibles via le lien suivant :

- <https://www.economie.gouv.fr/plan-de-relance/kit-de-communication>
- Donner accès le cas échéant à tout document ou toute pièce utile en cas d'audit européen, ou de contrôle sur pièces et sur place conduit par l'Office européen de lutte anti-fraude (OLAF), le Parquet européen, la Cour des comptes européennes ou toute autorité nationale compétente et se soumettre à leurs procédures d'audit et de contrôle. A cet effet l'établissement doit assurer un système de stockage et de classement adéquat pour les pièces relatives à l'utilisation de ces crédits, tant que possible de manière dématérialisée pour faciliter la mise en œuvre de ces contrôles et audits.
- Conserver toutes les pièces relatives à l'utilisation de ces crédits jusqu'à 10 ans après le dernier versement de l'Union Européenne à la France dans le cadre du PNRR, soit, à ce jour, jusqu'à la fin de l'année 2036. En cas d'audits, recours, litiges concernant le bénéficiaire et liés à ce financement FRR, le bénéficiaire doit conserver les pièces et documents y afférent jusqu'au terme de ces procédures.
- Ne pas percevoir d'autres fonds d'origine européenne (FEDER par exemple) pour des objets déjà financés par ces crédits. En cas de financement européen demandé ou déjà obtenu sur tout autre projet du bénéficiaire, ce dernier s'engage à en informer sans délai l'Agence régionale de santé.
- Se soumettre à toutes les demandes d'enquête ou bilan, formulées par l'Agence régionale de santé ou par la Direction générale de l'offre de soins concernant l'utilisation de ces crédits.

#### **Article 5 :**

Le Directeur de l'Offre de Soins et de l'Autonomie est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera notifiée pour mise en œuvre à l'établissement et publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Région.

Montpellier le 12 août 2022

Pour le Directeur Général  
Et par délégation  
Le Directeur de l'Offre de Soins  
et de l'Autonomie

  
Bertrand PRUDHOMMEAUX



Agence Régionale de Santé Occitanie

R76-2022-08-12-00038

ARS Occitanie /2022-3729 fixant la subvention  
du Fonds pour la Modernisation et  
l' Investissement en Santé (FMIS), au titre du  
programme d' accompagnement des  
investissements courants dans le cadre du Ségur  
de la santé, allouée au I ANTENNE  
AUTODIALYSE SAINT GAUDENS

## **ARRÊTÉ ARS Occitanie / 2022-3729**

Fixant la subvention du Fonds pour la Modernisation et l'Investissement en Santé (FMIS), au titre du programme d'accompagnement des investissements courants dans le cadre du Ségur de la santé, allouée à l'ANTENNE AUTODIALYSE SAINT GAUDENS BD ENCORE

EJ FINESS : 310000617  
EG FINESS : 310793419

### **LE DIRECTEUR GENERAL DE L'AGENCE REGIONALE DE SANTE OCCITANIE**

**Vu** le code de la santé publique, notamment les articles L.1435-8 à L.1435-11; R.1435-16 à R.1435-36 ;

**Vu** la loi n°2021-1754 du 23 décembre 2021 de financement de la sécurité sociale 2022 ;

**Vu** le décret du 20 avril 2022 portant nomination de Monsieur Didier JAFFRE, Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Occitanie, à compter du 20 avril 2022;

**Vu** la circulaire n°6250-SG du 10 mars 2021 portant sur la relance de l'investissement dans le système de santé dans le cadre du Ségur de la santé et de France relance ;

**Vu** l'instruction DGOS/PF1/2021/4 du 4 janvier 2021 relative aux crédits dédiés à l'investissement du quotidien des établissements de santé et à la réduction des inégalités de santé, dans le cadre du Ségur de la santé et du plan investir pour l'hôpital, pour réduire les inégalités territoriales ;

**Vu** la 1<sup>ère</sup> circulaire N° DGOS/R1/2021/142 du 30 juin 2021 relative à la délégation des crédits du Fonds pour la Modernisation et l'Investissement en Santé (FMIS) au titre de l'année 2021 ;

**Vu** la circulaire N° DGOS/R1/2022/107 du 15 avril 2022 relative à la première délégation des crédits fonds pour la modernisation et l'investissement en santé au titre de l'année 2022;

**Vu** la décision ARS Occitanie N°2022-1843 du 20 avril 2022 portant délégation de signature du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Occitanie;

**Vu** le contrat d'objectifs et de moyens conclu entre la SAS CL NEPHRO ST EXUPERY pour l'ANTENNE AUTODIALYSE SAINT GAUDENS BD ENCORE et l'Agence Régionale de Santé Occitanie ;

**Considérant** que ces investissements correspondent aux orientations du Projet Régional de Santé 2018 – 2022.

**Considérant** que ces investissements correspondent aux orientations de la stratégie régionale d'investissement.

**Considérant** que l'enveloppe de réduction des inégalités d'origine sociale est dédiée aux départements les plus touchés par la précarité dont les établissements de santé de l'Ariège, l'Aude, le Gard, l'Hérault, et des Pyrénées-Orientales font partie.

**Considérant** que l'enveloppe de réduction des inégalités d'origine territoriale est dédiée aux départements les plus touchés par la sous-densité dont les établissements de santé de l'Ariège, l'Aveyron, le Gers, la Lozère et le Lot.

## **ARRETE :**

### **Article 1er :**

Les crédits dédiés à l'investissement du quotidien alloués à hauteur de **5 000 €** à l'établissement sont issus du Plan national de relance et de résilience (PNRR) déposé auprès de la Commission Européenne et approuvé en juillet 2021. Ce PNRR couvre les investissements pour lesquels la France sollicite auprès de l'Union européenne (UE) un financement de la facilité pour la reprise et la résilience.

**1.1** Une subvention de **5 000 €** est allouée au titre du Fonds pour la Modernisation et des Investissements de Santé (FMIS), dans le cadre de l'enveloppe principale de 30 339 000 € dédiée à l'investissement courant dans le cadre du Ségur.

### **Article 2 :**

Le versement de cette aide est conditionné à la conclusion d'un avenant au contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens entre la SAS CL NEPHRO ST EXUPERY et l'Agence Régionale de Santé Occitanie.

La Caisse des Dépôts et Consignations versera en partie ou la totalité de la somme mentionnée à l'article 1 du présent arrêté sur présentation de cet arrêté, de l'avenant au contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens consécutif à cette décision et des factures justificatives et acquittées nécessaires correspondant à l'objet de la subvention. Il est nécessaire de transmettre à la CDC un tableau récapitulatif des dépenses signé par le trésorier, le comptable ou le directeur de l'établissement. Ces éléments peuvent être transmis par courriel à [FMESPP@caissedesdepots.fr](mailto:FMESPP@caissedesdepots.fr), par courrier à l'adresse ci-contre : Caisse des Dépôts et Consignations (Service du FMESPP – Rue du Vergne – 33059 Bordeaux Cedex) ou via la plateforme « Mes démarches simplifiées » (<https://www.demarches-simplifiees.fr>).

### **Article 3 :**

Le recours éventuel contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Administratif dans un délai franc de 2 mois à compter de sa notification pour l'établissement ou de sa publication pour les tiers. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

### **Article 4 :**

L'établissement est informé du financement par l'Union Européenne de ces crédits, et, à ce titre, il s'engage à :

- Assurer toute la visibilité auprès du grand public sur l'origine européenne de ces crédits. Le bénéficiaire doit faire état de l'origine des fonds et assurer la visibilité du financement de l'Union, y compris, le cas échéant, par l'apposition de l'emblème de l'UE et d'une mention adéquate relative au financement portant les mots "Financé par l'Union européenne – NextGenerationEU", en particulier lorsqu'il s'agit de promouvoir les actions et leurs résultats, en fournissant des informations ciblées, cohérentes, efficaces et proportionnées à divers publics, notamment aux médias et au grand public.

Il doit ainsi assurer que cette information figure a minima sur ses outils de communication numérique, sur les chantiers de ses projets d'investissement, et que la liste des investissements financés par ces crédits européens est une information rendue visible pour les personnes (patients, accompagnants, professionnels...) fréquentant l'établissement. La publicité du logo européen (« Financé par l'Union européenne – Next generation EU ») doit rester affichée de manière au moins aussi visible et proéminente que les autres logos. L'emblème doit rester distinct et séparé et ne peut être modifié par l'ajout d'autres marques visuelles, marques ou textes. En dehors de l'emblème, aucune autre identité visuelle ou logo ne peut être utilisée pour mettre en avant le soutien de l'UE. Les éléments de communication sont accessibles via le lien suivant :

- <https://www.economie.gouv.fr/plan-de-relance/kit-de-communication>
- Donner accès le cas échéant à tout document ou toute pièce utile en cas d'audit européen, ou de contrôle sur pièces et sur place conduit par l'Office européen de lutte anti-fraude (OLAF), le Parquet européen, la Cour des comptes européennes ou toute autorité nationale compétente et se soumettre à leurs procédures d'audit et de contrôle. A cet effet l'établissement doit assurer un système de stockage et de classement adéquat pour les pièces relatives à l'utilisation de ces crédits, tant que possible de manière dématérialisée pour faciliter la mise en œuvre de ces contrôles et audits.
- Conserver toutes les pièces relatives à l'utilisation de ces crédits jusqu'à 10 ans après le dernier versement de l'Union Européenne à la France dans le cadre du PNRR, soit, à ce jour, jusqu'à la fin de l'année 2036. En cas d'audits, recours, litiges concernant le bénéficiaire et liés à ce financement FRR, le bénéficiaire doit conserver les pièces et documents y afférent jusqu'au terme de ces procédures.
- Ne pas percevoir d'autres fonds d'origine européenne (FEDER par exemple) pour des objets déjà financés par ces crédits. En cas de financement européen demandé ou déjà obtenu sur tout autre projet du bénéficiaire, ce dernier s'engage à en informer sans délai l'Agence régionale de santé.
- Se soumettre à toutes les demandes d'enquête ou bilan, formulées par l'Agence régionale de santé ou par la Direction générale de l'offre de soins concernant l'utilisation de ces crédits.

#### **Article 5 :**

Le Directeur de l'Offre de Soins et de l'Autonomie est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera notifiée pour mise en œuvre à l'établissement et publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Région.

Montpellier le 12 août 2022

Pour le Directeur Général  
Et par délégation  
Le Directeur de l'Offre de Soins  
et de l'Autonomie

  
Bertrand PRUDHOMMEAUX

Agence Régionale de Santé Occitanie

R76-2022-08-12-00039

ARS Occitanie /2022-3730 fixant la subvention  
du Fonds pour la Modernisation et  
l' Investissement en Santé (FMIS), au titre du  
programme d' accompagnement des  
investissements courants dans le cadre du Ségur  
de la santé, allouée au l' ANTENNE  
AUTODIALYSE VILLEFRANCHE DE LAURAGAIS

## **ARRÊTÉ ARS Occitanie / 2022-3730**

Fixant la subvention du Fonds pour la Modernisation et l'Investissement en Santé (FMIS), au titre du programme d'accompagnement des investissements courants dans le cadre du Ségur de la santé, allouée à l'ANTENNE AUTODIALYSE VILLEFRANCHE DE LAURAGAIS

EJ FINESS : 310000617

EG FINESS : 310793435

### **LE DIRECTEUR GENERAL DE L'AGENCE REGIONALE DE SANTE OCCITANIE**

**Vu** le code de la santé publique, notamment les articles L.1435-8 à L.1435-11; R.1435-16 à R.1435-36 ;

**Vu** la loi n°2021-1754 du 23 décembre 2021 de financement de la sécurité sociale 2022 ;

**Vu** le décret du 20 avril 2022 portant nomination de Monsieur Didier JAFFRE, Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Occitanie, à compter du 20 avril 2022;

**Vu** la circulaire n°6250-SG du 10 mars 2021 portant sur la relance de l'investissement dans le système de santé dans le cadre du Ségur de la santé et de France relance ;

**Vu** l'instruction DGOS/PF1/2021/4 du 4 janvier 2021 relative aux crédits dédiés à l'investissement du quotidien des établissements de santé et à la réduction des inégalités de santé, dans le cadre du Ségur de la santé et du plan investir pour l'hôpital, pour réduire les inégalités territoriales ;

**Vu** la 1<sup>ère</sup> circulaire N° DGOS/R1/2021/142 du 30 juin 2021 relative à la délégation des crédits du Fonds pour la Modernisation et l'Investissement en Santé (FMIS) au titre de l'année 2021 ;

**Vu** la circulaire N° DGOS/R1/2022/107 du 15 avril 2022 relative à la première délégation des crédits fonds pour la modernisation et l'investissement en santé au titre de l'année 2022;

**Vu** la décision ARS Occitanie N°2022-1843 du 20 avril 2022 portant délégation de signature du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Occitanie;

**Vu** le contrat d'objectifs et de moyens conclu entre la SAS CL NEPHRO ST EXUPERY pour l'ANTENNE AUTODIALYSE VILLEFRANCHE DE LAURAGAIS et l'Agence Régionale de Santé Occitanie ;

**Considérant** que ces investissements correspondent aux orientations du Projet Régional de Santé 2018 – 2022.

**Considérant** que ces investissements correspondent aux orientations de la stratégie régionale d'investissement.

**Considérant** que l'enveloppe de réduction des inégalités d'origine sociale est dédiée aux départements les plus touchés par la précarité dont les établissements de santé de l'Ariège, l'Aude, le Gard, l'Hérault, et des Pyrénées-Orientales font partie.

**Considérant** que l'enveloppe de réduction des inégalités d'origine territoriale est dédiée aux départements les plus touchés par la sous-densité dont les établissements de santé de l'Ariège, l'Aveyron, le Gers, la Lozère et le Lot.

## **ARRETE :**

### **Article 1er :**

Les crédits dédiés à l'investissement du quotidien alloués à hauteur de **5 000 €** à l'établissement sont issus du Plan national de relance et de résilience (PNRR) déposé auprès de la Commission Européenne et approuvé en juillet 2021. Ce PNRR couvre les investissements pour lesquels la France sollicite auprès de l'Union européenne (UE) un financement de la facilité pour la reprise et la résilience.

**1.1** Une subvention de **5 000 €** est allouée au titre du Fonds pour la Modernisation et des Investissements de Santé (FMIS), dans le cadre de l'enveloppe principale de 30 339 000 € dédiée à l'investissement courant dans le cadre du Ségur.

### **Article 2 :**

Le versement de cette aide est conditionné à la conclusion d'un avenant au contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens entre la SAS CL NEPHRO ST EXUPERY et l'Agence Régionale de Santé Occitanie.

La Caisse des Dépôts et Consignations versera en partie ou la totalité de la somme mentionnée à l'article 1 du présent arrêté sur présentation de cet arrêté, de l'avenant au contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens consécutif à cette décision et des factures justificatives et acquittées nécessaires correspondant à l'objet de la subvention. Il est nécessaire de transmettre à la CDC un tableau récapitulatif des dépenses signé par le trésorier, le comptable ou le directeur de l'établissement. Ces éléments peuvent être transmis par courriel à [FMESPP@caissedesdepots.fr](mailto:FMESPP@caissedesdepots.fr), par courrier à l'adresse ci-contre : Caisse des Dépôts et Consignations (Service du FMESPP – Rue du Vergne – 33059 Bordeaux Cedex) ou via la plateforme « Mes démarches simplifiées » (<https://www.demarches-simplifiees.fr>).

### **Article 3 :**

Le recours éventuel contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Administratif dans un délai franc de 2 mois à compter de sa notification pour l'établissement ou de sa publication pour les tiers. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

### **Article 4 :**

L'établissement est informé du financement par l'Union Européenne de ces crédits, et, à ce titre, il s'engage à :

- Assurer toute la visibilité auprès du grand public sur l'origine européenne de ces crédits. Le bénéficiaire doit faire état de l'origine des fonds et assurer la visibilité du financement de l'Union, y compris, le cas échéant, par l'apposition de l'emblème de l'UE et d'une mention adéquate relative au financement portant les mots "Financé par l'Union européenne – NextGenerationEU", en particulier lorsqu'il s'agit de promouvoir les actions et leurs résultats, en fournissant des informations ciblées, cohérentes, efficaces et proportionnées à divers publics, notamment aux médias et au grand public.

Il doit ainsi assurer que cette information figure a minima sur ses outils de communication numérique, sur les chantiers de ses projets d'investissement, et que la liste des investissements financés par ces crédits européens est une information rendue visible pour les personnes (patients, accompagnants, professionnels...) fréquentant l'établissement. La publicité du logo européen (« Financé par l'Union européenne – Next generation EU ») doit rester affichée de manière au moins aussi visible et proéminente que les autres logos. L'emblème doit rester distinct et séparé et ne peut être modifié par l'ajout d'autres marques visuelles, marques ou textes. En dehors de l'emblème, aucune autre identité visuelle ou logo ne peut être utilisée pour mettre en avant le soutien de l'UE. Les éléments de communication sont accessibles via le lien suivant :

- <https://www.economie.gouv.fr/plan-de-relance/kit-de-communication>
- Donner accès le cas échéant à tout document ou toute pièce utile en cas d'audit européen, ou de contrôle sur pièces et sur place conduit par l'Office européen de lutte anti-fraude (OLAF), le Parquet européen, la Cour des comptes européennes ou toute autorité nationale compétente et se soumettre à leurs procédures d'audit et de contrôle. A cet effet l'établissement doit assurer un système de stockage et de classement adéquat pour les pièces relatives à l'utilisation de ces crédits, tant que possible de manière dématérialisée pour faciliter la mise en œuvre de ces contrôles et audits.
- Conserver toutes les pièces relatives à l'utilisation de ces crédits jusqu'à 10 ans après le dernier versement de l'Union Européenne à la France dans le cadre du PNRR, soit, à ce jour, jusqu'à la fin de l'année 2036. En cas d'audits, recours, litiges concernant le bénéficiaire et liés à ce financement FRR, le bénéficiaire doit conserver les pièces et documents y afférent jusqu'au terme de ces procédures.
- Ne pas percevoir d'autres fonds d'origine européenne (FEDER par exemple) pour des objets déjà financés par ces crédits. En cas de financement européen demandé ou déjà obtenu sur tout autre projet du bénéficiaire, ce dernier s'engage à en informer sans délai l'Agence régionale de santé.
- Se soumettre à toutes les demandes d'enquête ou bilan, formulées par l'Agence régionale de santé ou par la Direction générale de l'offre de soins concernant l'utilisation de ces crédits.

#### **Article 5 :**

Le Directeur de l'Offre de Soins et de l'Autonomie est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera notifiée pour mise en œuvre à l'établissement et publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Région.

Montpellier le 12 août 2022

Pour le Directeur Général  
Et par délégation  
Le Directeur de l'Offre de Soins  
et de l'Autonomie

  
Bertrand PRUDHOMMEAUX



Agence Régionale de Santé Occitanie

R76-2022-08-12-00040

ARS Occitanie /2022-3731 fixant la subvention du  
Fonds pour la Modernisation et l' Investissement  
en Santé (FMIS), au titre du programme  
d' accompagnement des investissements  
courants dans le cadre du Ségur de la santé,  
allouée au I ANTENNE I UNITE  
D'AUTODIALYSE TOULOUSE PERIOLE

## **ARRÊTÉ ARS Occitanie / 2022-3731**

Fixant la subvention du Fonds pour la Modernisation et l'Investissement en Santé (FMIS), au titre du programme d'accompagnement des investissements courants dans le cadre du Ségur de la santé, allouée à l'UNITE D'AUTODIALYSE TOULOUSE PERIOLE

EJ FINESS : 310000633

EG FINESS : 310031927

### **LE DIRECTEUR GENERAL DE L'AGENCE REGIONALE DE SANTE OCCITANIE**

**Vu** le code de la santé publique, notamment les articles L.1435-8 à L.1435-11; R.1435-16 à R.1435-36 ;

**Vu** la loi n°2021-1754 du 23 décembre 2021 de financement de la sécurité sociale 2022 ;

**Vu** le décret du 20 avril 2022 portant nomination de Monsieur Didier JAFFRE, Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Occitanie, à compter du 20 avril 2022;

**Vu** la circulaire n°6250-SG du 10 mars 2021 portant sur la relance de l'investissement dans le système de santé dans le cadre du Ségur de la santé et de France relance ;

**Vu** l'instruction DGOS/PF1/2021/4 du 4 janvier 2021 relative aux crédits dédiés à l'investissement du quotidien des établissements de santé et à la réduction des inégalités de santé, dans le cadre du Ségur de la santé et du plan investir pour l'hôpital, pour réduire les inégalités territoriales ;

**Vu** la 1<sup>ère</sup> circulaire N° DGOS/R1/2021/142 du 30 juin 2021 relative à la délégation des crédits du Fonds pour la Modernisation et l'Investissement en Santé (FMIS) au titre de l'année 2021 ;

**Vu** la circulaire N° DGOS/R1/2022/107 du 15 avril 2022 relative à la première délégation des crédits fonds pour la modernisation et l'investissement en santé au titre de l'année 2022;

**Vu** la décision ARS Occitanie N°2022-1843 du 20 avril 2022 portant délégation de signature du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Occitanie;

**Vu** le contrat d'objectifs et de moyens conclu entre la AAIR MIDI PYRENEES pour l'UNITE D'AUTODIALYSE TOULOUSE PERIOLE et l'Agence Régionale de Santé Occitanie ;

**Considérant** que ces investissements correspondent aux orientations du Projet Régional de Santé 2018 – 2022.

**Considérant** que ces investissements correspondent aux orientations de la stratégie régionale d'investissement.

**Considérant** que l'enveloppe de réduction des inégalités d'origine sociale est dédiée aux départements les plus touchés par la précarité dont les établissements de santé de l'Ariège, l'Aude, le Gard, l'Hérault, et des Pyrénées-Orientales font partie.

**Considérant** que l'enveloppe de réduction des inégalités d'origine territoriale est dédiée aux départements les plus touchés par la sous-densité dont les établissements de santé de l'Ariège, l'Aveyron, le Gers, la Lozère et le Lot.

## ARRETE :

### Article 1er :

Les crédits dédiés à l'investissement du quotidien alloués à hauteur de **5 000 €** à l'établissement sont issus du Plan national de relance et de résilience (PNRR) déposé auprès de la Commission Européenne et approuvé en juillet 2021. Ce PNRR couvre les investissements pour lesquels la France sollicite auprès de l'Union européenne (UE) un financement de la facilité pour la reprise et la résilience.

**1.1** Une subvention de **5 000 €** est allouée au titre du Fonds pour la Modernisation et des Investissements de Santé (FMIS), dans le cadre de l'enveloppe principale de 30 339 000 € dédiée à l'investissement courant dans le cadre du Ségur.

### Article 2 :

Le versement de cette aide est conditionné à la conclusion d'un avenant au contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens entre l'AAIR MIDI PYRENEES et l'Agence Régionale de Santé Occitanie.

La Caisse des Dépôts et Consignations versera en partie ou la totalité de la somme mentionnée à l'article 1 du présent arrêté sur présentation de cet arrêté, de l'avenant au contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens consécutif à cette décision et des factures justificatives et acquittées nécessaires correspondant à l'objet de la subvention. Il est nécessaire de transmettre à la CDC un tableau récapitulatif des dépenses signé par le trésorier, le comptable ou le directeur de l'établissement. Ces éléments peuvent être transmis par courriel à [FMESPP@caissedesdepots.fr](mailto:FMESPP@caissedesdepots.fr), par courrier à l'adresse ci-contre : Caisse des Dépôts et Consignations (Service du FMESPP – Rue du Vergne – 33059 Bordeaux Cedex) ou via la plateforme « Mes démarches simplifiées » (<https://www.demarches-simplifiees.fr>).

### Article 3 :

Le recours éventuel contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Administratif dans un délai franc de 2 mois à compter de sa notification pour l'établissement ou de sa publication pour les tiers. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télécours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

### Article 4 :

L'établissement est informé du financement par l'Union Européenne de ces crédits, et, à ce titre, il s'engage à :

- Assurer toute la visibilité auprès du grand public sur l'origine européenne de ces crédits. Le bénéficiaire doit faire état de l'origine des fonds et assurer la visibilité du financement de l'Union, y compris, le cas échéant, par l'apposition de l'emblème de l'UE et d'une mention adéquate relative au financement portant les mots "Financé par l'Union européenne – NextGenerationEU", en particulier lorsqu'il s'agit de promouvoir les actions et leurs résultats, en fournissant des informations ciblées, cohérentes, efficaces et proportionnées à divers publics, notamment aux médias et au grand public.

Il doit ainsi assurer que cette information figure a minima sur ses outils de communication numérique, sur les chantiers de ses projets d'investissement, et que la liste des investissements financés par ces crédits européens est une information rendue visible pour les personnes (patients, accompagnants, professionnels...) fréquentant l'établissement. La publicité du logo européen (« Financé par l'Union européenne – Next generation EU ») doit rester affichée de manière au moins aussi visible et proéminente que les autres logos. L'emblème doit rester distinct et séparé et ne peut être modifié par l'ajout d'autres marques visuelles, marques ou textes. En dehors de l'emblème, aucune autre identité visuelle ou logo ne peut être utilisée pour mettre en avant le soutien de l'UE. Les éléments de communication sont accessibles via le lien suivant :

- <https://www.economie.gouv.fr/plan-de-relance/kit-de-communication>
- Donner accès le cas échéant à tout document ou toute pièce utile en cas d'audit européen, ou de contrôle sur pièces et sur place conduit par l'Office européen de lutte anti-fraude (OLAF), le Parquet européen, la Cour des comptes européennes ou toute autorité nationale compétente et se soumettre à leurs procédures d'audit et de contrôle. A cet effet l'établissement doit assurer un système de stockage et de classement adéquat pour les pièces relatives à l'utilisation de ces crédits, tant que possible de manière dématérialisée pour faciliter la mise en œuvre de ces contrôles et audits.
- Conserver toutes les pièces relatives à l'utilisation de ces crédits jusqu'à 10 ans après le dernier versement de l'Union Européenne à la France dans le cadre du PNRR, soit, à ce jour, jusqu'à la fin de l'année 2036. En cas d'audits, recours, litiges concernant le bénéficiaire et liés à ce financement FRR, le bénéficiaire doit conserver les pièces et documents y afférent jusqu'au terme de ces procédures.
- Ne pas percevoir d'autres fonds d'origine européenne (FEDER par exemple) pour des objets déjà financés par ces crédits. En cas de financement européen demandé ou déjà obtenu sur tout autre projet du bénéficiaire, ce dernier s'engage à en informer sans délai l'Agence régionale de santé.
- Se soumettre à toutes les demandes d'enquête ou bilan, formulées par l'Agence régionale de santé ou par la Direction générale de l'offre de soins concernant l'utilisation de ces crédits.

#### **Article 5 :**

Le Directeur de l'Offre de Soins et de l'Autonomie est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera notifiée pour mise en œuvre à l'établissement et publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Région.

Montpellier le 12 août 2022

Pour le Directeur Général  
Et par délégation  
Le Directeur de l'Offre de Soins  
et de l'Autonomie

  
Bertrand PRUDHOMMEAUX

Agence Régionale de Santé Occitanie

R76-2022-08-12-00041

ARS Occitanie /2022-3732 fixant la subvention  
du Fonds pour la Modernisation et  
l' Investissement en Santé (FMIS), au titre du  
programme d' accompagnement des  
investissements courants dans le cadre du Ségur  
de la santé, allouée au l' ANTENNE  
AUTODIALYSE BLAGNAC

## **ARRÊTÉ ARS Occitanie / 2022-3732**

Fixant la subvention du Fonds pour la Modernisation et l'Investissement en Santé (FMIS), au titre du programme d'accompagnement des investissements courants dans le cadre du Ségur de la santé, allouée à l'UNITE D AUTODIALYSE BLAGNAC

EJ FINESS : 310000633  
EG FINESS : 310793567

### **LE DIRECTEUR GENERAL DE L'AGENCE REGIONALE DE SANTE OCCITANIE**

**Vu** le code de la santé publique, notamment les articles L.1435-8 à L.1435-11; R.1435-16 à R.1435-36 ;

**Vu** la loi n°2021-1754 du 23 décembre 2021 de financement de la sécurité sociale 2022 ;

**Vu** le décret du 20 avril 2022 portant nomination de Monsieur Didier JAFFRE, Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Occitanie, à compter du 20 avril 2022;

**Vu** la circulaire n°6250-SG du 10 mars 2021 portant sur la relance de l'investissement dans le système de santé dans le cadre du Ségur de la santé et de France relance ;

**Vu** l'instruction DGOS/PF1/2021/4 du 4 janvier 2021 relative aux crédits dédiés à l'investissement du quotidien des établissements de santé et à la réduction des inégalités de santé, dans le cadre du Ségur de la santé et du plan investir pour l'hôpital, pour réduire les inégalités territoriales ;

**Vu** la 1<sup>ère</sup> circulaire N° DGOS/R1/2021/142 du 30 juin 2021 relative à la délégation des crédits du Fonds pour la Modernisation et l'Investissement en Santé (FMIS) au titre de l'année 2021 ;

**Vu** la circulaire N° DGOS/R1/2022/107 du 15 avril 2022 relative à la première délégation des crédits fonds pour la modernisation et l'investissement en santé au titre de l'année 2022;

**Vu** la décision ARS Occitanie N°2022-1843 du 20 avril 2022 portant délégation de signature du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Occitanie;

**Vu** le contrat d'objectifs et de moyens conclu entre la AAIR MIDI PYRENEES pour l'UNITE D AUTODIALYSE BLAGNAC et l'Agence Régionale de Santé Occitanie ;

**Considérant** que ces investissements correspondent aux orientations du Projet Régional de Santé 2018 – 2022.

**Considérant** que ces investissements correspondent aux orientations de la stratégie régionale d'investissement.

**Considérant** que l'enveloppe de réduction des inégalités d'origine sociale est dédiée aux départements les plus touchés par la précarité dont les établissements de santé de l'Ariège, l'Aude, le Gard, l'Hérault, et des Pyrénées-Orientales font partie.

**Considérant** que l'enveloppe de réduction des inégalités d'origine territoriale est dédiée aux départements les plus touchés par la sous-densité dont les établissements de santé de l'Ariège, l'Aveyron, le Gers, la Lozère et le Lot.

## ARRETE :

### Article 1er :

Les crédits dédiés à l'investissement du quotidien alloués à hauteur de **5 000 €** à l'établissement sont issus du Plan national de relance et de résilience (PNRR) déposé auprès de la Commission Européenne et approuvé en juillet 2021. Ce PNRR couvre les investissements pour lesquels la France sollicite auprès de l'Union européenne (UE) un financement de la facilité pour la reprise et la résilience.

**1.1** Une subvention de **5 000 €** est allouée au titre du Fonds pour la Modernisation et des Investissements de Santé (FMIS), dans le cadre de l'enveloppe principale de 30 339 000 € dédiée à l'investissement courant dans le cadre du Ségur.

### Article 2 :

Le versement de cette aide est conditionné à la conclusion d'un avenant au contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens entre l'AAIR MIDI PYRENEES et l'Agence Régionale de Santé Occitanie.

La Caisse des Dépôts et Consignations versera en partie ou la totalité de la somme mentionnée à l'article 1 du présent arrêté sur présentation de cet arrêté, de l'avenant au contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens consécutif à cette décision et des factures justificatives et acquittées nécessaires correspondant à l'objet de la subvention. Il est nécessaire de transmettre à la CDC un tableau récapitulatif des dépenses signé par le trésorier, le comptable ou le directeur de l'établissement. Ces éléments peuvent être transmis par courriel à [FMESPP@caissedesdepots.fr](mailto:FMESPP@caissedesdepots.fr), par courrier à l'adresse ci-contre : Caisse des Dépôts et Consignations (Service du FMESPP – Rue du Vergne – 33059 Bordeaux Cedex) ou via la plateforme « Mes démarches simplifiées » (<https://www.demarches-simplifiees.fr>).

### Article 3 :

Le recours éventuel contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Administratif dans un délai franc de 2 mois à compter de sa notification pour l'établissement ou de sa publication pour les tiers. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

### Article 4 :

L'établissement est informé du financement par l'Union Européenne de ces crédits, et, à ce titre, il s'engage à :

- Assurer toute la visibilité auprès du grand public sur l'origine européenne de ces crédits. Le bénéficiaire doit faire état de l'origine des fonds et assurer la visibilité du financement de l'Union, y compris, le cas échéant, par l'apposition de l'emblème de l'UE et d'une mention adéquate relative au financement portant les mots "Financé par l'Union européenne – NextGenerationEU", en particulier lorsqu'il s'agit de promouvoir les actions et leurs résultats, en fournissant des informations ciblées, cohérentes, efficaces et proportionnées à divers publics, notamment aux médias et au grand public.

Il doit ainsi assurer que cette information figure a minima sur ses outils de communication numérique, sur les chantiers de ses projets d'investissement, et que la liste des investissements financés par ces crédits européens est une information rendue visible pour les personnes (patients, accompagnants, professionnels...) fréquentant l'établissement. La publicité du logo européen (« Financé par l'Union européenne – Next generation EU ») doit rester affichée de manière au moins aussi visible et proéminente que les autres logos. L'emblème doit rester distinct et séparé et ne peut être modifié par l'ajout d'autres marques visuelles, marques ou textes. En dehors de l'emblème, aucune autre identité visuelle ou logo ne peut être utilisée pour mettre en avant le soutien de l'UE. Les éléments de communication sont accessibles via le lien suivant :

- <https://www.economie.gouv.fr/plan-de-relance/kit-de-communication>
- Donner accès le cas échéant à tout document ou toute pièce utile en cas d'audit européen, ou de contrôle sur pièces et sur place conduit par l'Office européen de lutte anti-fraude (OLAF), le Parquet européen, la Cour des comptes européennes ou toute autorité nationale compétente et se soumettre à leurs procédures d'audit et de contrôle. A cet effet l'établissement doit assurer un système de stockage et de classement adéquat pour les pièces relatives à l'utilisation de ces crédits, tant que possible de manière dématérialisée pour faciliter la mise en œuvre de ces contrôles et audits.
- Conserver toutes les pièces relatives à l'utilisation de ces crédits jusqu'à 10 ans après le dernier versement de l'Union Européenne à la France dans le cadre du PNRR, soit, à ce jour, jusqu'à la fin de l'année 2036. En cas d'audits, recours, litiges concernant le bénéficiaire et liés à ce financement FRR, le bénéficiaire doit conserver les pièces et documents y afférent jusqu'au terme de ces procédures.
- Ne pas percevoir d'autres fonds d'origine européenne (FEDER par exemple) pour des objets déjà financés par ces crédits. En cas de financement européen demandé ou déjà obtenu sur tout autre projet du bénéficiaire, ce dernier s'engage à en informer sans délai l'Agence régionale de santé.
- Se soumettre à toutes les demandes d'enquête ou bilan, formulées par l'Agence régionale de santé ou par la Direction générale de l'offre de soins concernant l'utilisation de ces crédits.

#### **Article 5 :**

Le Directeur de l'Offre de Soins et de l'Autonomie est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera notifiée pour mise en œuvre à l'établissement et publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Région.

Montpellier le 12 août 2022

Pour le Directeur Général  
Et par délégation  
Le Directeur de l'Offre de Soins  
et de l'Autonomie

  
Bertrand PRUDHOMMEAUX



Agence Régionale de Santé Occitanie

R76-2022-08-12-00042

ARS Occitanie /2022-3733 fixant la subvention  
du Fonds pour la Modernisation et  
l' Investissement en Santé (FMIS), au titre du  
programme d' accompagnement des  
investissements courants dans le cadre du Ségur  
de la santé, allouée au I ANTENNE I UNITE  
D'AUTODIALYSE TOULOUSE CEPIERE

## **ARRÊTÉ ARS Occitanie / 2022-3733**

Fixant la subvention du Fonds pour la Modernisation et l'Investissement en Santé (FMIS), au titre du programme d'accompagnement des investissements courants dans le cadre du Ségur de la santé, allouée à l'UNITE D AUTODIALYSE TOULOUSE CEPIERE

EJ FINESS : 310000633

EG FINESS : 310793575

### **LE DIRECTEUR GENERAL DE L'AGENCE REGIONALE DE SANTE OCCITANIE**

**Vu** le code de la santé publique, notamment les articles L.1435-8 à L.1435-11; R.1435-16 à R.1435-36 ;

**Vu** la loi n°2021-1754 du 23 décembre 2021 de financement de la sécurité sociale 2022 ;

**Vu** le décret du 20 avril 2022 portant nomination de Monsieur Didier JAFFRE, Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Occitanie, à compter du 20 avril 2022;

**Vu** la circulaire n°6250-SG du 10 mars 2021 portant sur la relance de l'investissement dans le système de santé dans le cadre du Ségur de la santé et de France relance ;

**Vu** l'instruction DGOS/PF1/2021/4 du 4 janvier 2021 relative aux crédits dédiés à l'investissement du quotidien des établissements de santé et à la réduction des inégalités de santé, dans le cadre du Ségur de la santé et du plan investir pour l'hôpital, pour réduire les inégalités territoriales ;

**Vu** la 1<sup>ère</sup> circulaire N° DGOS/R1/2021/142 du 30 juin 2021 relative à la délégation des crédits du Fonds pour la Modernisation et l'Investissement en Santé (FMIS) au titre de l'année 2021 ;

**Vu** la circulaire N° DGOS/R1/2022/107 du 15 avril 2022 relative à la première délégation des crédits fonds pour la modernisation et l'investissement en santé au titre de l'année 2022;

**Vu** la décision ARS Occitanie N°2022-1843 du 20 avril 2022 portant délégation de signature du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Occitanie;

**Vu** le contrat d'objectifs et de moyens conclu entre l'AAIR MIDI PYRENEES pour le l'UNITE D AUTODIALYSE TOULOUSE CEPIERE et l'Agence Régionale de Santé Occitanie ;

**Considérant** que ces investissements correspondent aux orientations du Projet Régional de Santé 2018 – 2022.

**Considérant** que ces investissements correspondent aux orientations de la stratégie régionale d'investissement.

**Considérant** que l'enveloppe de réduction des inégalités d'origine sociale est dédiée aux départements les plus touchés par la précarité dont les établissements de santé de l'Ariège, l'Aude, le Gard, l'Hérault, et des Pyrénées-Orientales font partie.

**Considérant** que l'enveloppe de réduction des inégalités d'origine territoriale est dédiée aux départements les plus touchés par la sous-densité dont les établissements de santé de l'Ariège, l'Aveyron, le Gers, la Lozère et le Lot.

## ARRETE :

### Article 1er :

Les crédits dédiés à l'investissement du quotidien alloués à hauteur de **5 000 €** à l'établissement sont issus du Plan national de relance et de résilience (PNRR) déposé auprès de la Commission Européenne et approuvé en juillet 2021. Ce PNRR couvre les investissements pour lesquels la France sollicite auprès de l'Union européenne (UE) un financement de la facilité pour la reprise et la résilience.

**1.1** Une subvention de **5 000 €** est allouée au titre du Fonds pour la Modernisation et des Investissements de Santé (FMIS), dans le cadre de l'enveloppe principale de 30 339 000 € dédiée à l'investissement courant dans le cadre du Ségur.

### Article 2 :

Le versement de cette aide est conditionné à la conclusion d'un avenant au contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens entre l'AAIR MIDI PYRENEES et l'Agence Régionale de Santé Occitanie.

La Caisse des Dépôts et Consignations versera en partie ou la totalité de la somme mentionnée à l'article 1 du présent arrêté sur présentation de cet arrêté, de l'avenant au contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens consécutif à cette décision et des factures justificatives et acquittées nécessaires correspondant à l'objet de la subvention. Il est nécessaire de transmettre à la CDC un tableau récapitulatif des dépenses signé par le trésorier, le comptable ou le directeur de l'établissement. Ces éléments peuvent être transmis par courriel à [FMESPP@caissedesdepots.fr](mailto:FMESPP@caissedesdepots.fr), par courrier à l'adresse ci-contre : Caisse des Dépôts et Consignations (Service du FMESPP – Rue du Vergne – 33059 Bordeaux Cedex) ou via la plateforme « Mes démarches simplifiées » (<https://www.demarches-simplifiees.fr>).

### Article 3 :

Le recours éventuel contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Administratif dans un délai franc de 2 mois à compter de sa notification pour l'établissement ou de sa publication pour les tiers. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

### Article 4 :

L'établissement est informé du financement par l'Union Européenne de ces crédits, et, à ce titre, il s'engage à :

- Assurer toute la visibilité auprès du grand public sur l'origine européenne de ces crédits. Le bénéficiaire doit faire état de l'origine des fonds et assurer la visibilité du financement de l'Union, y compris, le cas échéant, par l'apposition de l'emblème de l'UE et d'une mention adéquate relative au financement portant les mots "Financé par l'Union européenne – NextGenerationEU", en particulier lorsqu'il s'agit de promouvoir les actions et leurs résultats, en fournissant des informations ciblées, cohérentes, efficaces et proportionnées à divers publics, notamment aux médias et au grand public.

Il doit ainsi assurer que cette information figure a minima sur ses outils de communication numérique, sur les chantiers de ses projets d'investissement, et que la liste des investissements financés par ces crédits européens est une information rendue visible pour les personnes (patients, accompagnants, professionnels...) fréquentant l'établissement. La publicité du logo européen (« Financé par l'Union européenne – Next generation EU ») doit rester affichée de manière au moins aussi visible et proéminente que les autres logos. L'emblème doit rester distinct et séparé et ne peut être modifié par l'ajout d'autres marques visuelles, marques ou textes. En dehors de l'emblème, aucune autre identité visuelle ou logo ne peut être utilisée pour mettre en avant le soutien de l'UE. Les éléments de communication sont accessibles via le lien suivant :

- <https://www.economie.gouv.fr/plan-de-relance/kit-de-communication>
- Donner accès le cas échéant à tout document ou toute pièce utile en cas d'audit européen, ou de contrôle sur pièces et sur place conduit par l'Office européen de lutte anti-fraude (OLAF), le Parquet européen, la Cour des comptes européennes ou toute autorité nationale compétente et se soumettre à leurs procédures d'audit et de contrôle. A cet effet l'établissement doit assurer un système de stockage et de classement adéquat pour les pièces relatives à l'utilisation de ces crédits, tant que possible de manière dématérialisée pour faciliter la mise en œuvre de ces contrôles et audits.
- Conserver toutes les pièces relatives à l'utilisation de ces crédits jusqu'à 10 ans après le dernier versement de l'Union Européenne à la France dans le cadre du PNRR, soit, à ce jour, jusqu'à la fin de l'année 2036. En cas d'audits, recours, litiges concernant le bénéficiaire et liés à ce financement FRR, le bénéficiaire doit conserver les pièces et documents y afférent jusqu'au terme de ces procédures.
- Ne pas percevoir d'autres fonds d'origine européenne (FEDER par exemple) pour des objets déjà financés par ces crédits. En cas de financement européen demandé ou déjà obtenu sur tout autre projet du bénéficiaire, ce dernier s'engage à en informer sans délai l'Agence régionale de santé.
- Se soumettre à toutes les demandes d'enquête ou bilan, formulées par l'Agence régionale de santé ou par la Direction générale de l'offre de soins concernant l'utilisation de ces crédits.

#### **Article 5 :**

Le Directeur de l'Offre de Soins et de l'Autonomie est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera notifiée pour mise en œuvre à l'établissement et publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Région.

Montpellier le 12 août 2022

Pour le Directeur Général  
Et par délégation  
Le Directeur de l'Offre de Soins  
et de l'Autonomie

  
Bertrand PRUDHOMMEAUX

Agence Régionale de Santé Occitanie

R76-2022-08-12-00043

ARS Occitanie /2022-3734 fixant la subvention  
du Fonds pour la Modernisation et  
l' Investissement en Santé (FMIS), au titre du  
programme d' accompagnement des  
investissements courants dans le cadre du Ségur  
de la santé, allouée au l' ANTENNE  
AUTODIALYSE BRAX

## **ARRÊTÉ ARS Occitanie / 2022-3734**

Fixant la subvention du Fonds pour la Modernisation et l'Investissement en Santé (FMIS), au titre du programme d'accompagnement des investissements courants dans le cadre du Ségur de la santé, allouée à l'ANTENNE AUTODIALYSE BRAX

EJ FINESS : 310000617  
EG FINESS : 310793807

### **LE DIRECTEUR GENERAL DE L'AGENCE REGIONALE DE SANTE OCCITANIE**

**Vu** le code de la santé publique, notamment les articles L.1435-8 à L.1435-11; R.1435-16 à R.1435-36 ;

**Vu** la loi n°2021-1754 du 23 décembre 2021 de financement de la sécurité sociale 2022 ;

**Vu** le décret du 20 avril 2022 portant nomination de Monsieur Didier JAFFRE, Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Occitanie, à compter du 20 avril 2022;

**Vu** la circulaire n°6250-SG du 10 mars 2021 portant sur la relance de l'investissement dans le système de santé dans le cadre du Ségur de la santé et de France relance ;

**Vu** l'instruction DGOS/PF1/2021/4 du 4 janvier 2021 relative aux crédits dédiés à l'investissement du quotidien des établissements de santé et à la réduction des inégalités de santé, dans le cadre du Ségur de la santé et du plan investir pour l'hôpital, pour réduire les inégalités territoriales ;

**Vu** la 1<sup>ère</sup> circulaire N° DGOS/R1/2021/142 du 30 juin 2021 relative à la délégation des crédits du Fonds pour la Modernisation et l'Investissement en Santé (FMIS) au titre de l'année 2021 ;

**Vu** la circulaire N° DGOS/R1/2022/107 du 15 avril 2022 relative à la première délégation des crédits fonds pour la modernisation et l'investissement en santé au titre de l'année 2022;

**Vu** la décision ARS Occitanie N°2022-1843 du 20 avril 2022 portant délégation de signature du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Occitanie;

**Vu** le contrat d'objectifs et de moyens conclu entre la SAS CL NEPHRO ST EXUPERY pour l'ANTENNE AUTODIALYSE BRAX et l'Agence Régionale de Santé Occitanie ;

**Considérant** que ces investissements correspondent aux orientations du Projet Régional de Santé 2018 – 2022.

**Considérant** que ces investissements correspondent aux orientations de la stratégie régionale d'investissement.

**Considérant** que l'enveloppe de réduction des inégalités d'origine sociale est dédiée aux départements les plus touchés par la précarité dont les établissements de santé de l'Ariège, l'Aude, le Gard, l'Hérault, et des Pyrénées-Orientales font partie.

**Considérant** que l'enveloppe de réduction des inégalités d'origine territoriale est dédiée aux départements les plus touchés par la sous-densité dont les établissements de santé de l'Ariège, l'Aveyron, le Gers, la Lozère et le Lot.

## ARRETE :

### Article 1er :

Les crédits dédiés à l'investissement du quotidien alloués à hauteur de **5 000 €** à l'établissement sont issus du Plan national de relance et de résilience (PNRR) déposé auprès de la Commission Européenne et approuvé en juillet 2021. Ce PNRR couvre les investissements pour lesquels la France sollicite auprès de l'Union européenne (UE) un financement de la facilité pour la reprise et la résilience.

**1.1** Une subvention de **5 000 €** est allouée au titre du Fonds pour la Modernisation et des Investissements de Santé (FMIS), dans le cadre de l'enveloppe principale de 30 339 000 € dédiée à l'investissement courant dans le cadre du Ségur.

### Article 2 :

Le versement de cette aide est conditionné à la conclusion d'un avenant au contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens entre la SAS CL NEPHRO ST EXUPERY et l'Agence Régionale de Santé Occitanie.

La Caisse des Dépôts et Consignations versera en partie ou la totalité de la somme mentionnée à l'article 1 du présent arrêté sur présentation de cet arrêté, de l'avenant au contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens consécutif à cette décision et des factures justificatives et acquittées nécessaires correspondant à l'objet de la subvention. Il est nécessaire de transmettre à la CDC un tableau récapitulatif des dépenses signé par le trésorier, le comptable ou le directeur de l'établissement. Ces éléments peuvent être transmis par courriel à [FMESPP@caissedesdepots.fr](mailto:FMESPP@caissedesdepots.fr), par courrier à l'adresse ci-contre : Caisse des Dépôts et Consignations (Service du FMESPP – Rue du Vergne – 33059 Bordeaux Cedex) ou via la plateforme « Mes démarches simplifiées » (<https://www.demarches-simplifiees.fr>).

### Article 3 :

Le recours éventuel contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Administratif dans un délai franc de 2 mois à compter de sa notification pour l'établissement ou de sa publication pour les tiers. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

### Article 4 :

L'établissement est informé du financement par l'Union Européenne de ces crédits, et, à ce titre, il s'engage à :

- Assurer toute la visibilité auprès du grand public sur l'origine européenne de ces crédits. Le bénéficiaire doit faire état de l'origine des fonds et assurer la visibilité du financement de l'Union, y compris, le cas échéant, par l'apposition de l'emblème de l'UE et d'une mention adéquate relative au financement portant les mots "Financé par l'Union européenne – NextGenerationEU", en particulier lorsqu'il s'agit de promouvoir les actions et leurs résultats, en fournissant des informations ciblées, cohérentes, efficaces et proportionnées à divers publics, notamment aux médias et au grand public.

Il doit ainsi assurer que cette information figure a minima sur ses outils de communication numérique, sur les chantiers de ses projets d'investissement, et que la liste des investissements financés par ces crédits européens est une information rendue visible pour les personnes (patients, accompagnants, professionnels...) fréquentant l'établissement. La publicité du logo européen (« Financé par l'Union européenne – Next generation EU ») doit rester affichée de manière au moins aussi visible et proéminente que les autres logos. L'emblème doit rester distinct et séparé et ne peut être modifié par l'ajout d'autres marques visuelles, marques ou textes. En dehors de l'emblème, aucune autre identité visuelle ou logo ne peut être utilisée pour mettre en avant le soutien de l'UE. Les éléments de communication sont accessibles via le lien suivant :

- <https://www.economie.gouv.fr/plan-de-relance/kit-de-communication>
- Donner accès le cas échéant à tout document ou toute pièce utile en cas d'audit européen, ou de contrôle sur pièces et sur place conduit par l'Office européen de lutte anti-fraude (OLAF), le Parquet européen, la Cour des comptes européennes ou toute autorité nationale compétente et se soumettre à leurs procédures d'audit et de contrôle. A cet effet l'établissement doit assurer un système de stockage et de classement adéquat pour les pièces relatives à l'utilisation de ces crédits, tant que possible de manière dématérialisée pour faciliter la mise en œuvre de ces contrôles et audits.
- Conserver toutes les pièces relatives à l'utilisation de ces crédits jusqu'à 10 ans après le dernier versement de l'Union Européenne à la France dans le cadre du PNRR, soit, à ce jour, jusqu'à la fin de l'année 2036. En cas d'audits, recours, litiges concernant le bénéficiaire et liés à ce financement FRR, le bénéficiaire doit conserver les pièces et documents y afférent jusqu'au terme de ces procédures.
- Ne pas percevoir d'autres fonds d'origine européenne (FEDER par exemple) pour des objets déjà financés par ces crédits. En cas de financement européen demandé ou déjà obtenu sur tout autre projet du bénéficiaire, ce dernier s'engage à en informer sans délai l'Agence régionale de santé.
- Se soumettre à toutes les demandes d'enquête ou bilan, formulées par l'Agence régionale de santé ou par la Direction générale de l'offre de soins concernant l'utilisation de ces crédits.

#### **Article 5 :**

Le Directeur de l'Offre de Soins et de l'Autonomie est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera notifiée pour mise en œuvre à l'établissement et publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Région.

Montpellier le 12 août 2022

Pour le Directeur Général  
Et par délégation  
Le Directeur de l'Offre de Soins  
et de l'Autonomie

  
Bertrand PRUDHOMMEAUX



Agence Régionale de Santé Occitanie

R76-2022-08-12-00044

ARS Occitanie /2022-3735 fixant la subvention  
du Fonds pour la Modernisation et  
l' Investissement en Santé (FMIS), au titre du  
programme d' accompagnement des  
investissements courants dans le cadre du Ségur  
de la santé, allouée au CENTRE  
NEPHROLOGIQUE D'OCCITANIE MURET

## **ARRÊTÉ ARS Occitanie / 2022-3735**

Fixant la subvention du Fonds pour la Modernisation et l'Investissement en Santé (FMIS), au titre du programme d'accompagnement des investissements courants dans le cadre du Ségur de la santé, allouée au CENTRE NEPHROLOGIQUE D'OCCITANIE MURET

EJ FINESS : 310002712

EG FINESS : 310794417

### **LE DIRECTEUR GENERAL DE L'AGENCE REGIONALE DE SANTE OCCITANIE**

**Vu** le code de la santé publique, notamment les articles L.1435-8 à L.1435-11; R.1435-16 à R.1435-36 ;

**Vu** la loi n°2021-1754 du 23 décembre 2021 de financement de la sécurité sociale 2022 ;

**Vu** le décret du 20 avril 2022 portant nomination de Monsieur Didier JAFFRE, Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Occitanie, à compter du 20 avril 2022;

**Vu** la circulaire n°6250-SG du 10 mars 2021 portant sur la relance de l'investissement dans le système de santé dans le cadre du Ségur de la santé et de France relance ;

**Vu** l'instruction DGOS/PF1/2021/4 du 4 janvier 2021 relative aux crédits dédiés à l'investissement du quotidien des établissements de santé et à la réduction des inégalités de santé, dans le cadre du Ségur de la santé et du plan investir pour l'hôpital, pour réduire les inégalités territoriales ;

**Vu** la 1<sup>ère</sup> circulaire N° DGOS/R1/2021/142 du 30 juin 2021 relative à la délégation des crédits du Fonds pour la Modernisation et l'Investissement en Santé (FMIS) au titre de l'année 2021 ;

**Vu** la circulaire N° DGOS/R1/2022/107 du 15 avril 2022 relative à la première délégation des crédits fonds pour la modernisation et l'investissement en santé au titre de l'année 2022;

**Vu** la décision ARS Occitanie N°2022-1843 du 20 avril 2022 portant délégation de signature du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Occitanie;

**Vu** le contrat d'objectifs et de moyens conclu entre la NEPHROCARE OCCITANIE pour le CENTRE NEPHROLOGIQUE D'OCCITANIE MURET et l'Agence Régionale de Santé Occitanie ;

**Considérant** que ces investissements correspondent aux orientations du Projet Régional de Santé 2018 – 2022.

**Considérant** que ces investissements correspondent aux orientations de la stratégie régionale d'investissement.

**Considérant** que l'enveloppe de réduction des inégalités d'origine sociale est dédiée aux départements les plus touchés par la précarité dont les établissements de santé de l'Ariège, l'Aude, le Gard, l'Hérault, et des Pyrénées-Orientales font partie.

**Considérant** que l'enveloppe de réduction des inégalités d'origine territoriale est dédiée aux départements les plus touchés par la sous-densité dont les établissements de santé de l'Ariège, l'Aveyron, le Gers, la Lozère et le Lot.

## **ARRETE :**

### **Article 1er :**

Les crédits dédiés à l'investissement du quotidien alloués à hauteur de **11 489 €** à l'établissement sont issus du Plan national de relance et de résilience (PNRR) déposé auprès de la Commission Européenne et approuvé en juillet 2021. Ce PNRR couvre les investissements pour lesquels la France sollicite auprès de l'Union européenne (UE) un financement de la facilité pour la reprise et la résilience.

**1.1** Une subvention de **11 489 €** est allouée au titre du Fonds pour la Modernisation et des Investissements de Santé (FMIS), dans le cadre de l'enveloppe principale de 30 339 000 € dédiée à l'investissement courant dans le cadre du Ségur.

### **Article 2 :**

Le versement de cette aide est conditionné à la conclusion d'un avenant au contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens entre la NEPHROCARE OCCITANIE et l'Agence Régionale de Santé Occitanie.

La Caisse des Dépôts et Consignations versera en partie ou la totalité de la somme mentionnée à l'article 1 du présent arrêté sur présentation de cet arrêté, de l'avenant au contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens consécutif à cette décision et des factures justificatives et acquittées nécessaires correspondant à l'objet de la subvention. Il est nécessaire de transmettre à la CDC un tableau récapitulatif des dépenses signé par le trésorier, le comptable ou le directeur de l'établissement. Ces éléments peuvent être transmis par courriel à [FMESPP@caissedesdepots.fr](mailto:FMESPP@caissedesdepots.fr), par courrier à l'adresse ci-contre : Caisse des Dépôts et Consignations (Service du FMESPP – Rue du Vergne – 33059 Bordeaux Cedex) ou via la plateforme « Mes démarches simplifiées » (<https://www.demarches-simplifiees.fr>).

### **Article 3 :**

Le recours éventuel contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Administratif dans un délai franc de 2 mois à compter de sa notification pour l'établissement ou de sa publication pour les tiers. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

### **Article 4 :**

L'établissement est informé du financement par l'Union Européenne de ces crédits, et, à ce titre, il s'engage à :

- Assurer toute la visibilité auprès du grand public sur l'origine européenne de ces crédits. Le bénéficiaire doit faire état de l'origine des fonds et assurer la visibilité du financement de l'Union, y compris, le cas échéant, par l'apposition de l'emblème de l'UE et d'une mention adéquate relative au financement portant les mots "Financé par l'Union européenne – NextGenerationEU", en particulier lorsqu'il s'agit de promouvoir les actions et leurs résultats, en fournissant des informations ciblées, cohérentes, efficaces et proportionnées à divers publics, notamment aux médias et au grand public.

Il doit ainsi assurer que cette information figure a minima sur ses outils de communication numérique, sur les chantiers de ses projets d'investissement, et que la liste des investissements financés par ces crédits européens est une information rendue visible pour les personnes (patients, accompagnants, professionnels...) fréquentant l'établissement. La publicité du logo européen (« Financé par l'Union européenne – Next generation EU ») doit rester affichée de manière au moins aussi visible et proéminente que les autres logos. L'emblème doit rester distinct et séparé et ne peut être modifié par l'ajout d'autres marques visuelles, marques ou textes. En dehors de l'emblème, aucune autre identité visuelle ou logo ne peut être utilisée pour mettre en avant le soutien de l'UE. Les éléments de communication sont accessibles via le lien suivant :

- <https://www.economie.gouv.fr/plan-de-relance/kit-de-communication>
- Donner accès le cas échéant à tout document ou toute pièce utile en cas d'audit européen, ou de contrôle sur pièces et sur place conduit par l'Office européen de lutte anti-fraude (OLAF), le Parquet européen, la Cour des comptes européennes ou toute autorité nationale compétente et se soumettre à leurs procédures d'audit et de contrôle. A cet effet l'établissement doit assurer un système de stockage et de classement adéquat pour les pièces relatives à l'utilisation de ces crédits, tant que possible de manière dématérialisée pour faciliter la mise en œuvre de ces contrôles et audits.
- Conserver toutes les pièces relatives à l'utilisation de ces crédits jusqu'à 10 ans après le dernier versement de l'Union Européenne à la France dans le cadre du PNRR, soit, à ce jour, jusqu'à la fin de l'année 2036. En cas d'audits, recours, litiges concernant le bénéficiaire et liés à ce financement FRR, le bénéficiaire doit conserver les pièces et documents y afférent jusqu'au terme de ces procédures.
- Ne pas percevoir d'autres fonds d'origine européenne (FEDER par exemple) pour des objets déjà financés par ces crédits. En cas de financement européen demandé ou déjà obtenu sur tout autre projet du bénéficiaire, ce dernier s'engage à en informer sans délai l'Agence régionale de santé.
- Se soumettre à toutes les demandes d'enquête ou bilan, formulées par l'Agence régionale de santé ou par la Direction générale de l'offre de soins concernant l'utilisation de ces crédits.

#### **Article 5 :**

Le Directeur de l'Offre de Soins et de l'Autonomie est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera notifiée pour mise en œuvre à l'établissement et publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Région.

Montpellier le 12 août 2022

Pour le Directeur Général  
Et par délégation  
Le Directeur de l'Offre de Soins  
et de l'Autonomie

  
Bertrand PRUDHOMMEAUX

Agence Régionale de Santé Occitanie

R76-2022-08-12-00045

ARS Occitanie /2022-3736 fixant la subvention  
du Fonds pour la Modernisation et  
l' Investissement en Santé (FMIS), au titre du  
programme d' accompagnement des  
investissements courants dans le cadre du Ségur  
de la santé, allouée au l' ANTENNE  
AUTODIALYSE Saint Plancard

## **ARRÊTÉ ARS Occitanie / 2022-3736**

Fixant la subvention du Fonds pour la Modernisation et l'Investissement en Santé (FMIS), au titre du programme d'accompagnement des investissements courants dans le cadre du Ségur de la santé, allouée à l'UNITE D AUTODIALYSE ST-GAUDENS ST-PLANCARD

EJ FINESS : 310000633

EG FINESS : 310794524

### **LE DIRECTEUR GENERAL DE L'AGENCE REGIONALE DE SANTE OCCITANIE**

**Vu** le code de la santé publique, notamment les articles L.1435-8 à L.1435-11; R.1435-16 à R.1435-36 ;

**Vu** la loi n°2021-1754 du 23 décembre 2021 de financement de la sécurité sociale 2022 ;

**Vu** le décret du 20 avril 2022 portant nomination de Monsieur Didier JAFFRE, Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Occitanie, à compter du 20 avril 2022;

**Vu** la circulaire n°6250-SG du 10 mars 2021 portant sur la relance de l'investissement dans le système de santé dans le cadre du Ségur de la santé et de France relance ;

**Vu** l'instruction DGOS/PF1/2021/4 du 4 janvier 2021 relative aux crédits dédiés à l'investissement du quotidien des établissements de santé et à la réduction des inégalités de santé, dans le cadre du Ségur de la santé et du plan investir pour l'hôpital, pour réduire les inégalités territoriales ;

**Vu** la 1<sup>ère</sup> circulaire N° DGOS/R1/2021/142 du 30 juin 2021 relative à la délégation des crédits du Fonds pour la Modernisation et l'Investissement en Santé (FMIS) au titre de l'année 2021 ;

**Vu** la circulaire N° DGOS/R1/2022/107 du 15 avril 2022 relative à la première délégation des crédits fonds pour la modernisation et l'investissement en santé au titre de l'année 2022;

**Vu** la décision ARS Occitanie N°2022-1843 du 20 avril 2022 portant délégation de signature du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Occitanie;

**Vu** le contrat d'objectifs et de moyens conclu entre l'AAIR MIDI PYRENEES pour l'UNITE D AUTODIALYSE ST-GAUDENS ST-PLANCARD et l'Agence Régionale de Santé Occitanie ;

**Considérant** que ces investissements correspondent aux orientations du Projet Régional de Santé 2018 – 2022.

**Considérant** que ces investissements correspondent aux orientations de la stratégie régionale d'investissement.

**Considérant** que l'enveloppe de réduction des inégalités d'origine sociale est dédiée aux départements les plus touchés par la précarité dont les établissements de santé de l'Ariège, l'Aude, le Gard, l'Hérault, et des Pyrénées-Orientales font partie.

**Considérant** que l'enveloppe de réduction des inégalités d'origine territoriale est dédiée aux départements les plus touchés par la sous-densité dont les établissements de santé de l'Ariège, l'Aveyron, le Gers, la Lozère et le Lot.

## ARRETE :

### Article 1er :

Les crédits dédiés à l'investissement du quotidien alloués à hauteur de **5 000 €** à l'établissement sont issus du Plan national de relance et de résilience (PNRR) déposé auprès de la Commission Européenne et approuvé en juillet 2021. Ce PNRR couvre les investissements pour lesquels la France sollicite auprès de l'Union européenne (UE) un financement de la facilité pour la reprise et la résilience.

**1.1** Une subvention de **5 000 €** est allouée au titre du Fonds pour la Modernisation et des Investissements de Santé (FMIS), dans le cadre de l'enveloppe principale de 30 339 000 € dédiée à l'investissement courant dans le cadre du Ségur.

### Article 2 :

Le versement de cette aide est conditionné à la conclusion d'un avenant au contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens entre l'AAIR MIDI PYRENEES et l'Agence Régionale de Santé Occitanie.

La Caisse des Dépôts et Consignations versera en partie ou la totalité de la somme mentionnée à l'article 1 du présent arrêté sur présentation de cet arrêté, de l'avenant au contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens consécutif à cette décision et des factures justificatives et acquittées nécessaires correspondant à l'objet de la subvention. Il est nécessaire de transmettre à la CDC un tableau récapitulatif des dépenses signé par le trésorier, le comptable ou le directeur de l'établissement. Ces éléments peuvent être transmis par courriel à [FMESPP@caissedesdepots.fr](mailto:FMESPP@caissedesdepots.fr), par courrier à l'adresse ci-contre : Caisse des Dépôts et Consignations (Service du FMESPP – Rue du Vergne – 33059 Bordeaux Cedex) ou via la plateforme « Mes démarches simplifiées » (<https://www.demarches-simplifiees.fr>).

### Article 3 :

Le recours éventuel contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Administratif dans un délai franc de 2 mois à compter de sa notification pour l'établissement ou de sa publication pour les tiers. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérécour citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

### Article 4 :

L'établissement est informé du financement par l'Union Européenne de ces crédits, et, à ce titre, il s'engage à :

- Assurer toute la visibilité auprès du grand public sur l'origine européenne de ces crédits. Le bénéficiaire doit faire état de l'origine des fonds et assurer la visibilité du financement de l'Union, y compris, le cas échéant, par l'apposition de l'emblème de l'UE et d'une mention adéquate relative au financement portant les mots "Financé par l'Union européenne – NextGenerationEU", en particulier lorsqu'il s'agit de promouvoir les actions et leurs résultats, en fournissant des informations ciblées, cohérentes, efficaces et proportionnées à divers publics, notamment aux médias et au grand public.

Il doit ainsi assurer que cette information figure a minima sur ses outils de communication numérique, sur les chantiers de ses projets d'investissement, et que la liste des investissements financés par ces crédits européens est une information rendue visible pour les personnes (patients, accompagnants, professionnels...) fréquentant l'établissement. La publicité du logo européen (« Financé par l'Union européenne – Next generation EU ») doit rester affichée de manière au moins aussi visible et proéminente que les autres logos. L'emblème doit rester distinct et séparé et ne peut être modifié par l'ajout d'autres marques visuelles, marques ou textes. En dehors de l'emblème, aucune autre identité visuelle ou logo ne peut être utilisée pour mettre en avant le soutien de l'UE. Les éléments de communication sont accessibles via le lien suivant :

- <https://www.economie.gouv.fr/plan-de-relance/kit-de-communication>
- Donner accès le cas échéant à tout document ou toute pièce utile en cas d'audit européen, ou de contrôle sur pièces et sur place conduit par l'Office européen de lutte anti-fraude (OLAF), le Parquet européen, la Cour des comptes européennes ou toute autorité nationale compétente et se soumettre à leurs procédures d'audit et de contrôle. A cet effet l'établissement doit assurer un système de stockage et de classement adéquat pour les pièces relatives à l'utilisation de ces crédits, tant que possible de manière dématérialisée pour faciliter la mise en œuvre de ces contrôles et audits.
- Conserver toutes les pièces relatives à l'utilisation de ces crédits jusqu'à 10 ans après le dernier versement de l'Union Européenne à la France dans le cadre du PNRR, soit, à ce jour, jusqu'à la fin de l'année 2036. En cas d'audits, recours, litiges concernant le bénéficiaire et liés à ce financement FRR, le bénéficiaire doit conserver les pièces et documents y afférent jusqu'au terme de ces procédures.
- Ne pas percevoir d'autres fonds d'origine européenne (FEDER par exemple) pour des objets déjà financés par ces crédits. En cas de financement européen demandé ou déjà obtenu sur tout autre projet du bénéficiaire, ce dernier s'engage à en informer sans délai l'Agence régionale de santé.
- Se soumettre à toutes les demandes d'enquête ou bilan, formulées par l'Agence régionale de santé ou par la Direction générale de l'offre de soins concernant l'utilisation de ces crédits.

#### **Article 5 :**

Le Directeur de l'Offre de Soins et de l'Autonomie est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera notifiée pour mise en œuvre à l'établissement et publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Région.

Montpellier le 12 août 2022

Pour le Directeur Général  
Et par délégation  
Le Directeur de l'Offre de Soins  
et de l'Autonomie

  
Bertrand PRUDHOMMEAUX



Agence Régionale de Santé Occitanie

R76-2022-08-12-00048

ARS Occitanie /2022-3739 fixant la subvention  
du Fonds pour la Modernisation et  
l' Investissement en Santé (FMIS), au titre du  
programme d' accompagnement des  
investissements courants dans le cadre du Ségur  
de la santé, allouée au I ANTENNE  
AUTODIALYSE BAGNERE DE LUCHON

## **ARRÊTÉ ARS Occitanie / 2022-3739**

Fixant la subvention du Fonds pour la Modernisation et l'Investissement en Santé (FMIS), au titre du programme d'accompagnement des investissements courants dans le cadre du Ségur de la santé, allouée à l'ANTENNE AUTODIALYSE BAGNERE DE LUCHON

EJ FINESS : 310000617  
EG FINESS : 310796768

### **LE DIRECTEUR GENERAL DE L'AGENCE REGIONALE DE SANTE OCCITANIE**

**Vu** le code de la santé publique, notamment les articles L.1435-8 à L.1435-11; R.1435-16 à R.1435-36 ;

**Vu** la loi n°2021-1754 du 23 décembre 2021 de financement de la sécurité sociale 2022 ;

**Vu** le décret du 20 avril 2022 portant nomination de Monsieur Didier JAFFRE, Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Occitanie, à compter du 20 avril 2022;

**Vu** la circulaire n°6250-SG du 10 mars 2021 portant sur la relance de l'investissement dans le système de santé dans le cadre du Ségur de la santé et de France relance ;

**Vu** l'instruction DGOS/PF1/2021/4 du 4 janvier 2021 relative aux crédits dédiés à l'investissement du quotidien des établissements de santé et à la réduction des inégalités de santé, dans le cadre du Ségur de la santé et du plan investir pour l'hôpital, pour réduire les inégalités territoriales ;

**Vu** la 1<sup>ère</sup> circulaire N° DGOS/R1/2021/142 du 30 juin 2021 relative à la délégation des crédits du Fonds pour la Modernisation et l'Investissement en Santé (FMIS) au titre de l'année 2021 ;

**Vu** la circulaire N° DGOS/R1/2022/107 du 15 avril 2022 relative à la première délégation des crédits fonds pour la modernisation et l'investissement en santé au titre de l'année 2022;

**Vu** la décision ARS Occitanie N°2022-1843 du 20 avril 2022 portant délégation de signature du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Occitanie;

**Vu** le contrat d'objectifs et de moyens conclu entre la SAS CL NEPHRO ST EXUPERY pour l'ANTENNE AUTODIALYSE BAGNERE DE LUCHON et l'Agence Régionale de Santé Occitanie ;

**Considérant** que ces investissements correspondent aux orientations du Projet Régional de Santé 2018 – 2022.

**Considérant** que ces investissements correspondent aux orientations de la stratégie régionale d'investissement.

**Considérant** que l'enveloppe de réduction des inégalités d'origine sociale est dédiée aux départements les plus touchés par la précarité dont les établissements de santé de l'Ariège, l'Aude, le Gard, l'Hérault, et des Pyrénées-Orientales font partie.

**Considérant** que l'enveloppe de réduction des inégalités d'origine territoriale est dédiée aux départements les plus touchés par la sous-densité dont les établissements de santé de l'Ariège, l'Aveyron, le Gers, la Lozère et le Lot.

**ARRETE :**

**Article 1er :**

Les crédits dédiés à l'investissement du quotidien alloués à hauteur de **5 000 €** à l'établissement sont issus du Plan national de relance et de résilience (PNRR) déposé auprès de la Commission Européenne et approuvé en juillet 2021. Ce PNRR couvre les investissements pour lesquels la France sollicite auprès de l'Union européenne (UE) un financement de la facilité pour la reprise et la résilience.

**1.1** Une subvention de **5 000 €** est allouée au titre du Fonds pour la Modernisation et des Investissements de Santé (FMIS), dans le cadre de l'enveloppe principale de 30 339 000 € dédiée à l'investissement courant dans le cadre du Ségur.

**Article 2 :**

Le versement de cette aide est conditionné à la conclusion d'un avenant au contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens entre la SAS CL NEPHRO ST EXUPERY et l'Agence Régionale de Santé Occitanie.

La Caisse des Dépôts et Consignations versera en partie ou la totalité de la somme mentionnée à l'article 1 du présent arrêté sur présentation de cet arrêté, de l'avenant au contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens consécutif à cette décision et des factures justificatives et acquittées nécessaires correspondant à l'objet de la subvention. Il est nécessaire de transmettre à la CDC un tableau récapitulatif des dépenses signé par le trésorier, le comptable ou le directeur de l'établissement. Ces éléments peuvent être transmis par courriel à [FMESPP@caissedesdepots.fr](mailto:FMESPP@caissedesdepots.fr), par courrier à l'adresse ci-contre : Caisse des Dépôts et Consignations (Service du FMESPP – Rue du Vergne – 33059 Bordeaux Cedex) ou via la plateforme « Mes démarches simplifiées » (<https://www.demarches-simplifiees.fr>).

**Article 3 :**

Le recours éventuel contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Administratif dans un délai franc de 2 mois à compter de sa notification pour l'établissement ou de sa publication pour les tiers. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 4 :**

L'établissement est informé du financement par l'Union Européenne de ces crédits, et, à ce titre, il s'engage à :

- Assurer toute la visibilité auprès du grand public sur l'origine européenne de ces crédits. Le bénéficiaire doit faire état de l'origine des fonds et assurer la visibilité du financement de l'Union, y compris, le cas échéant, par l'apposition de l'emblème de l'UE et d'une mention adéquate relative au financement portant les mots "Financé par l'Union européenne – NextGenerationEU", en particulier lorsqu'il s'agit de promouvoir les actions et leurs résultats, en fournissant des informations ciblées, cohérentes, efficaces et proportionnées à divers publics, notamment aux médias et au grand public.

Il doit ainsi assurer que cette information figure a minima sur ses outils de communication numérique, sur les chantiers de ses projets d'investissement, et que la liste des investissements financés par ces crédits européens est une information rendue visible pour les personnes (patients, accompagnants, professionnels...) fréquentant l'établissement. La publicité du logo européen (« Financé par l'Union européenne – Next generation EU ») doit rester affichée de manière au moins aussi visible et proéminente que les autres logos. L'emblème doit rester distinct et séparé et ne peut être modifié par l'ajout d'autres marques visuelles, marques ou textes. En dehors de l'emblème, aucune autre identité visuelle ou logo ne peut être utilisée pour mettre en avant le soutien de l'UE. Les éléments de communication sont accessibles via le lien suivant :

- <https://www.economie.gouv.fr/plan-de-relance/kit-de-communication>
- Donner accès le cas échéant à tout document ou toute pièce utile en cas d'audit européen, ou de contrôle sur pièces et sur place conduit par l'Office européen de lutte anti-fraude (OLAF), le Parquet européen, la Cour des comptes européennes ou toute autorité nationale compétente et se soumettre à leurs procédures d'audit et de contrôle. A cet effet l'établissement doit assurer un système de stockage et de classement adéquat pour les pièces relatives à l'utilisation de ces crédits, tant que possible de manière dématérialisée pour faciliter la mise en œuvre de ces contrôles et audits.
- Conserver toutes les pièces relatives à l'utilisation de ces crédits jusqu'à 10 ans après le dernier versement de l'Union Européenne à la France dans le cadre du PNRR, soit, à ce jour, jusqu'à la fin de l'année 2036. En cas d'audits, recours, litiges concernant le bénéficiaire et liés à ce financement FRR, le bénéficiaire doit conserver les pièces et documents y afférent jusqu'au terme de ces procédures.
- Ne pas percevoir d'autres fonds d'origine européenne (FEDER par exemple) pour des objets déjà financés par ces crédits. En cas de financement européen demandé ou déjà obtenu sur tout autre projet du bénéficiaire, ce dernier s'engage à en informer sans délai l'Agence régionale de santé.
- Se soumettre à toutes les demandes d'enquête ou bilan, formulées par l'Agence régionale de santé ou par la Direction générale de l'offre de soins concernant l'utilisation de ces crédits.

#### **Article 5 :**

Le Directeur de l'Offre de Soins et de l'Autonomie est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera notifiée pour mise en œuvre à l'établissement et publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Région.

Montpellier le 12 août 2022

Pour le Directeur Général  
Et par délégation  
Le Directeur de l'Offre de Soins  
et de l'Autonomie

  
Bertrand PRUDHOMMEAUX

# ARS OCCITANIE

R76-2022-09-05-00002

ARRETE ARS OCCITANIE 2022-4242 fixant les dotations MIGAC, DAF, du forfait global de soins USLD, des dotations relatives au financement des structures des urgences autorisées, de la dotation à l'amélioration de la qualité et des forfaits annuels au titre de l'année 2022 du GECT Hôpital de Cerdagne DM1 2022.doc

**ARRETE ARS OCCITANIE / 2022 - 4242**

fixant les dotations MIGAC, DAF, du forfait global de soins USLD, des dotations relatives au financement des structures des urgences autorisées, de la dotation à l'amélioration de la qualité et des forfaits annuels au titre de l'année 2022 du GECT Hôpital de Cerdagne

**LE DIRECTEUR GENERAL DE L'AGENCE REGIONALE DE SANTE  
OCCITANIE**

**Vu** le code de la santé publique,

**Vu** le code de la sécurité sociale, notamment ses articles L 174-1, L. 162-22-8-2, L. 162-22-8, L. 162-22-8-1, L. 162-23-15 et R. 162-32-3,

**Vu** la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 notamment son article 33 modifié,

**Vu** la loi n°2005-1579 du 19 décembre 2005 de financement de la sécurité sociale pour 2006, notamment son article 46,

**Vu** la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires,

**Vu** la loi n° 2015-1702 du 21 décembre 2015 de financement de la sécurité sociale pour 2016, notamment son article 78 modifié,

**Vu** la loi n°2021-1754 du 23 décembre 2021 de financement de la sécurité sociale pour 2022,

**Vu** l'ordonnance no 2020-309 du 25 mars 2020 relative à la garantie de financement des établissements de santé et aux régimes complémentaires obligatoires de sécurité sociale,

**Vu** le décret N°2005-30 du 14 janvier 2005 relatif au budget des établissements de santé notamment son article 9,

**Vu** le décret N°2021-1255 du 29 septembre 2021 relatif à la réforme du financement des activités de psychiatrie,

**Vu** le décret du 20 avril 2022 portant nomination de Monsieur Didier JAFFRE, Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Occitanie, à compter du 20 avril 2022,

**Vu** le décret n° 2022-597 du 21 avril 2022 relatif à la réforme du financement des activités de soins de suite et de réadaptation,

**Vu** l'arrêté du 23 décembre 2014 modifiant l'arrêté du 8 décembre 2010 fixant les règles de calcul des tarifs plafonds et de mise en œuvre de la convergence tarifaire prévues à l'article L174-6 CSS,

**Vu** l'arrêté du 23 décembre 2016 relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L. 6113-8 du code de la santé publique,

**Vu** l'arrêté du 5 mai 2017 modifiant l'arrêté du 23 janvier 2008 modifié relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale,

**Vu** l'arrêté du 23 février 2018 modifiant l'arrêté du 19 février 2015 relatif aux forfaits alloués aux établissements de santé mentionnés à l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ayant des activités de médecine, obstétrique et odontologie ou ayant une activité d'hospitalisation à domicile,

**Vu** l'arrêté du 5 avril 2018 portant modification de la liste des établissements éligibles au financement des activités de soins répondant à des critères d'isolement géographique,

**Vu** l'arrêté du 17 avril 2018 relatif aux modalités de versement des ressources des établissements de santé dans le cadre des dispositions transitoires de mise en œuvre de la réforme des soins de suite et de réadaptation par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale,

**Vu** l'arrêté du 12 décembre 2018 fixant les modalités de calcul du montant de la dotation allouée aux établissements de santé en application de l'article L. 162-23-15 du code de la santé publique,

**Vu** l'arrêté du 4 mai 2020 relatif aux modalités de calcul pour 2020 du coefficient de transition mentionné à l'article 6 du décret n°2017-500 du 6 avril 2017 modifié relatif à la réforme du financement des établissements de soins de suite et de réadaptation,

**Vu** l'arrêté du 17 décembre 2021 relatif aux modalités de calcul, de versement et de régularisation de l'acompte, de la dotation provisionnelle et du montant complémentaire prévus aux I et II de l'article 2 du décret n°2021-1255 du 29 septembre 2021 relatif à la réforme du financement des activités de psychiatrie,

**Vu** l'arrêté du 25 mars 2022 fixant pour l'année 2022 l'objectif de dépenses d'assurance maladie afférent aux activités de soins de suite et de réadaptation,

**Vu** l'arrêté du 25 mars 2022 fixant pour l'année 2022 l'objectif des dépenses d'assurance maladie mentionné à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale,

**Vu** l'arrêté du 25 mars 2022 fixant pour l'année 2022 l'objectif des dépenses d'assurance maladie commun aux activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie mentionné à l'article L. 162-22-9 du code de la sécurité sociale,

**Vu** l'arrêté du 25 mars 2022 fixant pour l'année 2022 l'objectif de dépenses d'assurance maladie afférent aux activités de psychiatrie,

**Vu** l'arrêté du 25 mars 2022 portant détermination pour 2022 de la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-22-13 du code de la sécurité sociale,

**Vu** l'arrêté portant détermination pour 2022 de la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-23-8 du code de la sécurité sociale,

**Vu** l'arrêté du 28 mars 2022 fixant pour l'année 2022 la valeur du coefficient mentionné au I de l'article L. 162-22-9-1 du code de la sécurité sociale et pris en application de l'article R. 162-33-7 du code de la sécurité sociale,

**Vu** l'arrêté du 28 mars 2022 fixant pour l'année 2022 les éléments tarifaires mentionnés aux 1o à 3o du I de l'article L. 162-23-4 du code de la sécurité sociale et au 2o du E du III de l'article 78 modifié de la loi no 2015-1702 du 21 décembre 2015 de financement de la sécurité sociale pour 2016,

**Vu** l'arrêté du 28 mars 2022 fixant pour l'année 2022 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale,

**Vu** l'arrêté du 28 mars 2022 fixant pour l'année 2022 la valeur du coefficient mentionné au I de l'article L. 162-23-5 du code de la sécurité sociale et pris en application de l'article R. 162-34-6 du même code,

**Vu** l'arrêté du 28 mars 2022 fixant pour l'année 2022 les éléments tarifaires associés aux prestations mentionnées à l'article L. 162-23-1 et le tarif de responsabilité mentionné à l'article R. 162-25 du code de la sécurité sociale des établissements de santé mentionnés au d et au e de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale,

**Vu** l'arrêté du 17 juin 2022 fixant la liste des structures, des programmes, des actions, des actes et des produits financés au titre des missions d'intérêt général mentionnées aux articles D. 162-6 et D. 162-7 du code de la sécurité sociale, ainsi que la liste des missions d'intérêt général financées au titre de la dotation mentionnée à l'article L. 162-23-8,

**Vu** l'arrêté du 18 août 2022 fixant pour l'année 2022 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1 du code de la sécurité sociale, les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, les dotations urgences, les dotations provisionnelles prévues par le décret du 29 septembre 2021, ainsi que le montant des transferts prévus à l'article L. 174-1-2 du même code,

**Vu** la décision de la Commission européenne 9380 en date du 20 décembre 2011 relative à l'application de l'article 106, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides d'Etat sous forme de compensations de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général,



**Vu** l'engagement contractuel conclu entre l'Agence Régionale de Santé et le GECT Hôpital de Cerdagne,

**Considérant** le rapport d'orientation budgétaire 2022 du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé,

## **ARRETE**

EJ FINESS : 660007428  
EG FINESS : 660007436

### **Article 1 :**

Le montant des ressources d'assurance maladie versées sous forme de dotation ou de forfait annuel du GECT Hôpital de Cerdagne est fixé pour l'année 2022, à l'article 2 :

### **Article 2 :**

Le montant de la dotation annuelle de financement mentionnée à l'article L. 174-1 du code de la sécurité sociale est fixé comme suit :

au titre des activités de MCO : **8 749 181,77 €**

### **Article 3 :**

A compter du 1er janvier 2023, dans l'attente de la fixation du montant des dotations et forfaits pour l'année 2023, des acomptes mensuels seront versés à l'établissement dans les conditions suivantes :

Base de calcul pour la DAF MCO égal à un douzième de **8 264 820,77 €** (hors crédits non reconductibles), soit **688 735,06 €**

### **Article 4 :**

Les conditions d'exécution et les objectifs des dotations visées ci-dessus sont définis dans le cadre de l'engagement contractuel conclu entre le GECT Hôpital de Cerdagne et l'Agence Régionale de Santé Occitanie.

Le versement des dotations citées aux articles ci-dessus est effectué par la Caisse Pivot de l'établissement.

### **Article 5 :**

Le recours éventuel contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale dans un délai franc d'un mois, conformément à l'article R 351-15 du code de l'Action sociale et des Familles, à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 6 :**

Le Directeur de l'Offre de Soins et de l'Autonomie, le Directeur de la Délégation Départementale des Pyrénées-Orientales et le Représentant du GECT Hôpital de Cerdagne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région et notifié pour mise en œuvre, aux caisses prestataires.

Montpellier, le 5 septembre 2022

Le Directeur Général

Didier JAFFRE

DOUANES (DGDDI)

R76-2022-09-07-00006

Décision portant subdélégation de signature en  
matière contentieuse et gracieuse, douane et  
contributions indirectes



**RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



DIRECTION GÉNÉRALE DES DOUANES  
ET DROITS INDIRECTS

TOULOUSE, LE 7 SEPT. 2022

*DR Toulouse*  
7 PLACE ALFONSE JOURDAIN  
31080 TOULOUSE  
Site Internet : [www.douane.gouv.fr](http://www.douane.gouv.fr)

Affaire suivie par : *PILLON Jean-Michel*  
Téléphone : 09 70 27 60 00  
Télécopie : 05 61 21 81 65  
Mél : [dr-toulouse@douane.finances.gouv.fr](mailto:dr-toulouse@douane.finances.gouv.fr)

Décision 2022/6 du directeur régional à TOULOUSE portant subdélégation de la signature du directeur interrégional à MONTPELLIER dans les domaines gracieux et contentieux en matière de contributions indirectes ainsi que pour les transactions en matière de douane et d'argent liquide.

Vu le code général des impôts et notamment son article 408 de l'annexe II et ses articles 212 et suivants de l'annexe IV ;  
Vu le code des douanes et notamment ses articles 350 et 451 ;  
Vu le Décret n° 2022-467 du 31 mars 2022 relatif à l'exercice du droit de transaction par l'administration des douanes

Décide

Article 1er – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe I de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MONTPELLIER, les décisions de nature contentieuse (décharge de droits suite à réclamation, décision sur les contestations en matière de recouvrement des articles L 281 et L 283 du livre des procédures fiscales, rejet d'une réclamation, restitution ou remboursement de droits suite à erreur sur l'assiette, réduction de droits suite à erreur de calcul) en matière de contributions indirectes, et pour les montants maximaux qui sont mentionnés, dans cette même annexe I, en euros ou pour des montants illimités.

Article 2 - Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe II de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MONTPELLIER, les décisions de nature gracieuse (décision sur les demandes de décharge de responsabilité solidaire de l'article L247 du livre des procédures fiscales, modération d'amende fiscale, de majoration ou d'intérêt de retard, rejet d'une demande de remise, d'une demande de modération ou d'une demande de transaction, remise d'amende fiscale, de majoration d'impôts ou d'intérêt de retard, acceptation d'une demande et conclusion d'une transaction) en matière de contributions indirectes, et pour les montants maximaux qui sont mentionnés dans cette même annexe II en euros ou pour des montants illimités.

Article 3 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe III de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MONTPELLIER, les procédures de règlement simplifié en matière de contributions indirectes, et pour les montants de droits compromis, de droits fraudés, d'amende et de valeur des marchandises qui sont mentionnés en euros dans cette même annexe III.

Article 4 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe IV de la présente décision à l’effet de signer, au nom du directeur interrégional à MONTPELLIER, les actes transactionnels définitifs de type 406 portant sur des contentieux voyageurs en matière de contravention et de délit douaniers pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe IV en euros.

Article 5 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe V de la présente décision à l’effet de signer, au nom du directeur interrégional à MONTPELLIER, les actes transactionnels définitifs et les ratifications d’actes transactionnels provisoires en matière de contravention et de délit douaniers, pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe V en euros ou sont illimités.

Article 6 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe VI de la présente décision à l’effet de signer, au nom du directeur interrégional à MONTPELLIER, les transactions en matière de contravention et de délit douaniers pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe VI en euros ou sont illimités.

Article 7 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe VII de la présente décision à l’effet de signer, au nom du directeur interrégional à MONTPELLIER, les actes transactionnels définitifs et les ratifications d’actes transactionnels provisoires en matière de contrefaçon pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe VII en euros ou sont illimités.

Article 8 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe VIII de la présente décision à l’effet de signer, au nom du directeur interrégional à MONTPELLIER, les transactions en matière de contrefaçon pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe VIII en euros ou sont illimités.

Article 9 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe IX de la présente décision à l’effet de signer, au nom du directeur interrégional à MONTPELLIER, les actes transactionnels définitifs et les ratifications d’actes transactionnels provisoires en matière d’argent liquide pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe IX en euros ou sont illimités.

Article 10 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe X de la présente décision à l’effet de signer, au nom du directeur interrégional à MONTPELLIER, les transactions en matière d’argent liquide pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe X en euros ou sont illimités.

Article 11 – La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs du département du siège de la direction régionale des douanes. Elle annule et remplace la précédente décision portant le même objet.

Le directeur régional,  
ORIGINAL SIGNE

*PILLON Jean-Michel*

**Liste des agents des douanes recevant délégation de signature**

**En matière contentieuse (contributions indirectes)**

Décharge : *Décision de décharge de droits*

Recouvrement : *Décision sur une contestation de recouvrement pour un montant maximal de*

Rejet : *Décision de rejet d'une réclamation*

Restitution : *Décision de restitution, remboursement*

Réduction : *Décision de réduction*

Nom/prénom	Décharge	Recouvrement	Rejet	Restitution	Réduction
------------	----------	--------------	-------	-------------	-----------

**Annexe II à la décision n° 2022/6 du 7 sept. 2022 du directeur régional *PILLON Jean-Michel***  
**Liste des agents des douanes recevant délégation de signature**

**En matière gracieuse (contributions indirectes)**

Décharge : *Décision sur les demandes de décharge de responsabilité solidaire de l'article L247 du livre des procédures fiscales*

Modération : *Décision de modération d'amende fiscale ou de majoration*

Rejet : *Décision de rejet d'une remise, d'une modération ou de demande d'une transaction*

Remise : *Décision de remise d'amende fiscale ou de majoration d'impôts*

Transaction 4822bis : *Décision d'acceptation d'une demande de transaction*

Nom/prénom	Décharge	Modération	Rejet	Remise	Transaction
<b>LAFAGE Sylvie</b>	50000	50000	50000	50000	15000
<b>SENTEX Sabine</b>	40000	40000	40000	40000	3000
<b>MASLIES LATAPIE Philippe</b>	50000	50000	50000	50000	15000
<b>HARIOT Lucien</b>	50000	50000	50000	50000	6000
<b>MENVIELLE Catherine</b>	50000	50000	50000	50000	6000
<b>DELQUE Nathalie</b>	30000	30000	30000	30000	1500
<b>MONIE Stephanie</b>	40000	40000	40000	40000	3000
<b>NAUDY Jean-Marc</b>	30000	30000	30000	30000	1500
<b>BAGAGE Romain</b>	30000	30000	30000	30000	1500
<b>POMIES Julien</b>	30000	30000	30000	30000	1500
<b>SPADOTTI Jean-Jacques</b>	30000	30000	30000	30000	3000
<b>MAHIOUS Salim</b>	30000	30000	30000	30000	3000
<b>PETIT-RAGARU Agnes</b>	50000	50000	50000	50000	3000
<b>SEGOUFFIN Romain</b>	30000	30000	30000	30000	3000
<b>BENDJEMLA Smain</b>	50000	50000	50000	50000	3000
<b>BREUER BOYER Marie-Paule</b>	40000	40000	40000	40000	3000
<b>ROQUES Alain</b>	30000	30000	30000	30000	3000
<b>RAGARU Francois-Xavier</b>	50000	50000	50000	50000	3000
<b>CABELLO Muriel</b>	40000	40000	40000	40000	3000
<b>GERON Olivier</b>	30000	30000	30000	30000	1500
<b>DARRIET Beatrice</b>	50000	50000	50000	50000	3000
<b>MASSE Françoise</b>	50000	50000	50000	50000	3000
<b>COULONGEON Sandrine</b>	50000	50000	50000	50000	6000
<b>GARRIC Jean-Claude</b>	50000	50000	50000	50000	6000
<b>ARNAL Nadine</b>	50000	50000	50000	50000	3000
<b>DORIATH Marie-Line</b>	50000	50000	50000	50000	3000
<b>LESTRADE Nicole</b>	50000	50000	50000	50000	3000
<b>ROMERO Alexandre</b>	50000	50000	50000	50000	3000
<b>CROS Emmanuelle</b>	50000	50000	50000	50000	3000
<b>CABANEL Corinne</b>	30000	30000	30000	30000	3000
<b>CHAILLAN Michele</b>	30000	30000	30000	30000	3000
<b>PELISSOU Daniel</b>	50000	50000	50000	50000	3000
<b>LETIERCE Herve</b>	50000	50000	50000	50000	3000

<b>WICHTREY Nathalie</b>	30000	30000	30000	30000	3000
<b>CALVET DE FRANCESCHI Alexis</b>	50000	50000	50000	50000	3000
<b>LESCUYER Eric</b>	30000	30000	30000	30000	3000
<b>DUCLAY Mylene</b>	40000	40000	40000	40000	3000
<b>ESCATARY Jean-Claude</b>	50000	50000	50000	50000	3000
<b>VAN POUCKE Pascal</b>	30000	30000	30000	30000	1500
<b>DURIF Sandra</b>	30000	30000	30000	30000	1500
<b>JULIEN Marielle</b>	30000	30000	30000	30000	1500
<b>BESSEY Franck</b>	30000	30000	30000	30000	1500
<b>LANNES Jean-Luc</b>	30000	30000	30000	30000	1500
<b>SABATO Valerie</b>	30000	30000	30000	30000	1500



## Liste des agents des douanes recevant délégation de signature

**En matière de contributions indirectes et de réglementations assimilées : transaction simplifiée - 4823 bis « PRS »**Droits compromis : *Montant des droits compromis n'excède pas*Droits fraudés : *Montant des droits fraudés n'excède pas*Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*Valeur des marchandises : *Montant de la valeur de la marchandise servant de calcul à la pénalité proportionnelle n'excède pas*

Nom/prénom	Droits compromis	Droits fraudés	Montant de l'amende	Valeur des marchandises
LAFAGE Sylvie	15000	7500	1500	15000
CALVO Marie-Louise	15000	7500	1500	15000
CASASOLA Sylvain	15000	7500	1500	15000
DASTREVIGNE Thomas	15000	7500	1500	15000
DUPIELLET Andre	15000	7500	1500	15000
GERARD Guillaume	15000	7500	1500	15000
LACROIX Sophie	15000	7500	1500	15000
PELISSIER Audrey	15000	7500	1500	15000
QUEFFELEC Jean-Baptiste	15000	7500	1500	15000
SERANO GROCQ Sabine	15000	7500	1500	15000
WELLER Gwenaelle	15000	7500	1500	15000
SENTEX Sabine	15000	7500	1500	15000
NGUYEN Claire	15000	7500	1500	15000
HARIOT Lucien	15000	7500	1500	15000
AOUSSAR Bouazza	15000	7500	1500	15000
BAGAN Amandine	7000	3500	700	7000
BINTZ GILIBERT Agathe	7000	3500	700	7000
CABANNE Sandrine	7000	3500	700	7000
DELAMAIDE Quentin	7000	3500	700	7000
DELAUX Julien	7000	3500	700	7000
DELQUE Nathalie	15000	7500	1500	15000
DEMOUGEOT Stephane	7000	3500	700	7000
ESPOSITO Julien	7000	3500	700	7000
FABRE Alexandre	7000	3500	700	7000
FAIRN Eddy	7000	3500	700	7000
FAUGERES Manon	7000	3500	700	7000
FOURCADE Nicolas	7000	3500	700	7000
GOSSE Renaud	15000	7500	1500	15000
GUIBERT Baptiste	7000	3500	700	7000
HEROUALI Abdelkader	7000	3500	700	7000
JULIEN Yannick	7000	3500	700	7000
KADRI Celine	15000	7500	1500	15000

<b>LANDREAU Charline</b>	7000	3500	700	7000
<b>LECUTIER Olivier</b>	7000	3500	700	7000
<b>MARLE Aurore</b>	7000	3500	700	7000
<b>MATEU Julien</b>	7000	3500	700	7000
<b>MONIE Stephanie</b>	15000	7500	1500	15000
<b>MOROTTI Thomas</b>	7000	3500	700	7000
<b>NAUDY Jean-Marc</b>	15000	7500	1500	15000
<b>RIBERE Stephane</b>	15000	7500	1500	15000
<b>ROCA ARANDA Carine</b>	15000	7500	1500	15000
<b>ROQUE Joelle</b>	15000	7500	1500	15000
<b>ZUBELI Xavier</b>	7000	3500	700	7000
<b>BAGAGE Romain</b>	15000	7500	1500	15000
<b>BION Paul</b>	7000	3500	700	7000
<b>CAUQUIL Jerome</b>	15000	7500	1500	15000
<b>COLIN Arnaud</b>	7000	3500	700	7000
<b>DOUMEKSA Abderrahim</b>	15000	7500	1500	15000
<b>DUTAUD Julien</b>	7000	3500	700	7000
<b>GUERIN Jeremy</b>	15000	7500	1500	15000
<b>JULIAN Anais</b>	15000	7500	1500	15000
<b>MOSSAN Alix</b>	15000	7500	1500	15000
<b>MUSSGNUG Michael</b>	15000	7500	1500	15000
<b>POMIES Julien</b>	15000	7500	1500	15000
<b>SCHUTT Victoria</b>	15000	7500	1500	15000
<b>YASSIN Victor</b>	15000	7500	1500	15000
<b>PREVOT Damien</b>	15000	7500	1500	15000
<b>RANNOU Florence</b>	15000	7500	1500	15000
<b>SPADOTTI Jean-Jacques</b>	15000	7500	1500	15000
<b>MAHIOUS Salim</b>	15000	7500	1500	15000
<b>MIGNARD-SERE Severine</b>	15000	7500	1500	15000
<b>PETIT-RAGARU Agnes</b>	15000	7500	1500	15000
<b>SEGOUFFIN Romain</b>	15000	7500	1500	15000
<b>BENDJEMLA Smain</b>	15000	7500	1500	15000
<b>BREUER BOYER Marie-Paule</b>	15000	7500	1500	15000
<b>OLIVER Igor</b>	15000	7500	1500	15000
<b>ROQUES Alain</b>	15000	7500	1500	15000
<b>BONALDO Stephane</b>	7000	3500	700	7000
<b>FABRE Renaud</b>	7000	3500	700	7000
<b>GONDRY Karine</b>	15000	7500	1500	15000
<b>LAXAGUE Herve</b>	15000	7500	1500	15000
<b>MESPLE Isabelle</b>	15000	7500	1500	15000
<b>MORICHON Herve</b>	7000	3500	700	7000
<b>PAYEN Sylvie</b>	7000	3500	700	7000
<b>PEREZ Alain</b>	15000	7500	1500	15000

<b>PIETRON Alain</b>	15000	7500	1500	15000
<b>RAGARU Francois-Xavier</b>	15000	7500	1500	15000
<b>RANOUILLE Richard</b>	15000	7500	1500	15000
<b>SABIDO Laurent</b>	15000	7500	1500	15000
<b>BERDAHAM Faycal</b>	7000	3500	700	7000
<b>BERTRAND Marie-Camille</b>	15000	7500	1500	15000
<b>CABELLO Muriel</b>	15000	7500	1500	15000
<b>CONSTANS Philippe</b>	15000	7500	1500	15000
<b>CORREIA Mikael</b>	15000	7500	1500	15000
<b>ESTIBAL Florent</b>	15000	7500	1500	15000
<b>GESSE Aurelie</b>	7000	3500	700	7000
<b>GROS Jennifer</b>	7000	3500	700	7000
<b>HAMON Thomas</b>	15000	7500	1500	15000
<b>ILLY Lucas</b>	7000	3500	700	7000
<b>LODDO Benjamin</b>	7000	3500	700	7000
<b>MANDER Mathieu</b>	7000	3500	700	7000
<b>MARTINS Guillaume</b>	7000	3500	700	7000
<b>PORTIER Guillaume</b>	7000	3500	700	7000
<b>QUARANTA Mickael</b>	7000	3500	700	7000
<b>SAIARI Anais</b>	7000	3500	700	7000
<b>SOULLIER Claire</b>	15000	7500	1500	15000
<b>TERRIER Ludivine</b>	15000	7500	1500	15000
<b>THIBAUT Frederic</b>	7000	3500	700	7000
<b>ARSICAUD Christophe</b>	15000	7500	1500	15000
<b>BONA Helene</b>	7000	3500	700	7000
<b>BOUSQUIE Samantha</b>	7000	3500	700	7000
<b>CATHALA Carole</b>	15000	7500	1500	15000
<b>CHASSAIN Gaelle</b>	7000	3500	700	7000
<b>CHICOT Florence</b>	7000	3500	700	7000
<b>CRABOL Guilhem</b>	15000	7500	1500	15000
<b>D'HERBOMEZ Pascal</b>	15000	7500	1500	15000
<b>FAUCANIE Caroline</b>	15000	7500	1500	15000
<b>GENDRE Simon</b>	7000	3500	700	7000
<b>GERON Olivier</b>	15000	7500	1500	15000
<b>GRIMART Jean-Christophe</b>	15000	7500	1500	15000
<b>LAMART Amael</b>	7000	3500	700	7000
<b>NICOD Christophe</b>	7000	3500	700	7000
<b>NOCQUE Julie</b>	7000	3500	700	7000
<b>OMBRET Regis</b>	7000	3500	700	7000
<b>ROHART Yann</b>	7000	3500	700	7000
<b>STACCHETTI Fabienne</b>	15000	7500	1500	15000
<b>ALLOUCH Daniel</b>	15000	7500	1500	15000
<b>BRAS Maxime</b>	15000	7500	1500	15000

<b>CASTERA Evelyne</b>	7000	3500	700	7000
<b>DARRIET Beatrice</b>	15000	7500	1500	15000
<b>FERNANDEZ Eric</b>	15000	7500	1500	15000
<b>FUNES Severine</b>	15000	7500	1500	15000
<b>GAUTIER Carole</b>	15000	7500	1500	15000
<b>HAMBLI Said</b>	15000	7500	1500	15000
<b>LOULMET Pierre</b>	15000	7500	1500	15000
<b>MAINI Corinne</b>	15000	7500	1500	15000
<b>MASSE Francoise</b>	15000	7500	1500	15000
<b>MAZIERES Evelyne</b>	15000	7500	1500	15000
<b>NIFENECKER Jean</b>	15000	7500	1500	15000
<b>ROGET Gerard</b>	15000	7500	1500	15000
<b>STEFANIAK Nancy</b>	7000	3500	700	7000
<b>CHAUVET Maud</b>	7000	3500	700	7000
<b>LENDE Georgette</b>	15000	7500	1500	15000
<b>COULONGEON Sandrine</b>	15000	7500	1500	15000
<b>GARRIC Jean-Claude</b>	15000	7500	1500	15000
<b>ABBAD Manon</b>	15000	7500	1500	15000
<b>AGUERO Brigitte</b>	15000	7500	1500	15000
<b>AGUERO Marc</b>	15000	7500	1500	15000
<b>ARMENGAUD Sandrine</b>	15000	7500	1500	15000
<b>ARNAL Nadine</b>	15000	7500	1500	15000
<b>AUDROIN Clement</b>	7000	3500	700	7000
<b>BESSEY Christine</b>	15000	7500	1500	15000
<b>BOISNOIR Yvelise</b>	7000	3500	700	7000
<b>BOUCHARDY Eric</b>	15000	7500	1500	15000
<b>BOURREAU Vincent</b>	15000	7500	1500	15000
<b>BRIOUX Marine</b>	15000	7500	1500	15000
<b>BRISE Florian</b>	15000	7500	1500	15000
<b>CARTA Stephane</b>	15000	7500	1500	15000
<b>CASAUX Nathalie</b>	15000	7500	1500	15000
<b>CHAKORI Anouar</b>	15000	7500	1500	15000
<b>CORTADE Cathy</b>	15000	7500	1500	15000
<b>COURSIN Guillaume</b>	15000	7500	1500	15000
<b>DELLUC Hugo</b>	15000	7500	1500	15000
<b>DELMAS Audrey</b>	15000	7500	1500	15000
<b>DIAS DAS ALMAS Yvan</b>	7000	3500	700	7000
<b>DORIATH Marie-Line</b>	15000	7500	1500	15000
<b>DUFEE Kevin</b>	15000	7500	1500	15000
<b>ELHORGA Yves</b>	15000	7500	1500	15000
<b>ER ROUSSI Khalid</b>	15000	7500	1500	15000
<b>ESPINASSE Laetitia</b>	15000	7500	1500	15000
<b>FABRE Celine</b>	15000	7500	1500	15000

<b>FAYE Beatrice</b>	15000	7500	1500	15000
<b>GARBES Pierre</b>	15000	7500	1500	15000
<b>GHARBI Mohamed-Hamza</b>	15000	7500	1500	15000
<b>GUILLERM-LAMBERT Virginie</b>	15000	7500	1500	15000
<b>HARMEL Sandra</b>	15000	7500	1500	15000
<b>HOULLIER Philippe</b>	15000	7500	1500	15000
<b>LALANDE Elodie</b>	15000	7500	1500	15000
<b>LANGLOIS Cyril</b>	15000	7500	1500	15000
<b>LAZARY Jean-Christophe</b>	15000	7500	1500	15000
<b>LE MAGUER Nolwenn</b>	15000	7500	1500	15000
<b>LESCLAUX Vincent</b>	15000	7500	1500	15000
<b>LESTRADE Nicole</b>	15000	7500	1500	15000
<b>MIGLIORE Sylvie</b>	15000	7500	1500	15000
<b>MONTELEONE Olivier</b>	15000	7500	1500	15000
<b>MOREL Djamila</b>	15000	7500	1500	15000
<b>MOREL Flavie</b>	15000	7500	1500	15000
<b>NICOLAS Marlene</b>	15000	7500	1500	15000
<b>NUNC Sophie</b>	15000	7500	1500	15000
<b>OCCHIPINTI Bernard</b>	15000	7500	1500	15000
<b>OMARI Zorha</b>	15000	7500	1500	15000
<b>OSER Emeline</b>	15000	7500	1500	15000
<b>PAVY Laurence</b>	15000	7500	1500	15000
<b>PETIT Françoise</b>	15000	7500	1500	15000
<b>PICOT Sandrine</b>	7000	3500	700	7000
<b>POINT Laurence</b>	15000	7500	1500	15000
<b>POUSSAINT Fanny</b>	15000	7500	1500	15000
<b>RIBOULEAU Christophe</b>	15000	7500	1500	15000
<b>ROBINEL Cedric</b>	15000	7500	1500	15000
<b>ROMERO Alexandre</b>	15000	7500	1500	15000
<b>ROUQUET Jerome</b>	15000	7500	1500	15000
<b>SAJOUS Laurent</b>	15000	7500	1500	15000
<b>SANVEE Sophie</b>	15000	7500	1500	15000
<b>SCHWAM Marion</b>	15000	7500	1500	15000
<b>SOULET Nathalie</b>	7000	3500	700	7000
<b>STRZELECKI Aurelie</b>	15000	7500	1500	15000
<b>TIBERGHIEU Raphael</b>	15000	7500	1500	15000
<b>ZOELINIRINA-RAJAONESY Chantal</b>	15000	7500	1500	15000
<b>BERTHOMIEU Kenneth</b>	15000	7500	1500	15000
<b>CROS Emmanuelle</b>	15000	7500	1500	15000
<b>GAVALDA Elodie</b>	15000	7500	1500	15000
<b>VIDALAIN Claudine</b>	7000	3500	700	7000
<b>CABANEL Corinne</b>	15000	7500	1500	15000
<b>CALVET Anne</b>	7000	3500	700	7000

<b>CHAILLAN Michele</b>	15000	7500	1500	15000
<b>DABROWSKI Luc</b>	15000	7500	1500	15000
<b>LARROQUE Didier</b>	15000	7500	1500	15000
<b>PELISSOU Daniel</b>	15000	7500	1500	15000
<b>CHEVALIER Laura</b>	7000	3500	700	7000
<b>JAUGEAS Christele</b>	7000	3500	700	7000
<b>LELEU Catherine</b>	15000	7500	1500	15000
<b>MEYNIEL Jean-Francois</b>	15000	7500	1500	15000
<b>MOUHIB Mylene</b>	15000	7500	1500	15000
<b>PAYET Jean-Thierry</b>	15000	7500	1500	15000
<b>VERGNE Bruno</b>	15000	7500	1500	15000
<b>WICHTREY Nathalie</b>	15000	7500	1500	15000
<b>CALVET DE FRANCESCHI Alexis</b>	15000	7500	1500	15000
<b>CAVAILLES Jerome</b>	7000	3500	700	7000
<b>ESPEROU Nolwenn</b>	15000	7500	1500	15000
<b>FRAICHE Christine</b>	15000	7500	1500	15000
<b>LESCUYER Eric</b>	15000	7500	1500	15000
<b>PEREZ Sandra</b>	15000	7500	1500	15000
<b>ABADIE Dominique</b>	7000	3500	700	7000
<b>AIRAUDI Bruno</b>	7000	3500	700	7000
<b>BENRELEM Sofiane</b>	15000	7500	1500	15000
<b>BERGES Thierry</b>	7000	3500	700	7000
<b>BERTRAND Thomas</b>	7000	3500	700	7000
<b>BLANCO GIL Pedro</b>	7000	3500	700	7000
<b>BOHORQUEZ Christian</b>	15000	7500	1500	15000
<b>BROUCKE Herve</b>	15000	7500	1500	15000
<b>CIVADIER Julien</b>	7000	3500	700	7000
<b>DHUGUES Sandrine</b>	15000	7500	1500	15000
<b>DUCLAY Mylene</b>	15000	7500	1500	15000
<b>ESCATARY Jean-Claude</b>	15000	7500	1500	15000
<b>GALENT Norbert</b>	15000	7500	1500	15000
<b>GARBAJOSA Arnaud</b>	15000	7500	1500	15000
<b>GAUBERT Frederique</b>	7000	3500	700	7000
<b>GIROUSSENS Fabien</b>	7000	3500	700	7000
<b>GOURINAL Annie</b>	7000	3500	700	7000
<b>GRAY Julien</b>	7000	3500	700	7000
<b>JUSTAMON Elise</b>	15000	7500	1500	15000
<b>L'HOTE Romaric</b>	15000	7500	1500	15000
<b>LACOSTE Alain</b>	7000	3500	700	7000
<b>LAFFITAU Frank</b>	7000	3500	700	7000
<b>LECLERC Cecile</b>	7000	3500	700	7000
<b>MANNE Sebastien</b>	15000	7500	1500	15000
<b>MARY Jean-Luc</b>	7000	3500	700	7000

<b>MEREL Laura</b>	7000	3500	700	7000
<b>MEURISSE Muriel</b>	15000	7500	1500	15000
<b>MONRIBOT Jean-Jerome</b>	7000	3500	700	7000
<b>MONTAGNINI Laurent</b>	7000	3500	700	7000
<b>MORGANT Jacky</b>	7000	3500	700	7000
<b>PERILHOU Pierre</b>	7000	3500	700	7000
<b>POMAREDE Eric</b>	7000	3500	700	7000
<b>ROBERT Giovanni</b>	7000	3500	700	7000
<b>RWALINDA Pierre-Celestin</b>	15000	7500	1500	15000
<b>SAGNES Jerome</b>	15000	7500	1500	15000
<b>SCLAFER Laurent</b>	7000	3500	700	7000
<b>SEGUI Sebastien</b>	7000	3500	700	7000
<b>VAN POUCKE Pascal</b>	15000	7500	1500	15000
<b>VO THANH Maixent</b>	7000	3500	700	7000
<b>ACITORES Axel</b>	7000	3500	700	7000
<b>BOYER Frederic</b>	7000	3500	700	7000
<b>CHEVALDONNET Benjamin</b>	7000	3500	700	7000
<b>COREIXAS Stephane</b>	15000	7500	1500	15000
<b>CROUZET Florian</b>	7000	3500	700	7000
<b>DELAMAIDE Vincent</b>	7000	3500	700	7000
<b>DUMONT Laura</b>	7000	3500	700	7000
<b>DURIF Sandra</b>	15000	7500	1500	15000
<b>FERNANDES Jeremy</b>	7000	3500	700	7000
<b>GARZO Lionel</b>	7000	3500	700	7000
<b>GONZALEZ Miguel</b>	7000	3500	700	7000
<b>GRIMAUD Herve</b>	15000	7500	1500	15000
<b>JULIEN Marielle</b>	15000	7500	1500	15000
<b>LAURAIN Damien</b>	15000	7500	1500	15000
<b>MARTINEZ Marie</b>	7000	3500	700	7000
<b>MINICI Laura</b>	15000	7500	1500	15000
<b>MORCILLO Jeremy</b>	7000	3500	700	7000
<b>PETIT Marine</b>	15000	7500	1500	15000
<b>PINQUIE Sebastien</b>	7000	3500	700	7000
<b>PUEL Nicolas</b>	15000	7500	1500	15000
<b>PULBY Jerome</b>	15000	7500	1500	15000
<b>ROLLAND Stephanie</b>	7000	3500	700	7000
<b>ROUVIER Morgan</b>	7000	3500	700	7000
<b>SAVAJOLS Joseph</b>	7000	3500	700	7000
<b>ULPAT Caroline</b>	15000	7500	1500	15000
<b>BESSEY Franck</b>	15000	7500	1500	15000
<b>BOUCHEMA Philippe</b>	15000	7500	1500	15000
<b>CAPDEBOSCQ Nicolas</b>	15000	7500	1500	15000
<b>DELMAS Lilian</b>	7000	3500	700	7000

<b>GAUBERT Guillaume</b>	7000	3500	700	7000
<b>GAY Philippe</b>	15000	7500	1500	15000
<b>GOUAUX Jean-Louis</b>	15000	7500	1500	15000
<b>HEBRARD Frederic</b>	15000	7500	1500	15000
<b>HOCINE Malik</b>	15000	7500	1500	15000
<b>JACQUOT Laurence</b>	15000	7500	1500	15000
<b>JAVALOYES Thierry</b>	7000	3500	700	7000
<b>MALLERON Cristelle</b>	7000	3500	700	7000
<b>MERIC Sofia</b>	7000	3500	700	7000
<b>MEZAILLES Christopher</b>	7000	3500	700	7000
<b>QUERRY Nathalie</b>	7000	3500	700	7000
<b>SABATO Valerie</b>	15000	7500	1500	15000
<b>SCENNER Sandrine</b>	7000	3500	700	7000
<b>SERRES Jerome</b>	15000	7500	1500	15000
<b>TARDIF Philippe</b>	7000	3500	700	7000
<b>TUCOU Amaury</b>	15000	7500	1500	15000



**Annexe IV à la décision n° 2022/6 du 7 sept. 2022 du directeur régional *PILLON Jean-Michel***

**Liste des agents des douanes recevant délégation de signature**

**Pv « 406 » (contentieux voyageurs)**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Nom/prénom	Montant de l'amende	Montant droits et taxes	Valeur des marchandises
<b>SENTEX Sabine</b>	1500	7500	15000
<b>NGUYEN Claire</b>	1500	7500	15000
<b>AOUSSAR Bouazza</b>	1500	7500	15000
<b>BAGAN Amandine</b>	700	3500	7000
<b>BINTZ GILIBERT Agathe</b>	700	3500	7000
<b>CABANNE Sandrine</b>	700	3500	7000
<b>DELAMAIDE Quentin</b>	700	3500	7000
<b>DELAUX Julien</b>	700	3500	7000
<b>DELQUE Nathalie</b>	1500	7500	15000
<b>DEMOUGEOT Stephane</b>	700	3500	7000
<b>ESPOSITO Julien</b>	700	3500	7000
<b>FABRE Alexandre</b>	700	3500	7000
<b>FAIRN Eddy</b>	700	3500	7000
<b>FAUGERES Manon</b>	700	3500	7000
<b>FOURCADE Nicolas</b>	700	3500	7000
<b>GOSSE Renaud</b>	1500	7500	15000
<b>GUIBERT Baptiste</b>	700	3500	7000
<b>HEROUALI Abdelkader</b>	700	3500	7000
<b>JULIEN Yannick</b>	700	3500	7000
<b>KADRI Celine</b>	1500	7500	15000
<b>LANDREAU Charline</b>	700	3500	7000
<b>LECUTIER Olivier</b>	700	3500	7000
<b>MARLE Aurore</b>	700	3500	7000
<b>MATEU Julien</b>	700	3500	7000
<b>MONIE Stephanie</b>	1500	7500	15000
<b>MOROTTI Thomas</b>	700	3500	7000
<b>NAUDY Jean-Marc</b>	1500	7500	15000
<b>RIBERE Stephane</b>	1500	7500	15000
<b>ROCA ARANDA Carine</b>	1500	7500	15000
<b>ROQUE Joelle</b>	1500	7500	15000
<b>ZUBELI Xavier</b>	700	3500	7000
<b>BAGAGE Romain</b>	1500	7500	15000
<b>BION Paul</b>	700	3500	7000
<b>CAUQUIL Jerome</b>	1500	7500	15000

<b>COLIN Arnaud</b>	700	3500	7000
<b>DOUMEKSA Abderrahim</b>	1500	7500	15000
<b>DUTAUD Julien</b>	700	3500	7000
<b>GUERIN Jeremy</b>	1500	7500	15000
<b>JULIAN Anais</b>	1500	7500	15000
<b>MOSSAN Alix</b>	1500	7500	15000
<b>MUSSGNUG Michael</b>	1500	7500	15000
<b>POMIES Julien</b>	1500	7500	15000
<b>SCHUTT Victoria</b>	1500	7500	15000
<b>YASSIN Victor</b>	1500	7500	15000
<b>MAHIOUS Salim</b>	1500	7500	15000
<b>MIGNARD-SERE Severine</b>	1500	7500	15000
<b>PETIT-RAGARU Agnes</b>	1500	7500	15000
<b>SEGOUFFIN Romain</b>	1500	7500	15000
<b>BERDAHAM Faycal</b>	700	3500	7000
<b>BERTRAND Marie-Camille</b>	1500	7500	15000
<b>CABELLO Muriel</b>	1500	7500	15000
<b>CONSTANS Philippe</b>	1500	7500	15000
<b>CORREIA Mikael</b>	1500	7500	15000
<b>ESTIBAL Florent</b>	1500	7500	15000
<b>GESSE Aurelie</b>	700	3500	7000
<b>GROS Jennifer</b>	700	3500	7000
<b>HAMON Thomas</b>	1500	7500	15000
<b>ILLY Lucas</b>	700	3500	7000
<b>LODDO Benjamin</b>	700	3500	7000
<b>MANDER Mathieu</b>	700	3500	7000
<b>MARTINS Guillaume</b>	700	3500	7000
<b>PORTIER Guillaume</b>	700	3500	7000
<b>QUARANTA Mickael</b>	700	3500	7000
<b>SAIARI Anais</b>	700	3500	7000
<b>SOULLIER Claire</b>	1500	7500	15000
<b>TERRIER Ludivine</b>	1500	7500	15000
<b>THIBAUT Frederic</b>	700	3500	7000
<b>ARSICAUD Christophe</b>	1500	7500	15000
<b>BONA Helene</b>	700	3500	7000
<b>BOUSQUIE Samantha</b>	700	3500	7000
<b>CATHALA Carole</b>	1500	7500	15000
<b>CHASSAIN Gaelle</b>	700	3500	7000
<b>CHICOT Florence</b>	700	3500	7000
<b>CRABOL Guilhem</b>	1500	7500	15000
<b>D'HERBOMEZ Pascal</b>	1500	7500	15000
<b>FAUCANIE Caroline</b>	1500	7500	15000
<b>GENDRE Simon</b>	700	3500	7000

<b>GERON Olivier</b>	1500	7500	15000
<b>GRIMART Jean-Christophe</b>	1500	7500	15000
<b>LAMART Amael</b>	700	3500	7000
<b>NICOD Christophe</b>	700	3500	7000
<b>NOCQUE Julie</b>	700	3500	7000
<b>OMBRET Regis</b>	700	3500	7000
<b>ROHART Yann</b>	700	3500	7000
<b>STACCHETTI Fabienne</b>	1500	7500	15000
<b>CABANEL Corinne</b>	1500	7500	15000
<b>CHAILLAN Michele</b>	1500	7500	15000
<b>DABROWSKI Luc</b>	1500	7500	15000
<b>LARROQUE Didier</b>	1500	7500	15000
<b>PELISSOU Daniel</b>	1500	7500	15000
<b>ABADIE Dominique</b>	1500	7500	15000
<b>AIRAUDI Bruno</b>	700	3500	7000
<b>BENRELEM Sofiane</b>	1500	7500	15000
<b>BERGES Thierry</b>	1500	7500	15000
<b>BERTRAND Thomas</b>	700	3500	7000
<b>BLANCO GIL Pedro</b>	700	3500	7000
<b>BOHORQUEZ Christian</b>	1500	7500	15000
<b>BROUCKE Herve</b>	1500	7500	15000
<b>CIVADIER Julien</b>	700	3500	7000
<b>DHUGUES Sandrine</b>	1500	7500	15000
<b>DUCLAY Mylene</b>	1500	7500	15000
<b>ESCATARY Jean-Claude</b>	1500	7500	15000
<b>GALENT Norbert</b>	1500	7500	15000
<b>GARBAJOSA Arnaud</b>	1500	7500	15000
<b>GAUBERT Frederique</b>	700	3500	7000
<b>GIROUSSENS Fabien</b>	700	3500	7000
<b>GOURINAL Annie</b>	700	3500	7000
<b>GRAY Julien</b>	700	3500	7000
<b>JUSTAMON Elise</b>	1500	7500	15000
<b>L'HOTE Romaric</b>	1500	7500	15000
<b>LACOSTE Alain</b>	700	3500	7000
<b>LAFFITAU Frank</b>	1500	7500	15000
<b>LECLERC Cecile</b>	700	3500	7000
<b>MANNE Sebastien</b>	1500	7500	15000
<b>MARY Jean-Luc</b>	700	3500	7000
<b>MEREL Laura</b>	700	3500	7000
<b>MEURISSE Muriel</b>	1500	7500	15000
<b>MONRIBOT Jean-Jerome</b>	700	3500	7000
<b>MONTAGNINI Laurent</b>	700	3500	7000
<b>MORGANT Jacky</b>	700	3500	7000

<b>PERILHOU Pierre</b>	700	3500	7000
<b>POMAREDE Eric</b>	700	3500	7000
<b>ROBERT Giovanni</b>	700	3500	7000
<b>RWALINDA Pierre-Celestin</b>	1500	7500	15000
<b>SAGNES Jerome</b>	1500	7500	15000
<b>SCLAFER Laurent</b>	700	3500	7000
<b>SEGUI Sebastien</b>	700	3500	7000
<b>VAN POUCKE Pascal</b>	1500	7500	15000
<b>VO THANH Maixent</b>	700	3500	7000
<b>ACITORES Axel</b>	700	3500	7000
<b>BOYER Frederic</b>	700	3500	7000
<b>CHEVALDONNET Benjamin</b>	700	3500	7000
<b>COREIXAS Stephane</b>	1500	7500	15000
<b>CROUZET Florian</b>	700	3500	7000
<b>DELAMAIDE Vincent</b>	700	3500	7000
<b>DUMONT Laura</b>	700	3500	7000
<b>DURIF Sandra</b>	1500	7500	15000
<b>FERNANDES Jeremy</b>	700	3500	7000
<b>GARZO Lionel</b>	700	3500	7000
<b>GONZALEZ Miguel</b>	700	3500	7000
<b>GRIMAUD Herve</b>	1500	7500	15000
<b>JULIEN Marielle</b>	1500	7500	15000
<b>LAURAIN Damien</b>	1500	7500	15000
<b>MARTINEZ Marie</b>	700	3500	7000
<b>MINICI Laura</b>	1500	7500	15000
<b>MORCILLO Jeremy</b>	700	3500	7000
<b>PETIT Marine</b>	1500	7500	15000
<b>PINQUIE Sebastien</b>	700	3500	7000
<b>PUEL Nicolas</b>	1500	7500	15000
<b>PULBY Jerome</b>	1500	7500	15000
<b>ROLLAND Stephanie</b>	700	3500	7000
<b>ROUVIER Morgan</b>	700	3500	7000
<b>SAVAJOLS Joseph</b>	700	3500	7000
<b>ULPAT Caroline</b>	1500	7500	15000
<b>BESSEY Franck</b>	1500	7500	15000
<b>BOUCHEMA Philippe</b>	1500	7500	15000
<b>CAPDEBOSCQ Nicolas</b>	1500	7500	15000
<b>DELMAS Lilian</b>	700	3500	7000
<b>GAUBERT Guillaume</b>	700	3500	7000
<b>GAY Philippe</b>	1500	7500	15000
<b>GOUAUX Jean-Louis</b>	1500	7500	15000
<b>HEBRARD Frederic</b>	1500	7500	15000
<b>HOCINE Malik</b>	1500	7500	15000

<b>JACQUOT Laurence</b>	1500	7500	15000
<b>JAVALOYES Thierry</b>	700	3500	7000
<b>MALLERON Cristelle</b>	700	3500	7000
<b>MERIC Sofia</b>	700	3500	7000
<b>MEZAILLES Christopher</b>	700	3500	7000
<b>QUERRY Nathalie</b>	700	3500	7000
<b>SABATO Valerie</b>	1500	7500	15000
<b>SCENNER Sandrine</b>	700	3500	7000
<b>SERRES Jerome</b>	1500	7500	15000
<b>TARDIF Philippe</b>	700	3500	7000
<b>TUCOU Amaury</b>	1500	7500	15000

**Liste des agents des douanes recevant délégation de signature****Pv« 420D », « 420 », « 421 » (contravention et délit douaniers)**Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Nom/prénom	Montant de l'amende	Montant droits et taxes	Valeur des marchandises
LAFAGE Sylvie	15000	50000	125000
SENTEX Sabine	3000	10000	30000
NGUYEN Claire	3000	10000	30000
MASLIES LATAPIE Philippe	15000	50000	125000
HARIOT Lucien	6000	15000	60000
AOUSSAR Bouazza	1500	7500	15000
BAGAN Amandine	700	3500	7000
BINTZ GILIBERT Agathe	700	3500	7000
CABANNE Sandrine	700	3500	7000
DELAMAIDE Quentin	700	3500	7000
DELAUX Julien	700	3500	7000
DELQUE Nathalie	1500	7500	15000
DEMOUGEOT Stephane	700	3500	7000
ESPOSITO Julien	700	3500	7000
FABRE Alexandre	700	3500	7000
FAIRN Eddy	700	3500	7000
FAUGERES Manon	700	3500	7000
FOURCADE Nicolas	700	3500	7000
GOSSE Renaud	1500	7500	15000
GUIBERT Baptiste	700	3500	7000
HEROUALI Abdelkader	700	3500	7000
JULIEN Yannick	700	3500	7000
KADRI Celine	1500	7500	15000
LANDREAU Charline	700	3500	7000
LECUTIER Olivier	700	3500	7000
MARLE Aurore	700	3500	7000
MATEU Julien	700	3500	7000
MONIE Stephanie	3000	10000	30000
MOROTTI Thomas	700	3500	7000
NAUDY Jean-Marc	1500	7500	15000
RIBERE Stephane	1500	7500	15000
ROCA ARANDA Carine	1500	7500	15000
ROQUE Joelle	1500	7500	15000
ZUBELI Xavier	700	3500	7000

<b>BAGAGE Romain</b>	1500	7500	15000
<b>BION Paul</b>	700	3500	7000
<b>CAUQUIL Jerome</b>	1500	7500	15000
<b>COLIN Arnaud</b>	700	3500	7000
<b>DOUMEKSA Abderrahim</b>	1500	7500	15000
<b>DUTAUD Julien</b>	700	3500	7000
<b>GUERIN Jeremy</b>	1500	7500	15000
<b>JULIAN Anais</b>	1500	7500	15000
<b>MOSSAN Alix</b>	1500	7500	15000
<b>MUSSGNUG Michael</b>	1500	7500	15000
<b>POMIES Julien</b>	1500	7500	15000
<b>SCHUTT Victoria</b>	1500	7500	15000
<b>YASSIN Victor</b>	1500	7500	15000
<b>PREVOT Damien</b>	1500	7500	15000
<b>RANNOU Florence</b>	1500	7500	15000
<b>SPADOTTI Jean-Jacques</b>	1500	7500	15000
<b>MAHIOUS Salim</b>	1500	7500	15000
<b>MIGNARD-SERE Severine</b>	1500	7500	15000
<b>PETIT-RAGARU Agnes</b>	3000	10000	30000
<b>SEGOUFFIN Romain</b>	1500	7500	15000
<b>BERDAHAM Faycal</b>	700	3500	7000
<b>BERTRAND Marie-Camille</b>	1500	7500	15000
<b>CABELLO Muriel</b>	3000	10000	30000
<b>CONSTANS Philippe</b>	1500	7500	15000
<b>CORREIA Mikael</b>	1500	7500	15000
<b>ESTIBAL Florent</b>	1500	7500	15000
<b>GESSE Aurelie</b>	700	3500	7000
<b>GROS Jennifer</b>	700	3500	7000
<b>HAMON Thomas</b>	1500	7500	15000
<b>ILLY Lucas</b>	700	3500	7000
<b>LODDO Benjamin</b>	700	3500	7000
<b>MANDER Mathieu</b>	700	3500	7000
<b>MARTINS Guillaume</b>	700	3500	7000
<b>PORTIER Guillaume</b>	700	3500	7000
<b>QUARANTA Mickael</b>	700	3500	7000
<b>SAIARI Anais</b>	700	3500	7000
<b>SOULLIER Claire</b>	1500	7500	15000
<b>TERRIER Ludivine</b>	1500	7500	15000
<b>THIBAUT Frederic</b>	700	3500	7000
<b>ARSICAUD Christophe</b>	1500	7500	15000
<b>BONA Helene</b>	700	3500	7000
<b>BOUSQUIE Samantha</b>	700	3500	7000
<b>CATHALA Carole</b>	1500	7500	15000

<b>CHASSAIN Gaelle</b>	700	3500	7000
<b>CHICOT Florence</b>	700	3500	7000
<b>CRABOL Guilhem</b>	1500	7500	15000
<b>D'HERBOMEZ Pascal</b>	1500	7500	15000
<b>FAUCANIE Caroline</b>	1500	7500	15000
<b>GENDRE Simon</b>	700	3500	7000
<b>GERON Olivier</b>	1500	7500	15000
<b>GRIMART Jean-Christophe</b>	1500	7500	15000
<b>LAMART Amael</b>	700	3500	7000
<b>NICOD Christophe</b>	700	3500	7000
<b>NOCQUE Julie</b>	700	3500	7000
<b>OMBRET Regis</b>	700	3500	7000
<b>ROHART Yann</b>	700	3500	7000
<b>STACCHETTI Fabienne</b>	1500	7500	15000
<b>ALLOUCH Daniel</b>	1500	7500	15000
<b>BRAS Maxime</b>	3000	10000	30000
<b>CASTERA Evelyne</b>	700	3500	7000
<b>DARRIET Beatrice</b>	3000	10000	30000
<b>FERNANDEZ Eric</b>	1500	7500	15000
<b>FUNES Severine</b>	3000	10000	30000
<b>GAUTIER Carole</b>	1500	7500	15000
<b>HAMBLI Said</b>	1500	7500	15000
<b>LOULMET Pierre</b>	1500	7500	15000
<b>MAINI Corinne</b>	1500	7500	15000
<b>MASSE Françoise</b>	3000	10000	30000
<b>MAZIERES Evelyne</b>	1500	7500	15000
<b>NIFENECKER Jean</b>	1500	7500	15000
<b>ROGET Gerard</b>	1500	7500	15000
<b>STEFANIAK Nancy</b>	700	3500	7000
<b>COULONGEON Sandrine</b>	6000	15000	60000
<b>GARRIC Jean-Claude</b>	6000	15000	60000
<b>ABBAD Manon</b>	1500	7500	15000
<b>AGUERO Brigitte</b>	1500	7500	15000
<b>AGUERO Marc</b>	3000	10000	30000
<b>ARMENGAUD Sandrine</b>	1500	7500	15000
<b>ARNAL Nadine</b>	3000	10000	30000
<b>AUDROIN Clement</b>	700	3500	7000
<b>BESSEY Christine</b>	3000	10000	30000
<b>BOISNOIR Yvelise</b>	700	3500	7000
<b>BOUCHARDY Eric</b>	3000	10000	30000
<b>BOURREAU Vincent</b>	1500	7500	15000
<b>BRIOUX Marine</b>	1500	7500	15000
<b>BRISE Florian</b>	1500	7500	15000



<b>CARTA Stephane</b>	3000	10000	30000
<b>CASAUX Nathalie</b>	1500	7500	15000
<b>CHAKORI Anouar</b>	1500	7500	15000
<b>CORTADE Cathy</b>	3000	10000	30000
<b>COURSIN Guillaume</b>	1500	7500	15000
<b>DELLUC Hugo</b>	3000	10000	30000
<b>DELMAS Audrey</b>	3000	10000	30000
<b>DIAS DAS ALMAS Yvan</b>	700	3500	7000
<b>DORIATH Marie-Line</b>	3000	10000	30000
<b>DUFEE Kevin</b>	1500	7500	15000
<b>ELHORGA Yves</b>	1500	7500	15000
<b>ER ROUSSI Khalid</b>	1500	7500	15000
<b>ESPINASSE Laetitia</b>	1500	7500	15000
<b>FABRE Celine</b>	1500	7500	15000
<b>FAYE Beatrice</b>	3000	10000	30000
<b>GARBES Pierre</b>	3000	10000	30000
<b>GHARBI Mohamed-Hamza</b>	1500	7500	15000
<b>GUILLERM-LAMBERT Virginie</b>	1500	7500	15000
<b>HARMEL Sandra</b>	3000	10000	30000
<b>HOULLIER Philippe</b>	3000	10000	30000
<b>LALANDE Elodie</b>	1500	7500	15000
<b>LANGLOIS Cyril</b>	3000	10000	30000
<b>LAZARY Jean-Christophe</b>	1500	7500	15000
<b>LE MAGUER Nolwenn</b>	1500	7500	15000
<b>LESCLAUX Vincent</b>	3000	10000	30000
<b>LESTRADE Nicole</b>	3000	10000	30000
<b>MIGLIORE Sylvie</b>	3000	10000	30000
<b>MONTELEONE Olivier</b>	1500	7500	15000
<b>MOREL Flavie</b>	3000	10000	30000
<b>MOREL Djamila</b>	1500	7500	15000
<b>NICOLAS Marlene</b>	1500	7500	15000
<b>NUNC Sophie</b>	3000	10000	30000
<b>OCCHIPINTI Bernard</b>	1500	7500	15000
<b>OMARI Zorha</b>	1500	7500	15000
<b>OSER Emeline</b>	3000	10000	30000
<b>PAVY Laurence</b>	3000	10000	30000
<b>PETIT Françoise</b>	1500	7500	15000
<b>PICOT Sandrine</b>	700	3500	7000
<b>POINT Laurence</b>	3000	10000	30000
<b>POUSSAINT Fanny</b>	3000	10000	30000
<b>RIBOULEAU Christophe</b>	1500	7500	15000
<b>ROBINEL Cedric</b>	3000	10000	30000
<b>ROMERO Alexandre</b>	3000	10000	30000

<b>ROUQUET Jerome</b>	1500	7500	15000
<b>SAJOUS Laurent</b>	3000	10000	30000
<b>SANVEE Sophie</b>	1500	7500	15000
<b>SCHWAM Marion</b>	1500	7500	15000
<b>SOULET Nathalie</b>	700	3500	7000
<b>STRZELECKI Aurelie</b>	3000	10000	30000
<b>TIBERGHIEU Raphael</b>	1500	7500	15000
<b>ZOELINIRINA-RAJAONESY Chantal</b>	1500	7500	15000
<b>BERTHOMIEU Kenneth</b>	1500	7500	15000
<b>CROS Emmanuelle</b>	3000	10000	30000
<b>GAVALDA Elodie</b>	1500	7500	15000
<b>VIDALAIN Claudine</b>	700	3500	7000
<b>CABANEL Corinne</b>	1500	7500	15000
<b>CALVET Anne</b>	700	3500	7000
<b>CHAILLAN Michele</b>	1500	7500	15000
<b>DABROWSKI Luc</b>	1500	7500	15000
<b>LARROQUE Didier</b>	1500	7500	15000
<b>PELISSOU Daniel</b>	3000	10000	30000
<b>CHEVALIER Laura</b>	700	3500	7000
<b>JAUGEAS Christele</b>	700	3500	7000
<b>LELEU Catherine</b>	3000	10000	30000
<b>MEYNIEL Jean-Francois</b>	1500	7500	15000
<b>MOUHIB Mylene</b>	1500	7500	15000
<b>PAYET Jean-Thierry</b>	1500	7500	15000
<b>VERGNE Bruno</b>	1500	7500	15000
<b>WICHTREY Nathalie</b>	1500	7500	15000
<b>ABADIE Dominique</b>	1500	7500	15000
<b>AIRAUDI Bruno</b>	700	3500	7000
<b>BENRELEM Sofiane</b>	1500	7500	15000
<b>BERGES Thierry</b>	1500	7500	15000
<b>BERTRAND Thomas</b>	700	3500	7000
<b>BLANCO GIL Pedro</b>	700	3500	7000
<b>BOHORQUEZ Christian</b>	1500	7500	15000
<b>BROUCKE Herve</b>	1500	7500	15000
<b>CIVADIER Julien</b>	700	3500	7000
<b>DHUGUES Sandrine</b>	1500	7500	15000
<b>DUCLAY Mylene</b>	3000	10000	30000
<b>ESCATARY Jean-Claude</b>	3000	10000	30000
<b>GALENT Norbert</b>	1500	7500	15000
<b>GARBAJOSA Arnaud</b>	1500	7500	15000
<b>GAUBERT Frederique</b>	700	3500	7000
<b>GIROUSSENS Fabien</b>	700	3500	7000
<b>GOURINAL Annie</b>	700	3500	7000

<b>GRAY Julien</b>	700	3500	7000
<b>JUSTAMON Elise</b>	1500	7500	15000
<b>L'HOTE Romaric</b>	1500	7500	15000
<b>LACOSTE Alain</b>	700	3500	7000
<b>LAFFITAU Frank</b>	1500	7500	15000
<b>LECLERC Cecile</b>	700	3500	7000
<b>MANNE Sebastien</b>	1500	7500	15000
<b>MARY Jean-Luc</b>	700	3500	7000
<b>MEREL Laura</b>	700	3500	7000
<b>MEURISSE Muriel</b>	1500	7500	15000
<b>MONRIBOT Jean-Jerome</b>	700	3500	7000
<b>MONTAGNINI Laurent</b>	700	3500	7000
<b>MORGANT Jacky</b>	700	3500	7000
<b>PERILHOU Pierre</b>	700	3500	7000
<b>POMAREDE Eric</b>	700	3500	7000
<b>ROBERT Giovanni</b>	700	3500	7000
<b>RWALINDA Pierre-Celestin</b>	1500	7500	15000
<b>SAGNES Jerome</b>	1500	7500	15000
<b>SCLAFER Laurent</b>	700	3500	7000
<b>SEGUI Sebastien</b>	700	3500	7000
<b>VAN POUCKE Pascal</b>	1500	7500	15000
<b>VO THANH Maixent</b>	700	3500	7000
<b>ACITORES Axel</b>	700	3500	7000
<b>BOYER Frederic</b>	700	3500	7000
<b>CHEVALDONNET Benjamin</b>	700	3500	7000
<b>COREIXAS Stephane</b>	1500	7500	15000
<b>CROUZET Florian</b>	700	3500	7000
<b>DELAMAIDE Vincent</b>	700	3500	7000
<b>DUMONT Laura</b>	700	3500	7000
<b>DURIF Sandra</b>	1500	7500	15000
<b>FERNANDES Jeremy</b>	700	3500	7000
<b>GARZO Lionel</b>	700	3500	7000
<b>GONZALEZ Miguel</b>	700	3500	7000
<b>GRIMAUD Herve</b>	1500	7500	15000
<b>JULIEN Marielle</b>	1500	7500	15000
<b>LAURAIN Damien</b>	1500	7500	15000
<b>MARTINEZ Marie</b>	700	3500	7000
<b>MINICI Laura</b>	1500	7500	15000
<b>MORCILLO Jeremy</b>	700	3500	7000
<b>PETIT Marine</b>	1500	7500	15000
<b>PINQUIE Sebastien</b>	700	3500	7000
<b>PUEL Nicolas</b>	1500	7500	15000
<b>PULBY Jerome</b>	1500	7500	15000

<b>ROLLAND Stephanie</b>	700	3500	7000
<b>ROUVIER Morgan</b>	700	3500	7000
<b>SAVAJOLS Joseph</b>	700	3500	7000
<b>ULPAT Caroline</b>	1500	7500	15000
<b>BESSEY Franck</b>	1500	7500	15000
<b>BOUCHEMA Philippe</b>	1500	7500	15000
<b>CAPDEBOSCQ Nicolas</b>	1500	7500	15000
<b>DELMAS Lilian</b>	700	3500	7000
<b>GAUBERT Guillaume</b>	700	3500	7000
<b>GAY Philippe</b>	1500	7500	15000
<b>GOUAUX Jean-Louis</b>	1500	7500	15000
<b>HEBRARD Frederic</b>	1500	7500	15000
<b>HOCINE Malik</b>	1500	7500	15000
<b>JACQUOT Laurence</b>	1500	7500	15000
<b>JAVALOYES Thierry</b>	700	3500	7000
<b>MALLERON Cristelle</b>	700	3500	7000
<b>MERIC Sofia</b>	700	3500	7000
<b>MEZAILLES Christopher</b>	700	3500	7000
<b>QUERRY Nathalie</b>	700	3500	7000
<b>SABATO Valerie</b>	1500	7500	15000
<b>SCENNER Sandrine</b>	700	3500	7000
<b>SERRES Jerome</b>	1500	7500	15000
<b>TARDIF Philippe</b>	700	3500	7000
<b>TUCOU Amaury</b>	1500	7500	15000

**Annexe VI à la décision n° 2022/6 du 7 sept. 2022 du directeur régional *PILLON Jean-Michel***

**Liste des agents des douanes recevant délégation de signature**

**TRANSACTION « 421 » (contravention et délit douaniers)**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

<b>Nom/prénom</b>	<b>Montant de l'amende</b>	<b>Montant droits et taxes</b>	<b>Valeur des marchandises</b>
<b>LAFAGE Sylvie</b>	15000	50000	125000
<b>SENTEX Sabine</b>	3000	10000	30000
<b>NGUYEN Claire</b>	3000	10000	30000
<b>MASLIES LATAPIE Philippe</b>	15000	50000	125000
<b>HARIOT Lucien</b>	6000	15000	60000
<b>AOUSSAR Bouazza</b>	1500	7500	15000
<b>BAGAN Amandine</b>	700	3500	7000
<b>BINTZ GILIBERT Agathe</b>	700	3500	7000
<b>CABANNE Sandrine</b>	700	3500	7000
<b>DELAMAIDE Quentin</b>	700	3500	7000
<b>DELAUX Julien</b>	700	3500	7000
<b>DELQUE Nathalie</b>	1500	7500	15000
<b>DEMOUGEOT Stephane</b>	700	3500	7000
<b>ESPOSITO Julien</b>	700	3500	7000
<b>FABRE Alexandre</b>	700	3500	7000
<b>FAIRN Eddy</b>	700	3500	7000
<b>FAUGERES Manon</b>	700	3500	7000
<b>FOURCADE Nicolas</b>	700	3500	7000
<b>GOSSE Renaud</b>	1500	7500	15000
<b>GUIBERT Baptiste</b>	700	3500	7000
<b>HEROUALI Abdelkader</b>	700	3500	7000
<b>JULIEN Yannick</b>	700	3500	7000
<b>KADRI Celine</b>	1500	7500	15000
<b>LANDREAU Charline</b>	700	3500	7000
<b>LECUTIER Olivier</b>	700	3500	7000
<b>MARLE Aurore</b>	700	3500	7000
<b>MATEU Julien</b>	700	3500	7000
<b>MONIE Stephanie</b>	3000	10000	30000
<b>MOROTTI Thomas</b>	700	3500	7000
<b>NAUDY Jean-Marc</b>	1500	7500	15000
<b>RIBERE Stephane</b>	1500	7500	15000
<b>ROCA ARANDA Carine</b>	1500	7500	15000
<b>ROQUE Joelle</b>	1500	7500	15000
<b>ZUBELI Xavier</b>	700	3500	7000

<b>BAGAGE Romain</b>	1500	7500	15000
<b>BION Paul</b>	700	3500	7000
<b>CAUQUIL Jerome</b>	1500	7500	15000
<b>COLIN Arnaud</b>	700	3500	7000
<b>DOUMEKSA Abderrahim</b>	1500	7500	15000
<b>DUTAUD Julien</b>	700	3500	7000
<b>GUERIN Jeremy</b>	1500	7500	15000
<b>JULIAN Anais</b>	1500	7500	15000
<b>MOSSAN Alix</b>	1500	7500	15000
<b>MUSSGNUG Michael</b>	1500	7500	15000
<b>POMIES Julien</b>	1500	7500	15000
<b>SCHUTT Victoria</b>	1500	7500	15000
<b>YASSIN Victor</b>	1500	7500	15000
<b>PREVOT Damien</b>	1500	7500	15000
<b>RANNOU Florence</b>	1500	7500	15000
<b>SPADOTTI Jean-Jacques</b>	1500	7500	15000
<b>MAHIOUS Salim</b>	1500	7500	15000
<b>MIGNARD-SERE Severine</b>	1500	7500	15000
<b>PETIT-RAGARU Agnes</b>	3000	10000	30000
<b>SEGOUFFIN Romain</b>	1500	7500	15000
<b>BERDAHAM Faycal</b>	700	3500	7000
<b>BERTRAND Marie-Camille</b>	1500	7500	15000
<b>CABELLO Muriel</b>	3000	10000	30000
<b>CONSTANS Philippe</b>	1500	7500	15000
<b>CORREIA Mikael</b>	1500	7500	15000
<b>ESTIBAL Florent</b>	1500	7500	15000
<b>GESSE Aurelie</b>	700	3500	7000
<b>GROS Jennifer</b>	700	3500	7000
<b>HAMON Thomas</b>	1500	7500	15000
<b>ILLY Lucas</b>	700	3500	7000
<b>LODDO Benjamin</b>	700	3500	7000
<b>MANDER Mathieu</b>	700	3500	7000
<b>MARTINS Guillaume</b>	700	3500	7000
<b>PORTIER Guillaume</b>	700	3500	7000
<b>QUARANTA Mickael</b>	700	3500	7000
<b>SAIARI Anais</b>	700	3500	7000
<b>SOULLIER Claire</b>	1500	7500	15000
<b>TERRIER Ludivine</b>	1500	7500	15000
<b>THIBAUT Frederic</b>	700	3500	7000
<b>ARSICAUD Christophe</b>	1500	7500	15000
<b>BONA Helene</b>	700	3500	7000
<b>BOUSQUIE Samantha</b>	700	3500	7000
<b>CATHALA Carole</b>	1500	7500	15000

<b>CHASSAIN Gaelle</b>	700	3500	7000
<b>CHICOT Florence</b>	700	3500	7000
<b>CRABOL Guilhem</b>	1500	7500	15000
<b>D'HERBOMEZ Pascal</b>	1500	7500	15000
<b>FAUCANIE Caroline</b>	1500	7500	15000
<b>GENDRE Simon</b>	700	3500	7000
<b>GERON Olivier</b>	1500	7500	15000
<b>GRIMART Jean-Christophe</b>	1500	7500	15000
<b>LAMART Amael</b>	700	3500	7000
<b>NICOD Christophe</b>	700	3500	7000
<b>NOCQUE Julie</b>	700	3500	7000
<b>OMBRET Regis</b>	700	3500	7000
<b>ROHART Yann</b>	700	3500	7000
<b>STACCHETTI Fabienne</b>	1500	7500	15000
<b>ALLOUCH Daniel</b>	1500	7500	15000
<b>BRAS Maxime</b>	3000	10000	30000
<b>CASTERA Evelyne</b>	700	3500	7000
<b>DARRIET Beatrice</b>	3000	10000	30000
<b>FERNANDEZ Eric</b>	1500	7500	15000
<b>FUNES Severine</b>	3000	10000	30000
<b>GAUTIER Carole</b>	1500	7500	15000
<b>HAMBLI Said</b>	1500	7500	15000
<b>LOULMET Pierre</b>	1500	7500	15000
<b>MAINI Corinne</b>	1500	7500	15000
<b>MASSE Françoise</b>	3000	10000	30000
<b>MAZIERES Evelyne</b>	1500	7500	15000
<b>NIFENECKER Jean</b>	1500	7500	15000
<b>ROGET Gerard</b>	1500	7500	15000
<b>STEFANIAK Nancy</b>	700	3500	7000
<b>COULONGEON Sandrine</b>	6000	15000	60000
<b>GARRIC Jean-Claude</b>	6000	15000	60000
<b>ABBAD Manon</b>	1500	7500	15000
<b>AGUERO Brigitte</b>	1500	7500	15000
<b>AGUERO Marc</b>	3000	10000	30000
<b>ARMENGAUD Sandrine</b>	1500	7500	15000
<b>ARNAL Nadine</b>	3000	10000	30000
<b>AUDROIN Clement</b>	700	3500	7000
<b>BESSEY Christine</b>	3000	10000	30000
<b>BOISNOIR Yvelise</b>	700	3500	7000
<b>BOUCHARDY Eric</b>	3000	10000	30000
<b>BOURREAU Vincent</b>	1500	7500	15000
<b>BRIOUX Marine</b>	1500	7500	15000
<b>BRISE Florian</b>	1500	7500	15000

<b>CARTA Stephane</b>	3000	10000	30000
<b>CASAUX Nathalie</b>	1500	7500	15000
<b>CHAKORI Anouar</b>	1500	7500	15000
<b>CORTADE Cathy</b>	3000	10000	30000
<b>COURSIN Guillaume</b>	1500	7500	15000
<b>DELLUC Hugo</b>	3000	10000	30000
<b>DELMAS Audrey</b>	3000	10000	30000
<b>DIAS DAS ALMAS Yvan</b>	700	3500	7000
<b>DORIATH Marie-Line</b>	3000	10000	30000
<b>DUFEE Kevin</b>	1500	7500	15000
<b>ELHORGA Yves</b>	1500	7500	15000
<b>ER ROUSSI Khalid</b>	1500	7500	15000
<b>ESPINASSE Laetitia</b>	1500	7500	15000
<b>FABRE Celine</b>	1500	7500	15000
<b>FAYE Beatrice</b>	3000	10000	30000
<b>GARBES Pierre</b>	3000	10000	30000
<b>GHARBI Mohamed-Hamza</b>	1500	7500	15000
<b>GUILLEM-LAMBERT Virginie</b>	1500	7500	15000
<b>HARMEL Sandra</b>	3000	10000	30000
<b>HOULLIER Philippe</b>	3000	10000	30000
<b>LALANDE Elodie</b>	1500	7500	15000
<b>LANGLOIS Cyril</b>	3000	10000	30000
<b>LAZARY Jean-Christophe</b>	1500	7500	15000
<b>LE MAGUER Nolwenn</b>	1500	7500	15000
<b>LESCLAUX Vincent</b>	3000	10000	30000
<b>LESTRADE Nicole</b>	3000	10000	30000
<b>MIGLIORE Sylvie</b>	3000	10000	30000
<b>MONTELEONE Olivier</b>	1500	7500	15000
<b>MOREL Djamila</b>	1500	7500	15000
<b>MOREL Flavie</b>	3000	10000	30000
<b>NICOLAS Marlene</b>	1500	7500	15000
<b>NUNC Sophie</b>	3000	10000	30000
<b>OCCHIPINTI Bernard</b>	1500	7500	15000
<b>OMARI Zorha</b>	1500	7500	15000
<b>OSER Emeline</b>	3000	10000	30000
<b>PAVY Laurence</b>	3000	10000	30000
<b>PETIT Françoise</b>	1500	7500	15000
<b>PICOT Sandrine</b>	700	3500	7000
<b>POINT Laurence</b>	3000	10000	30000
<b>POUSSAINT Fanny</b>	3000	10000	30000
<b>RIBOULEAU Christophe</b>	1500	7500	15000
<b>ROBINEL Cedric</b>	3000	10000	30000
<b>ROMERO Alexandre</b>	3000	10000	30000



<b>ROUQUET Jerome</b>	1500	7500	15000
<b>SAJOUS Laurent</b>	3000	10000	30000
<b>SANVEE Sophie</b>	1500	7500	15000
<b>SCHWAM Marion</b>	1500	7500	15000
<b>SOULET Nathalie</b>	700	3500	7000
<b>STRZELECKI Aurelie</b>	3000	10000	30000
<b>TIBERGHIEU Raphael</b>	1500	7500	15000
<b>ZOELINIRINA-RAJAONESY Chantal</b>	1500	7500	15000
<b>BERTHOMIEU Kenneth</b>	1500	7500	15000
<b>CROS Emmanuelle</b>	3000	10000	30000
<b>GAVALDA Elodie</b>	1500	7500	15000
<b>VIDALAIN Claudine</b>	700	3500	7000
<b>CABANEL Corinne</b>	1500	7500	15000
<b>CALVET Anne</b>	700	3500	7000
<b>CHAILLAN Michele</b>	1500	7500	15000
<b>DABROWSKI Luc</b>	1500	7500	15000
<b>LARROQUE Didier</b>	1500	7500	15000
<b>PELISSOU Daniel</b>	3000	10000	30000
<b>CHEVALIER Laura</b>	700	3500	7000
<b>JAUGEAS Christele</b>	700	3500	7000
<b>LELEU Catherine</b>	3000	10000	30000
<b>MEYNIEL Jean-Francois</b>	1500	7500	15000
<b>MOUHIB Mylene</b>	1500	7500	15000
<b>PAYET Jean-Thierry</b>	1500	7500	15000
<b>VERGNE Bruno</b>	1500	7500	15000
<b>WICHTREY Nathalie</b>	1500	7500	15000
<b>ABADIE Dominique</b>	1500	7500	15000
<b>AIRAUDI Bruno</b>	700	3500	7000
<b>BENRELEM Sofiane</b>	1500	7500	15000
<b>BERGES Thierry</b>	1500	7500	15000
<b>BERTRAND Thomas</b>	700	3500	7000
<b>BLANCO GIL Pedro</b>	700	3500	7000
<b>BOHORQUEZ Christian</b>	1500	7500	15000
<b>BROUCKE Herve</b>	1500	7500	15000
<b>CIVADIER Julien</b>	700	3500	7000
<b>DHUGUES Sandrine</b>	1500	7500	15000
<b>DUCLAY Mylene</b>	3000	10000	30000
<b>ESCATARY Jean-Claude</b>	3000	10000	30000
<b>GALENT Norbert</b>	1500	7500	15000
<b>GARBAJOSA Arnaud</b>	1500	7500	15000
<b>GAUBERT Frederique</b>	700	3500	7000
<b>GIROUSSENS Fabien</b>	700	3500	7000
<b>GOURINAL Annie</b>	700	3500	7000

<b>GRAY Julien</b>	700	3500	7000
<b>JUSTAMON Elise</b>	1500	7500	15000
<b>L'HOTE Romaric</b>	1500	7500	15000
<b>LACOSTE Alain</b>	700	3500	7000
<b>LAFFITAU Frank</b>	1500	7500	15000
<b>LECLERC Cecile</b>	700	3500	7000
<b>MANNE Sebastien</b>	1500	7500	15000
<b>MARY Jean-Luc</b>	700	3500	7000
<b>MEREL Laura</b>	700	3500	7000
<b>MEURISSE Muriel</b>	1500	7500	15000
<b>MONRIBOT Jean-Jerome</b>	700	3500	7000
<b>MONTAGNINI Laurent</b>	700	3500	7000
<b>MORGANT Jacky</b>	700	3500	7000
<b>PERILHOU Pierre</b>	700	3500	7000
<b>POMAREDE Eric</b>	700	3500	7000
<b>ROBERT Giovanni</b>	700	3500	7000
<b>RWALINDA Pierre-Celestin</b>	1500	7500	15000
<b>SAGNES Jerome</b>	1500	7500	15000
<b>SCLAFER Laurent</b>	700	3500	7000
<b>SEGUI Sebastien</b>	700	3500	7000
<b>VAN POUCKE Pascal</b>	1500	7500	15000
<b>VO THANH Maixent</b>	700	3500	7000
<b>ACITORES Axel</b>	700	3500	7000
<b>BOYER Frederic</b>	700	3500	7000
<b>CHEVALDONNET Benjamin</b>	700	3500	7000
<b>COREIXAS Stephane</b>	1500	7500	15000
<b>CROUZET Florian</b>	700	3500	7000
<b>DELAMAIDE Vincent</b>	700	3500	7000
<b>DUMONT Laura</b>	700	3500	7000
<b>DURIF Sandra</b>	1500	7500	15000
<b>FERNANDES Jeremy</b>	700	3500	7000
<b>GARZO Lionel</b>	700	3500	7000
<b>GONZALEZ Miguel</b>	700	3500	7000
<b>GRIMAUD Herve</b>	1500	7500	15000
<b>JULIEN Marielle</b>	1500	7500	15000
<b>LAURAIN Damien</b>	1500	7500	15000
<b>MARTINEZ Marie</b>	700	3500	7000
<b>MINICI Laura</b>	1500	7500	15000
<b>MORCILLO Jeremy</b>	700	3500	7000
<b>PETIT Marine</b>	1500	7500	15000
<b>PINQUIE Sebastien</b>	700	3500	7000
<b>PUEL Nicolas</b>	1500	7500	15000
<b>PULBY Jerome</b>	1500	7500	15000

<b>ROLLAND Stephanie</b>	700	3500	7000
<b>ROUVIER Morgan</b>	700	3500	7000
<b>SAVAJOLS Joseph</b>	700	3500	7000
<b>ULPAT Caroline</b>	1500	7500	15000
<b>BESSEY Franck</b>	1500	7500	15000
<b>BOUCHEMA Philippe</b>	1500	7500	15000
<b>CAPDEBOSCQ Nicolas</b>	1500	7500	15000
<b>DELMAS Lilian</b>	700	3500	7000
<b>GAUBERT Guillaume</b>	700	3500	7000
<b>GAY Philippe</b>	1500	7500	15000
<b>GOUAUX Jean-Louis</b>	1500	7500	15000
<b>HEBRARD Frederic</b>	1500	7500	15000
<b>HOCINE Malik</b>	1500	7500	15000
<b>JACQUOT Laurence</b>	1500	7500	15000
<b>JAVALOYES Thierry</b>	700	3500	7000
<b>MALLERON Cristelle</b>	700	3500	7000
<b>MERIC Sofia</b>	700	3500	7000
<b>MEZAILLES Christopher</b>	700	3500	7000
<b>QUERRY Nathalie</b>	700	3500	7000
<b>SABATO Valerie</b>	1500	7500	15000
<b>SCENNER Sandrine</b>	700	3500	7000
<b>SERRES Jerome</b>	1500	7500	15000
<b>TARDIF Philippe</b>	700	3500	7000
<b>TUCOU Amaury</b>	1500	7500	15000

**Annexe VII à la décision n° 2022/6 du 7 sept. 2022 du directeur régional *PILLON Jean-Michel***  
**Liste des agents des douanes recevant délégation de signature**

**PV « 420D », « 420 », « 421 » (contrefaçon)**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Nom/prénom	Montant de l'amende	Valeur des marchandises
LAFAGE Sylvie	37500	600000
SENTEX Sabine	7000	100000
NGUYEN Claire	7000	100000
MASLIES LATAPIE Philippe	37500	600000
HARIOT Lucien	20000	300000
AOUSSAR Bouazza	3500	50000
BAGAN Amandine	700	10000
BINTZ GILIBERT Agathe	700	10000
CABANNE Sandrine	700	10000
DELAMAIDE Quentin	700	10000
DELAUX Julien	700	10000
DELQUE Nathalie	3500	50000
DEMOUGEOT Stephane	700	10000
ESPOSITO Julien	700	10000
FABRE Alexandre	700	10000
FAIRN Eddy	700	10000
FAUGERES Manon	700	10000
FOURCADE Nicolas	700	10000
GOSSE Renaud	3500	50000
GUIBERT Baptiste	700	10000
HEROUALI Abdelkader	700	10000
JULIEN Yannick	700	10000
KADRI Celine	3500	50000
LANDREAU Charline	700	10000
LECUTIER Olivier	700	10000
MARLE Aurore	700	10000
MATEU Julien	700	10000
MONIE Stephanie	7000	100000
MOROTTI Thomas	700	10000
NAUDY Jean-Marc	3500	50000
RIBERE Stephane	3500	50000
ROCA ARANDA Carine	3500	50000
ROQUE Joelle	3500	50000
ZUBELI Xavier	700	10000
BAGAGE Romain	3500	50000
BION Paul	700	10000

<b>CAUQUIL Jerome</b>	3500	50000
<b>COLIN Arnaud</b>	700	10000
<b>DOUMEKSA Abderrahim</b>	3500	50000
<b>DUTAUD Julien</b>	700	10000
<b>GUERIN Jeremy</b>	3500	50000
<b>JULIAN Anais</b>	3500	50000
<b>MOSSAN Alix</b>	3500	50000
<b>MUSSGNUG Michael</b>	3500	50000
<b>POMIES Julien</b>	3500	50000
<b>SCHUTT Victoria</b>	3500	50000
<b>YASSIN Victor</b>	3500	50000
<b>PREVOT Damien</b>	3500	50000
<b>RANNOU Florence</b>	3500	50000
<b>SPADOTTI Jean-Jacques</b>	3500	50000
<b>MAHIOUS Salim</b>	3500	50000
<b>MIGNARD-SERE Severine</b>	3500	50000
<b>PETIT-RAGARU Agnes</b>	7000	100000
<b>SEGOUFFIN Romain</b>	3500	50000
<b>BERDAHAM Faycal</b>	700	10000
<b>BERTRAND Marie-Camille</b>	3500	50000
<b>CABELLO Muriel</b>	7000	100000
<b>CONSTANS Philippe</b>	3500	50000
<b>CORREIA Mikael</b>	3500	50000
<b>ESTIBAL Florent</b>	3500	50000
<b>GESSE Aurelie</b>	700	10000
<b>GROS Jennifer</b>	700	10000
<b>HAMON Thomas</b>	3500	50000
<b>ILLY Lucas</b>	700	10000
<b>LODDO Benjamin</b>	700	10000
<b>MANDER Mathieu</b>	700	10000
<b>MARTINS Guillaume</b>	700	10000
<b>PORTIER Guillaume</b>	700	10000
<b>QUARANTA Mickael</b>	700	10000
<b>SAIARI Anais</b>	700	10000
<b>SOULLIER Claire</b>	3500	50000
<b>TERRIER Ludivine</b>	3500	50000
<b>THIBAUT Frederic</b>	700	10000
<b>ARSICAUD Christophe</b>	3500	50000
<b>BONA Helene</b>	700	10000
<b>BOUSQUIE Samantha</b>	700	10000
<b>CATHALA Carole</b>	3500	50000
<b>CHASSAIN Gaelle</b>	700	10000
<b>CHICOT Florence</b>	700	10000

<b>CRABOL Guilhem</b>	3500	50000
<b>D'HERBOMEZ Pascal</b>	3500	50000
<b>FAUCANIE Caroline</b>	3500	50000
<b>GENDRE Simon</b>	700	10000
<b>GERON Olivier</b>	3500	50000
<b>GRIMART Jean-Christophe</b>	3500	50000
<b>LAMART Amael</b>	700	10000
<b>NICOD Christophe</b>	700	10000
<b>NOCQUE Julie</b>	700	10000
<b>OMBRET Regis</b>	700	10000
<b>ROHART Yann</b>	700	10000
<b>STACCHETTI Fabienne</b>	3500	50000
<b>ALLOUCH Daniel</b>	3500	50000
<b>BRAS Maxime</b>	7000	100000
<b>CASTERA Evelyne</b>	700	10000
<b>DARRIET Beatrice</b>	7000	100000
<b>FERNANDEZ Eric</b>	3500	50000
<b>FUNES Severine</b>	7000	100000
<b>GAUTIER Carole</b>	3500	50000
<b>HAMBLI Said</b>	3500	50000
<b>LOULMET Pierre</b>	3500	50000
<b>MAINI Corinne</b>	3500	50000
<b>MASSE Françoise</b>	7000	100000
<b>MAZIERES Evelyne</b>	3500	50000
<b>NIFENECKER Jean</b>	3500	50000
<b>ROGET Gerard</b>	3500	50000
<b>STEFANIAK Nancy</b>	700	10000
<b>COULONGEON Sandrine</b>	20000	300000
<b>GARRIC Jean-Claude</b>	20000	300000
<b>ABBAD Manon</b>	3500	50000
<b>AGUERO Brigitte</b>	3500	50000
<b>AGUERO Marc</b>	7000	100000
<b>ARMENGAUD Sandrine</b>	3500	50000
<b>ARNAL Nadine</b>	7000	100000
<b>AUDROIN Clement</b>	700	10000
<b>BESSEY Christine</b>	7000	100000
<b>BOISNOIR Yvelise</b>	700	10000
<b>BOUCHARDY Eric</b>	7000	100000
<b>BOURREAU Vincent</b>	3500	50000
<b>BRIOUX Marine</b>	3500	50000
<b>BRISE Florian</b>	3500	50000
<b>CARTA Stephane</b>	7000	100000
<b>CASAUX Nathalie</b>	3500	50000

<b>CHAKORI Anouar</b>	3500	50000
<b>CORTADE Cathy</b>	7000	100000
<b>COURSIN Guillaume</b>	3500	50000
<b>DELLUC Hugo</b>	7000	100000
<b>DELMAS Audrey</b>	7000	100000
<b>DIAS DAS ALMAS Yvan</b>	700	10000
<b>DORIATH Marie-Line</b>	7000	100000
<b>DUFEE Kevin</b>	3500	50000
<b>ELHORGA Yves</b>	3500	50000
<b>ER ROUSSI Khalid</b>	3500	50000
<b>ESPINASSE Laetitia</b>	3500	50000
<b>FABRE Celine</b>	3500	50000
<b>FAYE Beatrice</b>	7000	100000
<b>GARBES Pierre</b>	7000	100000
<b>GHARBI Mohamed-Hamza</b>	3500	50000
<b>GUILLERM-LAMBERT Virginie</b>	3500	50000
<b>HARMEL Sandra</b>	7000	100000
<b>HOULLIER Philippe</b>	7000	100000
<b>LALANDE Elodie</b>	3500	50000
<b>LANGLOIS Cyril</b>	7000	100000
<b>LAZARY Jean-Christophe</b>	3500	50000
<b>LE MAGUER Nolwenn</b>	3500	50000
<b>LESCLAUX Vincent</b>	7000	100000
<b>LESTRADE Nicole</b>	7000	100000
<b>MIGLIORE Sylvie</b>	7000	100000
<b>MONTELEONE Olivier</b>	3500	50000
<b>MOREL Flavie</b>	7000	100000
<b>MOREL Djamila</b>	3500	50000
<b>NICOLAS Marlene</b>	3500	50000
<b>NUNC Sophie</b>	7000	100000
<b>OCCHIPINTI Bernard</b>	3500	50000
<b>OMARI Zorha</b>	3500	50000
<b>OSER Emeline</b>	7000	100000
<b>PAVY Laurence</b>	7000	100000
<b>PETIT Françoise</b>	3500	50000
<b>PICOT Sandrine</b>	700	10000
<b>POINT Laurence</b>	7000	100000
<b>POUSSAINT Fanny</b>	7000	100000
<b>RIBOULEAU Christophe</b>	3500	50000
<b>ROBINEL Cedric</b>	7000	100000
<b>ROMERO Alexandre</b>	7000	100000
<b>ROUQUET Jerome</b>	3500	50000
<b>SAJOURS Laurent</b>	7000	100000

<b>SANVEE Sophie</b>	3500	50000
<b>SCHWAM Marion</b>	3500	50000
<b>SOULET Nathalie</b>	700	10000
<b>STRZELECKI Aurelie</b>	7000	100000
<b>TIBERGHIEU Raphael</b>	3500	50000
<b>ZOELINIRINA-RAJAONESY Chantal</b>	3500	50000
<b>BERTHOMIEU Kenneth</b>	3500	50000
<b>CROS Emmanuelle</b>	7000	100000
<b>GAVALDA Elodie</b>	3500	50000
<b>VIDALAIN Claudine</b>	700	10000
<b>CABANEL Corinne</b>	3500	50000
<b>CALVET Anne</b>	700	10000
<b>CHAILLAN Michele</b>	3500	50000
<b>DABROWSKI Luc</b>	3500	50000
<b>LARROQUE Didier</b>	3500	50000
<b>PELISSOU Daniel</b>	7000	100000
<b>CHEVALIER Laura</b>	700	10000
<b>JAUGEAS Christele</b>	700	10000
<b>LELEU Catherine</b>	7000	100000
<b>MEYNIEL Jean-Francois</b>	3500	50000
<b>MOUHIB Mylene</b>	3500	50000
<b>PAYET Jean-Thierry</b>	3500	50000
<b>VERGNE Bruno</b>	3500	50000
<b>WICHTREY Nathalie</b>	3500	50000
<b>ABADIE Dominique</b>	3500	50000
<b>AIRAUDI Bruno</b>	700	10000
<b>BENRELEM Sofiane</b>	3500	50000
<b>BERGES Thierry</b>	3500	50000
<b>BERTRAND Thomas</b>	700	10000
<b>BLANCO GIL Pedro</b>	700	10000
<b>BOHORQUEZ Christian</b>	3500	50000
<b>BROUCKE Herve</b>	3500	50000
<b>CIVADIER Julien</b>	700	10000
<b>DHUGUES Sandrine</b>	3500	50000
<b>DUCLAY Mylene</b>	7000	100000
<b>ESCATARY Jean-Claude</b>	7000	100000
<b>GALENT Norbert</b>	3500	50000
<b>GARBAJOSA Arnaud</b>	3500	50000
<b>GAUBERT Frederique</b>	700	10000
<b>GIROUSSENS Fabien</b>	700	10000
<b>GOURINAL Annie</b>	700	10000
<b>GRAY Julien</b>	700	10000
<b>JUSTAMON Elise</b>	3500	50000



<b>L'HOTE Romaric</b>	3500	50000
<b>LACOSTE Alain</b>	700	10000
<b>LAFFITAU Frank</b>	3500	50000
<b>LECLERC Cecile</b>	700	10000
<b>MANNE Sebastien</b>	3500	50000
<b>MARY Jean-Luc</b>	700	10000
<b>MEREL Laura</b>	700	10000
<b>MEURISSE Muriel</b>	3500	50000
<b>MONRIBOT Jean-Jerome</b>	700	10000
<b>MONTAGNINI Laurent</b>	700	10000
<b>MORGANT Jacky</b>	700	10000
<b>PERILHOU Pierre</b>	700	10000
<b>POMAREDE Eric</b>	700	10000
<b>ROBERT Giovanni</b>	700	10000
<b>RWALINDA Pierre-Celestin</b>	3500	50000
<b>SAGNES Jerome</b>	3500	50000
<b>SCLAFER Laurent</b>	700	10000
<b>SEGUI Sebastien</b>	700	10000
<b>VAN POUCKE Pascal</b>	3500	50000
<b>VO THANH Maixent</b>	700	10000
<b>ACITORES Axel</b>	700	10000
<b>BOYER Frederic</b>	700	10000
<b>CHEVALDONNET Benjamin</b>	700	10000
<b>COREIXAS Stephane</b>	3500	50000
<b>CROUZET Florian</b>	700	10000
<b>DELAMAIDE Vincent</b>	700	10000
<b>DUMONT Laura</b>	700	10000
<b>DURIF Sandra</b>	3500	50000
<b>FERNANDES Jeremy</b>	700	10000
<b>GARZO Lionel</b>	700	10000
<b>GONZALEZ Miguel</b>	700	10000
<b>GRIMAUD Herve</b>	3500	50000
<b>JULIEN Marielle</b>	3500	50000
<b>LAURAIN Damien</b>	3500	50000
<b>MARTINEZ Marie</b>	700	10000
<b>MINICI Laura</b>	3500	50000
<b>MORCILLO Jeremy</b>	700	10000
<b>PETIT Marine</b>	3500	50000
<b>PINQUIE Sebastien</b>	700	10000
<b>PUEL Nicolas</b>	3500	50000
<b>PULBY Jerome</b>	3500	50000
<b>ROLLAND Stephanie</b>	700	10000
<b>ROUVIER Morgan</b>	700	10000

<b>SAVAJOLS Joseph</b>	700	10000
<b>ULPAT Caroline</b>	3500	50000
<b>BESSEY Franck</b>	3500	50000
<b>BOUCHEMA Philippe</b>	3500	50000
<b>CAPDEBOSCQ Nicolas</b>	3500	50000
<b>DELMAS Lilian</b>	700	10000
<b>GAUBERT Guillaume</b>	700	10000
<b>GAY Philippe</b>	3500	50000
<b>GOUAUX Jean-Louis</b>	3500	50000
<b>HEBRARD Frederic</b>	3500	50000
<b>HOCINE Malik</b>	3500	50000
<b>JACQUOT Laurence</b>	3500	50000
<b>JAVALOYES Thierry</b>	700	10000
<b>MALLERON Cristelle</b>	700	10000
<b>MERIC Sofia</b>	700	10000
<b>MEZAILLES Christopher</b>	700	10000
<b>QUERRY Nathalie</b>	700	10000
<b>SABATO Valerie</b>	3500	50000
<b>SCENNER Sandrine</b>	700	10000
<b>SERRES Jerome</b>	3500	50000
<b>TARDIF Philippe</b>	700	10000
<b>TUCOU Amaury</b>	3500	50000

**Annexe VIII à la décision n° 2022/6 du 7 sept. 2022 du directeur régional *PILLON Jean-Michel***  
**Liste des agents des douanes recevant délégation de signature**

**TRANSACTION « 421 » (contrefaçon)**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Nom/prénom	Montant de l'amende	Valeur des marchandises
LAFAGE Sylvie	37500	600000
SENTEX Sabine	7000	100000
NGUYEN Claire	7000	100000
MASLIES LATAPIE Philippe	37500	600000
HARIOT Lucien	20000	300000
AOUSSAR Bouazza	3500	50000
BAGAN Amandine	700	10000
BINTZ GILIBERT Agathe	700	10000
CABANNE Sandrine	700	10000
DELAMAIDE Quentin	700	10000
DELAUX Julien	700	10000
DELQUE Nathalie	3500	50000
DEMOUGEOT Stephane	700	10000
ESPOSITO Julien	700	10000
FABRE Alexandre	700	10000
FAIRN Eddy	700	10000
FAUGERES Manon	700	10000
FOURCADE Nicolas	700	10000
GOSSE Renaud	3500	50000
GUIBERT Baptiste	700	10000
HEROUALI Abdelkader	700	10000
JULIEN Yannick	700	10000
KADRI Celine	3500	50000
LANDREAU Charline	700	10000
LECUTIER Olivier	700	10000
MARLE Aurore	700	10000
MATEU Julien	700	10000
MONIE Stephanie	7000	100000
MOROTTI Thomas	700	10000
NAUDY Jean-Marc	3500	50000
RIBERE Stephane	3500	50000
ROCA ARANDA Carine	3500	50000
ROQUE Joelle	3500	50000
ZUBELI Xavier	700	10000
BAGAGE Romain	3500	50000
BION Paul	700	10000

<b>CAUQUIL Jerome</b>	3500	50000
<b>COLIN Arnaud</b>	700	10000
<b>DOUMEKSA Abderrahim</b>	3500	50000
<b>DUTAUD Julien</b>	700	10000
<b>GUERIN Jeremy</b>	3500	50000
<b>JULIAN Anais</b>	3500	50000
<b>MOSSAN Alix</b>	3500	50000
<b>MUSSGNUG Michael</b>	3500	50000
<b>POMIES Julien</b>	3500	50000
<b>SCHUTT Victoria</b>	3500	50000
<b>YASSIN Victor</b>	3500	50000
<b>PREVOT Damien</b>	3500	50000
<b>RANNOU Florence</b>	3500	50000
<b>SPADOTTI Jean-Jacques</b>	3500	50000
<b>MAHIOUS Salim</b>	3500	50000
<b>MIGNARD-SERE Severine</b>	3500	50000
<b>PETIT-RAGARU Agnes</b>	7000	100000
<b>SEGOUFFIN Romain</b>	3500	50000
<b>BERDAHAM Faycal</b>	700	10000
<b>BERTRAND Marie-Camille</b>	3500	50000
<b>CABELLO Muriel</b>	7000	100000
<b>CONSTANS Philippe</b>	3500	50000
<b>CORREIA Mikael</b>	3500	50000
<b>ESTIBAL Florent</b>	3500	50000
<b>GESSE Aurelie</b>	700	10000
<b>GROS Jennifer</b>	700	10000
<b>HAMON Thomas</b>	3500	50000
<b>ILLY Lucas</b>	700	10000
<b>LODDO Benjamin</b>	700	10000
<b>MANDER Mathieu</b>	700	10000
<b>MARTINS Guillaume</b>	700	10000
<b>PORTIER Guillaume</b>	700	10000
<b>QUARANTA Mickael</b>	700	10000
<b>SAIARI Anais</b>	700	10000
<b>SOULLIER Claire</b>	3500	50000
<b>TERRIER Ludivine</b>	3500	50000
<b>THIBAUT Frederic</b>	700	10000
<b>ARSICAUD Christophe</b>	3500	50000
<b>BONA Helene</b>	700	10000
<b>BOUSQUIE Samantha</b>	700	10000
<b>CATHALA Carole</b>	3500	50000
<b>CHASSAIN Gaelle</b>	700	10000
<b>CHICOT Florence</b>	700	10000

<b>CRABOL Guilhem</b>	3500	50000
<b>D'HERBOMEZ Pascal</b>	3500	50000
<b>FAUCANIE Caroline</b>	3500	50000
<b>GENDRE Simon</b>	700	10000
<b>GERON Olivier</b>	3500	50000
<b>GRIMART Jean-Christophe</b>	3500	50000
<b>LAMART Amael</b>	700	10000
<b>NICOD Christophe</b>	700	10000
<b>NOCQUE Julie</b>	700	10000
<b>OMBRET Regis</b>	700	10000
<b>ROHART Yann</b>	700	10000
<b>STACCHETTI Fabienne</b>	3500	50000
<b>ALLOUCH Daniel</b>	3500	50000
<b>BRAS Maxime</b>	7000	100000
<b>CASTERA Evelyne</b>	700	10000
<b>DARRIET Beatrice</b>	7000	100000
<b>FERNANDEZ Eric</b>	3500	50000
<b>FUNES Severine</b>	7000	100000
<b>GAUTIER Carole</b>	3500	50000
<b>HAMBLI Said</b>	3500	50000
<b>LOULMET Pierre</b>	3500	50000
<b>MAINI Corinne</b>	3500	50000
<b>MASSE Françoise</b>	7000	100000
<b>MAZIERES Evelyne</b>	3500	50000
<b>NIFENECKER Jean</b>	3500	50000
<b>ROGET Gerard</b>	3500	50000
<b>STEFANIAK Nancy</b>	700	10000
<b>COULONGEON Sandrine</b>	20000	300000
<b>GARRIC Jean-Claude</b>	20000	300000
<b>ABBAD Manon</b>	3500	50000
<b>AGUERO Brigitte</b>	3500	50000
<b>AGUERO Marc</b>	7000	100000
<b>ARMENGAUD Sandrine</b>	3500	50000
<b>ARNAL Nadine</b>	7000	100000
<b>AUDROIN Clement</b>	700	10000
<b>BESSEY Christine</b>	7000	100000
<b>BOISNOIR Yvelise</b>	700	10000
<b>BOUCHARDY Eric</b>	7000	100000
<b>BOURREAU Vincent</b>	3500	50000
<b>BRIOUX Marine</b>	3500	50000
<b>BRISE Florian</b>	3500	50000
<b>CARTA Stephane</b>	7000	100000
<b>CASAUX Nathalie</b>	3500	50000

<b>CHAKORI Anouar</b>	3500	50000
<b>CORTADE Cathy</b>	7000	100000
<b>COURSIN Guillaume</b>	3500	50000
<b>DELLUC Hugo</b>	7000	100000
<b>DELMAS Audrey</b>	7000	100000
<b>DIAS DAS ALMAS Yvan</b>	700	10000
<b>DORIATH Marie-Line</b>	7000	100000
<b>DUFEE Kevin</b>	3500	50000
<b>ELHORGA Yves</b>	3500	50000
<b>ER ROUSSI Khalid</b>	3500	50000
<b>ESPINASSE Laetitia</b>	3500	50000
<b>FABRE Celine</b>	3500	50000
<b>FAYE Beatrice</b>	7000	100000
<b>GARBES Pierre</b>	7000	100000
<b>GHARBI Mohamed-Hamza</b>	3500	50000
<b>GUILLERM-LAMBERT Virginie</b>	3500	50000
<b>HARMEL Sandra</b>	7000	100000
<b>HOULLIER Philippe</b>	7000	100000
<b>LALANDE Elodie</b>	3500	50000
<b>LANGLOIS Cyril</b>	7000	100000
<b>LAZARY Jean-Christophe</b>	3500	50000
<b>LE MAGUER Nolwenn</b>	3500	50000
<b>LESCLAUX Vincent</b>	7000	100000
<b>LESTRADE Nicole</b>	7000	100000
<b>MIGLIORE Sylvie</b>	7000	100000
<b>MONTELEONE Olivier</b>	3500	50000
<b>MOREL Flavie</b>	7000	100000
<b>MOREL Djamila</b>	3500	50000
<b>NICOLAS Marlene</b>	3500	50000
<b>NUNC Sophie</b>	7000	100000
<b>OCCHIPINTI Bernard</b>	3500	50000
<b>OMARI Zorha</b>	3500	50000
<b>OSER Emeline</b>	7000	100000
<b>PAVY Laurence</b>	7000	100000
<b>PETIT Françoise</b>	3500	50000
<b>PICOT Sandrine</b>	700	10000
<b>POINT Laurence</b>	7000	100000
<b>POUSSAINT Fanny</b>	7000	100000
<b>RIBOULEAU Christophe</b>	3500	50000
<b>ROBINEL Cedric</b>	7000	100000
<b>ROMERO Alexandre</b>	7000	100000
<b>ROUQUET Jerome</b>	3500	50000
<b>SAJOUS Laurent</b>	7000	100000

<b>SANVEE Sophie</b>	3500	50000
<b>SCHWAM Marion</b>	3500	50000
<b>SOULET Nathalie</b>	700	10000
<b>STRZELECKI Aurelie</b>	7000	100000
<b>TIBERGHIEU Raphael</b>	3500	50000
<b>ZOELINIRINA-RAJAONESY Chantal</b>	3500	50000
<b>BERTHOMIEU Kenneth</b>	3500	50000
<b>CROS Emmanuelle</b>	7000	100000
<b>GAVALDA Elodie</b>	3500	50000
<b>VIDALAIN Claudine</b>	700	10000
<b>CABANEL Corinne</b>	3500	50000
<b>CALVET Anne</b>	700	10000
<b>CHAILLAN Michele</b>	3500	50000
<b>DABROWSKI Luc</b>	3500	50000
<b>LARROQUE Didier</b>	3500	50000
<b>PELISSOU Daniel</b>	7000	100000
<b>CHEVALIER Laura</b>	700	10000
<b>JAUGEAS Christele</b>	700	10000
<b>LELEU Catherine</b>	7000	100000
<b>MEYNIEL Jean-Francois</b>	3500	50000
<b>MOUHIB Mylene</b>	3500	50000
<b>PAYET Jean-Thierry</b>	3500	50000
<b>VERGNE Bruno</b>	3500	50000
<b>WICHTREY Nathalie</b>	3500	50000
<b>ABADIE Dominique</b>	3500	50000
<b>AIRAUDI Bruno</b>	700	10000
<b>BENRELEM Sofiane</b>	3500	50000
<b>BERGES Thierry</b>	3500	50000
<b>BERTRAND Thomas</b>	700	10000
<b>BLANCO GIL Pedro</b>	700	10000
<b>BOHORQUEZ Christian</b>	3500	50000
<b>BROUCKE Herve</b>	3500	50000
<b>CIVADIER Julien</b>	700	10000
<b>DHUGUES Sandrine</b>	3500	50000
<b>DUCLAY Mylene</b>	7000	100000
<b>ESCATARY Jean-Claude</b>	7000	100000
<b>GALENT Norbert</b>	3500	50000
<b>GARBAJOSA Arnaud</b>	3500	50000
<b>GAUBERT Frederique</b>	700	10000
<b>GIROUSSENS Fabien</b>	700	10000
<b>GOURINAL Annie</b>	700	10000
<b>GRAY Julien</b>	700	10000
<b>JUSTAMON Elise</b>	3500	50000

<b>L'HOTE Romaric</b>	3500	50000
<b>LACOSTE Alain</b>	700	10000
<b>LAFFITAU Frank</b>	3500	50000
<b>LECLERC Cecile</b>	700	10000
<b>MANNE Sebastien</b>	3500	50000
<b>MARY Jean-Luc</b>	700	10000
<b>MEREL Laura</b>	700	10000
<b>MEURISSE Muriel</b>	3500	50000
<b>MONRIBOT Jean-Jerome</b>	700	10000
<b>MONTAGNINI Laurent</b>	700	10000
<b>MORGANT Jacky</b>	700	10000
<b>PERILHOU Pierre</b>	700	10000
<b>POMAREDE Eric</b>	700	10000
<b>ROBERT Giovanni</b>	700	10000
<b>RWALINDA Pierre-Celestin</b>	3500	50000
<b>SAGNES Jerome</b>	3500	50000
<b>SCLAFER Laurent</b>	700	10000
<b>SEGUI Sebastien</b>	700	10000
<b>VAN POUCKE Pascal</b>	3500	50000
<b>VO THANH Maixent</b>	700	10000
<b>ACITORES Axel</b>	700	10000
<b>BOYER Frederic</b>	700	10000
<b>CHEVALDONNET Benjamin</b>	700	10000
<b>COREIXAS Stephane</b>	3500	50000
<b>CROUZET Florian</b>	700	10000
<b>DELAMAIDE Vincent</b>	700	10000
<b>DUMONT Laura</b>	700	10000
<b>DURIF Sandra</b>	3500	50000
<b>FERNANDES Jeremy</b>	700	10000
<b>GARZO Lionel</b>	700	10000
<b>GONZALEZ Miguel</b>	700	10000
<b>GRIMAUD Herve</b>	3500	50000
<b>JULIEN Marielle</b>	3500	50000
<b>LAURAIN Damien</b>	3500	50000
<b>MARTINEZ Marie</b>	700	10000
<b>MINICI Laura</b>	3500	50000
<b>MORCILLO Jeremy</b>	700	10000
<b>PETIT Marine</b>	3500	50000
<b>PINQUIE Sebastien</b>	700	10000
<b>PUEL Nicolas</b>	3500	50000
<b>PULBY Jerome</b>	3500	50000
<b>ROLLAND Stephanie</b>	700	10000
<b>ROUVIER Morgan</b>	700	10000



<b>SAVAJOLS Joseph</b>	700	10000
<b>ULPAT Caroline</b>	3500	50000
<b>BESSEY Franck</b>	3500	50000
<b>BOUCHEMA Philippe</b>	3500	50000
<b>CAPDEBOSCQ Nicolas</b>	3500	50000
<b>DELMAS Lilian</b>	700	10000
<b>GAUBERT Guillaume</b>	700	10000
<b>GAY Philippe</b>	3500	50000
<b>GOUAUX Jean-Louis</b>	3500	50000
<b>HEBRARD Frederic</b>	3500	50000
<b>HOCINE Malik</b>	3500	50000
<b>JACQUOT Laurence</b>	3500	50000
<b>JAVALOYES Thierry</b>	700	10000
<b>MALLERON Cristelle</b>	700	10000
<b>MERIC Sofia</b>	700	10000
<b>MEZAILLES Christopher</b>	700	10000
<b>QUERRY Nathalie</b>	700	10000
<b>SABATO Valerie</b>	3500	50000
<b>SCENNER Sandrine</b>	700	10000
<b>SERRES Jerome</b>	3500	50000
<b>TARDIF Philippe</b>	700	10000
<b>TUCOU Amaury</b>	3500	50000

**Annexe IX à la décision n° 2022/6 du 7 sept. 2022 du directeur régional *PILLON Jean-Michel*  
Liste des agents des douanes recevant délégation de signature**

**PV « 420D », « 420 », « 421 » (argent liquide)**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Argent liquide: *les espèces (billets et pièces), les instruments négociables au porteur (chèque de voyage, chèques, billets à ordre, mandats), les marchandises servant de réserve de valeur très liquide (l'or), les cartes pré payées n'excède pas*

Nom/prénom	Montant de l'amende	Argent liquide
LAFAGE Sylvie	105000	300000
SENTEX Sabine	7000	100000
NGUYEN Claire	7000	100000
MASLIES LATAPIE Philippe	105000	300000
HARIOT Lucien	7000	100000
AOUSSAR Bouazza	7000	100000
BAGAN Amandine	7000	100000
BINTZ GILIBERT Agathe	7000	100000
CABANNE Sandrine	7000	100000
DELAMAIDE Quentin	7000	100000
DELAUX Julien	7000	100000
DELQUE Nathalie	7000	100000
DEMOUGEOT Stephane	7000	100000
ESPOSITO Julien	7000	100000
FABRE Alexandre	7000	100000
FAIRN Eddy	7000	100000
FAUGERES Manon	7000	100000
FOURCADE Nicolas	7000	100000
GOSSE Renaud	7000	100000
GUIBERT Baptiste	7000	100000
HEROUALI Abdelkader	7000	100000
JULIEN Yannick	7000	100000
KADRI Celine	7000	100000
LANDREAU Charline	7000	100000
LECUTIER Olivier	7000	100000
MARLE Aurore	7000	100000
MATEU Julien	7000	100000
MONIE Stephanie	7000	100000
MOROTTI Thomas	7000	100000
NAUDY Jean-Marc	7000	100000
RIBERE Stephane	7000	100000
ROCA ARANDA Carine	7000	100000
ROQUE Joelle	7000	100000
ZUBELI Xavier	7000	100000
BAGAGE Romain	7000	100000

<b>BION Paul</b>	7000	100000
<b>CAUQUIL Jerome</b>	7000	100000
<b>COLIN Arnaud</b>	7000	100000
<b>DOUMEKSA Abderrahim</b>	7000	100000
<b>DUTAUD Julien</b>	7000	100000
<b>GUERIN Jeremy</b>	7000	100000
<b>JULIAN Anais</b>	7000	100000
<b>MOSSAN Alix</b>	7000	100000
<b>MUSSGNUG Michael</b>	7000	100000
<b>POMIES Julien</b>	7000	100000
<b>SCHUTT Victoria</b>	7000	100000
<b>YASSIN Victor</b>	7000	100000
<b>BERDAHAM Faycal</b>	7000	100000
<b>BERTRAND Marie-Camille</b>	7000	100000
<b>CABELLO Muriel</b>	7000	100000
<b>CONSTANS Philippe</b>	7000	100000
<b>CORREIA Mikael</b>	7000	100000
<b>ESTIBAL Florent</b>	7000	100000
<b>GESSE Aurelie</b>	7000	100000
<b>GROS Jennifer</b>	7000	100000
<b>HAMON Thomas</b>	7000	100000
<b>ILLY Lucas</b>	7000	100000
<b>LODDO Benjamin</b>	7000	100000
<b>MANDER Mathieu</b>	7000	100000
<b>MARTINS Guillaume</b>	7000	100000
<b>PORTIER Guillaume</b>	7000	100000
<b>QUARANTA Mickael</b>	7000	100000
<b>SAIARI Anais</b>	7000	100000
<b>SOULLIER Claire</b>	7000	100000
<b>TERRIER Ludivine</b>	7000	100000
<b>THIBAUT Frederic</b>	7000	100000
<b>ARSICAUD Christophe</b>	7000	100000
<b>BONA Helene</b>	7000	100000
<b>BOUSQUIE Samantha</b>	7000	100000
<b>CATHALA Carole</b>	7000	100000
<b>CHASSAIN Gaelle</b>	7000	100000
<b>CHICOT Florence</b>	7000	100000
<b>CRABOL Guilhem</b>	7000	100000
<b>D'HERBOMEZ Pascal</b>	7000	100000
<b>FAUCANIE Caroline</b>	7000	100000
<b>GENDRE Simon</b>	7000	100000
<b>GERON Olivier</b>	7000	100000
<b>GRIMART Jean-Christophe</b>	7000	100000

<b>LAMART Amael</b>	7000	100000
<b>NICOD Christophe</b>	7000	100000
<b>NOCQUE Julie</b>	7000	100000
<b>OMBRET Regis</b>	7000	100000
<b>ROHART Yann</b>	7000	100000
<b>STACCHETTI Fabienne</b>	7000	100000
<b>COULONGEON Sandrine</b>	7000	100000
<b>GARRIC Jean-Claude</b>	7000	100000
<b>ABADIE Dominique</b>	7000	100000
<b>AIRAUDI Bruno</b>	7000	100000
<b>BENRELEM Sofiane</b>	7000	100000
<b>BERGES Thierry</b>	7000	100000
<b>BERTRAND Thomas</b>	7000	100000
<b>BLANCO GIL Pedro</b>	7000	100000
<b>BOHORQUEZ Christian</b>	7000	100000
<b>BROUCKE Herve</b>	7000	100000
<b>CIVADIER Julien</b>	7000	100000
<b>DHUGUES Sandrine</b>	7000	100000
<b>DUCLAY Mylene</b>	7000	100000
<b>ESCATARY Jean-Claude</b>	7000	100000
<b>GALENT Norbert</b>	7000	100000
<b>GARBAJOSA Arnaud</b>	7000	100000
<b>GAUBERT Frederique</b>	7000	100000
<b>GIROUSSENS Fabien</b>	7000	100000
<b>GOURINAL Annie</b>	7000	100000
<b>GRAY Julien</b>	7000	100000
<b>JUSTAMON Elise</b>	7000	100000
<b>L'HOTE Romaric</b>	7000	100000
<b>LACOSTE Alain</b>	7000	100000
<b>LAFFITAU Frank</b>	7000	100000
<b>LECLERC Cecile</b>	7000	100000
<b>MANNE Sebastien</b>	7000	100000
<b>MARY Jean-Luc</b>	7000	100000
<b>MEREL Laura</b>	7000	100000
<b>MEURISSE Muriel</b>	7000	100000
<b>MONRIBOT Jean-Jerome</b>	7000	100000
<b>MONTAGNINI Laurent</b>	7000	100000
<b>MORGANT Jacky</b>	7000	100000
<b>PERILHOU Pierre</b>	7000	100000
<b>POMAREDE Eric</b>	7000	100000
<b>ROBERT Giovanni</b>	7000	100000
<b>RWALINDA Pierre-Celestin</b>	7000	100000
<b>SAGNES Jerome</b>	7000	100000

<b>SCLAFER Laurent</b>	7000	100000
<b>SEGUI Sebastien</b>	7000	100000
<b>VAN POUCKE Pascal</b>	7000	100000
<b>VO THANH Maixent</b>	7000	100000
<b>ACITORES Axel</b>	7000	100000
<b>BOYER Frederic</b>	7000	100000
<b>CHEVALDONNET Benjamin</b>	7000	100000
<b>COREIXAS Stephane</b>	7000	100000
<b>CROUZET Florian</b>	7000	100000
<b>DELAMAIDE Vincent</b>	7000	100000
<b>DUMONT Laura</b>	7000	100000
<b>DURIF Sandra</b>	7000	100000
<b>FERNANDES Jeremy</b>	7000	100000
<b>GARZO Lionel</b>	7000	100000
<b>GONZALEZ Miguel</b>	7000	100000
<b>GRIMAUD Herve</b>	7000	100000
<b>JULIEN Marielle</b>	7000	100000
<b>LAURAIN Damien</b>	7000	100000
<b>MARTINEZ Marie</b>	7000	100000
<b>MINICI Laura</b>	7000	100000
<b>MORCILLO Jeremy</b>	7000	100000
<b>PETIT Marine</b>	7000	100000
<b>PINQUIE Sebastien</b>	7000	100000
<b>PUEL Nicolas</b>	7000	100000
<b>PULBY Jerome</b>	7000	100000
<b>ROLLAND Stephanie</b>	7000	100000
<b>ROUVIER Morgan</b>	7000	100000
<b>SAVAJOLS Joseph</b>	7000	100000
<b>ULPAT Caroline</b>	7000	100000
<b>BESSEY Franck</b>	7000	100000
<b>BOUCHEMA Philippe</b>	7000	100000
<b>CAPDEBOSCQ Nicolas</b>	7000	100000
<b>DELMAS Lilian</b>	7000	100000
<b>GAUBERT Guillaume</b>	7000	100000
<b>GAY Philippe</b>	7000	100000
<b>GOUAUX Jean-Louis</b>	7000	100000
<b>HEBRARD Frederic</b>	7000	100000
<b>HOCINE Malik</b>	7000	100000
<b>JACQUOT Laurence</b>	7000	100000
<b>JAVALOYES Thierry</b>	7000	100000
<b>MALLERON Cristelle</b>	7000	100000
<b>MERIC Sofia</b>	7000	100000
<b>MEZAILLES Christopher</b>	7000	100000

<b>QUERRY Nathalie</b>	7000	100000
<b>SABATO Valerie</b>	7000	100000
<b>SCENNER Sandrine</b>	7000	100000
<b>SERRES Jerome</b>	7000	100000
<b>TARDIF Philippe</b>	7000	100000
<b>TUCOU Amaury</b>	7000	100000

**Annexe X à la décision n° 2022/6 du 7 sept. 2022 du directeur régional *PILLON Jean-Michel***  
**Liste des agents des douanes recevant délégation de signature**

**TRANSACTION « 421 » (argent liquide)**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Argent liquide: *les espèces (billets et pièces), les instruments négociables au porteur (chèque de voyage, chèques, billets à ordre, mandats), les marchandises servant de réserve de valeur très liquide (l'or), les cartes pré payées n'excède pas*

Nom/prénom	Montant de l'amende	Argent liquide
LAFAGE Sylvie	105000	300000
SENTEX Sabine	7000	100000
NGUYEN Claire	7000	100000
MASLIES LATAPIE Philippe	105000	300000
HARIOT Lucien	7000	100000
AOUSSAR Bouazza	7000	100000
BAGAN Amandine	7000	100000
BINTZ GILIBERT Agathe	7000	100000
CABANNE Sandrine	7000	100000
DELAMAIDE Quentin	7000	100000
DELAUX Julien	7000	100000
DELQUE Nathalie	7000	100000
DEMOUGEOT Stephane	7000	100000
ESPOSITO Julien	7000	100000
FABRE Alexandre	7000	100000
FAIRN Eddy	7000	100000
FAUGERES Manon	7000	100000
FOURCADE Nicolas	7000	100000
GOSSE Renaud	7000	100000
GUIBERT Baptiste	7000	100000
HEROUALI Abdelkader	7000	100000
JULIEN Yannick	7000	100000
KADRI Celine	7000	100000
LANDREAU Charline	7000	100000
LECUTIER Olivier	7000	100000
MARLE Aurore	7000	100000
MATEU Julien	7000	100000
MONIE Stephanie	7000	100000
MOROTTI Thomas	7000	100000
NAUDY Jean-Marc	7000	100000
RIBERE Stephane	7000	100000
ROCA ARANDA Carine	7000	100000
ROQUE Joelle	7000	100000
ZUBELI Xavier	7000	100000
BAGAGE Romain	7000	100000

<b>BION Paul</b>	7000	100000
<b>CAUQUIL Jerome</b>	7000	100000
<b>COLIN Arnaud</b>	7000	100000
<b>DOUMEKSA Abderrahim</b>	7000	100000
<b>DUTAUD Julien</b>	7000	100000
<b>GUERIN Jeremy</b>	7000	100000
<b>JULIAN Anais</b>	7000	100000
<b>MOSSAN Alix</b>	7000	100000
<b>MUSSGNUG Michael</b>	7000	100000
<b>POMIES Julien</b>	7000	100000
<b>SCHUTT Victoria</b>	7000	100000
<b>YASSIN Victor</b>	7000	100000
<b>BERDAHAM Faycal</b>	7000	100000
<b>BERTRAND Marie-Camille</b>	7000	100000
<b>CABELLO Muriel</b>	7000	100000
<b>CONSTANS Philippe</b>	7000	100000
<b>CORREIA Mikael</b>	7000	100000
<b>ESTIBAL Florent</b>	7000	100000
<b>GESSE Aurelie</b>	7000	100000
<b>GROS Jennifer</b>	7000	100000
<b>HAMON Thomas</b>	7000	100000
<b>ILLY Lucas</b>	7000	100000
<b>LODDO Benjamin</b>	7000	100000
<b>MANDER Mathieu</b>	7000	100000
<b>MARTINS Guillaume</b>	7000	100000
<b>PORTIER Guillaume</b>	7000	100000
<b>QUARANTA Mickael</b>	7000	100000
<b>SAIARI Anais</b>	7000	100000
<b>SOULLIER Claire</b>	7000	100000
<b>TERRIER Ludivine</b>	7000	100000
<b>THIBAUT Frederic</b>	7000	100000
<b>ARSICAUD Christophe</b>	7000	100000
<b>BONA Helene</b>	7000	100000
<b>BOUSQUIE Samantha</b>	7000	100000
<b>CATHALA Carole</b>	7000	100000
<b>CHASSAIN Gaelle</b>	7000	100000
<b>CHICOT Florence</b>	7000	100000
<b>CRABOL Guilhem</b>	7000	100000
<b>D'HERBOMEZ Pascal</b>	7000	100000
<b>FAUCANIE Caroline</b>	7000	100000
<b>GENDRE Simon</b>	7000	100000
<b>GERON Olivier</b>	7000	100000
<b>GRIMART Jean-Christophe</b>	7000	100000



<b>LAMART Amael</b>	7000	100000
<b>NICOD Christophe</b>	7000	100000
<b>NOCQUE Julie</b>	7000	100000
<b>OMBRET Regis</b>	7000	100000
<b>ROHART Yann</b>	7000	100000
<b>STACCHETTI Fabienne</b>	7000	100000
<b>COULONGEON Sandrine</b>	7000	100000
<b>GARRIC Jean-Claude</b>	7000	100000
<b>ABADIE Dominique</b>	7000	100000
<b>AIRAUDI Bruno</b>	7000	100000
<b>BENRELEM Sofiane</b>	7000	100000
<b>BERGES Thierry</b>	7000	100000
<b>BERTRAND Thomas</b>	7000	100000
<b>BLANCO GIL Pedro</b>	7000	100000
<b>BOHORQUEZ Christian</b>	7000	100000
<b>BROUCKE Herve</b>	7000	100000
<b>CIVADIER Julien</b>	7000	100000
<b>DHUGUES Sandrine</b>	7000	100000
<b>DUCLAY Mylene</b>	7000	100000
<b>ESCATARY Jean-Claude</b>	7000	100000
<b>GALENT Norbert</b>	7000	100000
<b>GARBAJOSA Arnaud</b>	7000	100000
<b>GAUBERT Frederique</b>	7000	100000
<b>GIROUSSENS Fabien</b>	7000	100000
<b>GOURINAL Annie</b>	7000	100000
<b>GRAY Julien</b>	7000	100000
<b>JUSTAMON Elise</b>	7000	100000
<b>L'HOTE Romaric</b>	7000	100000
<b>LACOSTE Alain</b>	7000	100000
<b>LAFFITAU Frank</b>	7000	100000
<b>LECLERC Cecile</b>	7000	100000
<b>MANNE Sebastien</b>	7000	100000
<b>MARY Jean-Luc</b>	7000	100000
<b>MEREL Laura</b>	7000	100000
<b>MEURISSE Muriel</b>	7000	100000
<b>MONRIBOT Jean-Jerome</b>	7000	100000
<b>MONTAGNINI Laurent</b>	7000	100000
<b>MORGANT Jacky</b>	7000	100000
<b>PERILHOU Pierre</b>	7000	100000
<b>POMAREDE Eric</b>	7000	100000
<b>ROBERT Giovanni</b>	7000	100000
<b>RWALINDA Pierre-Celestin</b>	7000	100000
<b>SAGNES Jerome</b>	7000	100000

<b>SCLAFER Laurent</b>	7000	100000
<b>SEGUI Sebastien</b>	7000	100000
<b>VAN POUCKE Pascal</b>	7000	100000
<b>VO THANH Maixent</b>	7000	100000
<b>ACITORES Axel</b>	7000	100000
<b>BOYER Frederic</b>	7000	100000
<b>CHEVALDONNET Benjamin</b>	7000	100000
<b>COREIXAS Stephane</b>	7000	100000
<b>CROUZET Florian</b>	7000	100000
<b>DELAMAIDE Vincent</b>	7000	100000
<b>DUMONT Laura</b>	7000	100000
<b>DURIF Sandra</b>	7000	100000
<b>FERNANDES Jeremy</b>	7000	100000
<b>GARZO Lionel</b>	7000	100000
<b>GONZALEZ Miguel</b>	7000	100000
<b>GRIMAUD Herve</b>	7000	100000
<b>JULIEN Marielle</b>	7000	100000
<b>LAURAIN Damien</b>	7000	100000
<b>MARTINEZ Marie</b>	7000	100000
<b>MINICI Laura</b>	7000	100000
<b>MORCILLO Jeremy</b>	7000	100000
<b>PETIT Marine</b>	7000	100000
<b>PINQUIE Sebastien</b>	7000	100000
<b>PUEL Nicolas</b>	7000	100000
<b>PULBY Jerome</b>	7000	100000
<b>ROLLAND Stephanie</b>	7000	100000
<b>ROUVIER Morgan</b>	7000	100000
<b>SAVAJOLS Joseph</b>	7000	100000
<b>ULPAT Caroline</b>	7000	100000
<b>BESSEY Franck</b>	7000	100000
<b>BOUCHEMA Philippe</b>	7000	100000
<b>CAPDEBOSCQ Nicolas</b>	7000	100000
<b>DELMAS Lilian</b>	7000	100000
<b>GAUBERT Guillaume</b>	7000	100000
<b>GAY Philippe</b>	7000	100000
<b>GOUAUX Jean-Louis</b>	7000	100000
<b>HEBRARD Frederic</b>	7000	100000
<b>HOCINE Malik</b>	7000	100000
<b>JACQUOT Laurence</b>	7000	100000
<b>JAVALOYES Thierry</b>	7000	100000
<b>MALLERON Cristelle</b>	7000	100000
<b>MERIC Sofia</b>	7000	100000
<b>MEZAILLES Christopher</b>	7000	100000

<b>QUERRY Nathalie</b>	7000	100000
<b>SABATO Valerie</b>	7000	100000
<b>SCENNER Sandrine</b>	7000	100000
<b>SERRES Jerome</b>	7000	100000
<b>TARDIF Philippe</b>	7000	100000
<b>TUCOU Amaury</b>	7000	100000

TOULOUSE, LE 7 SEPT. 2022

*DR Toulouse*  
7 PLACE ALFONSE JOURDAIN  
31080 TOULOUSE  
Site Internet : [www.douane.gouv.fr](http://www.douane.gouv.fr)

Affaire suivie par : *PILLON Jean-Michel*  
Téléphone : 09 70 27 60 00  
Télécopie : 05 61 21 81 65  
Mél : [dr-toulouse@douane.finances.gouv.fr](mailto:dr-toulouse@douane.finances.gouv.fr)

Version anonymisée de la décision 2022/6 du directeur régional à TOULOUSE portant subdélégation de la signature du directeur interrégional à MONTPELLIER dans les domaines gracieux et contentieux en matière de contributions indirectes ainsi que pour les transactions en matière de douane et d'argent liquide.

Vu le code général des impôts et notamment son article 408 de l'annexe II et ses articles 212 et suivants de l'annexe IV ;  
Vu le code des douanes et notamment ses articles 350 et 451 ;  
Vu le Décret n° 2022-467 du 31 mars 2022 relatif à l'exercice du droit de transaction par l'administration des douanes

Décide

Article 1er – Délégation est donnée aux agents dont les numéros de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe I de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MONTPELLIER, les décisions de nature contentieuse (décharge de droits suite à réclamation, décision sur les contestations en matière de recouvrement des articles L 281 et L 283 du livre des procédures fiscales, rejet d'une réclamation, restitution ou remboursement de droits suite à erreur sur l'assiette, réduction de droits suite à erreur de calcul) en matière de contributions indirectes, et pour les montants maximaux qui sont mentionnés, dans cette même annexe I, en euros ou pour des montants illimités.

Article 2 - Délégation est donnée aux agents dont les numéros de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe II de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MONTPELLIER, les décisions de nature gracieuse (décision sur les demandes de décharge de responsabilité solidaire de l'article L247 du livre des procédures fiscales, modération d'amende fiscale, de majoration ou d'intérêt de retard, rejet d'une demande de remise, d'une demande de modération ou d'une demande de transaction, remise d'amende fiscale, de majoration d'impôts ou d'intérêt de retard, acceptation d'une demande et conclusion d'une transaction) en matière de contributions indirectes, et pour les montants maximaux qui sont mentionnés dans cette même annexe II en euros ou pour des montants illimités.

Article 3 – Délégation est donnée aux agents dont les numéros de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe III de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MONTPELLIER, les procédures de règlement simplifié en matière de contributions indirectes, et pour les montants de droits compromis, de droits fraudés, d'amende et de valeur des marchandises qui sont mentionnés en euros dans cette même annexe III.

Article 4 – Délégation est donnée aux agents dont les numéros de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe IV de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MONTPELLIER, les actes transactionnels définitifs de type 406 portant sur des contentieux voyageurs en matière de contravention et de délit douaniers pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe IV en euros.

Article 5 – Délégation est donnée aux agents dont les numéros de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe V de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MONTPELLIER, les actes transactionnels définitifs et les ratifications d'actes transactionnels provisoires en matière de contravention et de délit douaniers, pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe V en euros ou sont illimités.

Article 6 – Délégation est donnée aux agents dont les numéros de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe VI de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MONTPELLIER, les transactions en matière de contravention et de délit douaniers pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe VI en euros ou sont illimités.

Article 7 – Délégation est donnée aux agents dont les numéros de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe VII de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MONTPELLIER, les actes transactionnels définitifs et les ratifications d'actes transactionnels provisoires en matière de contrefaçon pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe VII en euros ou sont illimités.

Article 8 – Délégation est donnée aux agents dont les numéros de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe VIII de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MONTPELLIER, les transactions en matière de contrefaçon pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe VIII en euros ou sont illimités.

Article 9 – Délégation est donnée aux agents dont les numéros de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe IX de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MONTPELLIER, les actes transactionnels définitifs et les ratifications d'actes transactionnels provisoires en matière d'argent liquide pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe IX en euros ou sont illimités.

Article 10 – Délégation est donnée aux agents dont les numéros de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe X de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MONTPELLIER, les transactions en matière d'argent liquide pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe X en euros ou sont illimités.

Article 11 – La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs du département du siège de la direction régionale des douanes. Elle annule et remplace la précédente décision portant le même objet.

Version anonymisée de l'Annexe I à la décision n° 2022/6 du 7 sept. 2022 du directeur régional  
*PILLON Jean-Michel*

**Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature**

La présente version anonymisée de l'annexe I reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

**En matière contentieuse (contributions indirectes)**

Décharge : *Décision de décharge de droits*

Recouvrement : *Décision sur une contestation de recouvrement pour un montant maximal de*

Rejet : *Décision de rejet d'une réclamation*

Restitution : *Décision de restitution, remboursement*

Réduction : *Décision de réduction*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Décharge	Recouvrement	Rejet	Restitution	Réduction
--	----------	--------------	-------	-------------	-----------

*L'anonymisation n'étant pas applicable en matière de contributions indirectes et de réglementations assimilées, aucune information n'est disponible pour cette annexe*

**Version anonymisée de l'Annexe II à la décision n° 2022/6 du 7 sept. 2022 du directeur régional  
PILLON Jean-Michel**

**Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature**

**La présente version anonymisée de l'annexe II reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.**

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

**En matière gracieuse (contributions indirectes)**

Décharge : *Décision sur les demandes de décharge de responsabilité solidaire de l'article L247 du livre des procédures fiscales*

Modération : *Décision de modération d'amende fiscale ou de majoration*

Rejet : *Décision de rejet d'une remise, d'une modération ou de demande d'une transaction*

Remise : *Décision de remise d'amende fiscale ou de majoration d'impôts*

Transaction 4822bis : *Décision d'acceptation d'une demande de transaction*

<b>Numéro de commission d'emploi (matricule)</b>	Décharge	Modération	Rejet	Remise	Transaction
--	----------	------------	-------	--------	-------------

*L'anonymisation n'étant pas applicable en matière de contributions indirectes et de réglementations assimilées, aucune information n'est disponible pour cette annexe*

**Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature**

La présente version anonymisée de l'annexe III reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

**En matière de contributions indirectes et de réglemations assimilées : transaction simplifiée - 4823 bis « PRS »**

Droits compromis : *Montant des droits compromis n'excède pas*

Droits fraudés : *Montant des droits fraudés n'excède pas*

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur de la marchandise servant de calcul à la pénalité proportionnelle n'excède pas*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Droits compromis	Droits fraudés	Montant de l'amende	Valeur des marchandises
---	------------------	----------------	---------------------	-------------------------

*L'anonymisation n'étant pas applicable en matière de contributions indirectes et de réglemations assimilées, aucune information n'est disponible pour cette annexe*



**Version anonymisée de l'Annexe IV à la décision n° 2022/6 du 7 sept. 2022 du directeur régional  
PILLON Jean-Michel**

**Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature**

**La présente version anonymisée de l'annexe IV reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.**

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

**PV « 406 » (contentieux voyageurs)**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

<b>Numéro de commission d'emploi (matricule)</b>	<b>Montant de l'amende</b>	<b>Montant droits et taxes</b>	<b>Valeur des marchandises</b>
<b>Matricule 38008</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 38938</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 39569</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 40422</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 41630</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 42445</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 43328</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 43450</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 44009</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 44421</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 44522</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 44632</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 44692</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 44744</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 45346</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 45646</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 45738</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 45969</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 46766</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 46828</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 46839</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 46843</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 47129</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 47225</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 50058</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 50198</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 50253</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 50322</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 50324</b>	1500	7500	15000

<b>Matricule 51054</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 51366</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 51794</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 51844</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 52038</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 52054</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 52200</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 52271</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 52299</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 52355</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 52492</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 52528</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 52627</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 52716</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 53156</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 53213</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 53364</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 53562</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 53608</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 53690</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 53702</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 54044</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 54186</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 54196</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 54286</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 54504</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 55190</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 55288</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 55360</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 55518</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 55544</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 55942</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 56016</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 56226</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 56308</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 56528</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 56689</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 56734</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 56951</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 57015</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 57108</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 57126</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 57525</b>	1500	7500	15000

<b>Matricule 57816</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 57926</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 57992</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 58086</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 58144</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 58252</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 58634</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 58804</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 58845</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 59132</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 59378</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 59408</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 59510</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 59522</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 59660</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 59712</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 59780</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 59824</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 59830</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 59856</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 59872</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 59906</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 59968</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 59984</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 60308</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 60580</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 60646</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 60702</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 60720</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 60872</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 60994</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 61118</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 61208</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 61214</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 61254</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 61266</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 61276</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 61484</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 61544</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 61962</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 62092</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 62094</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 62120</b>	700	3500	7000

<b>Matricule 62228</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 62302</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 62532</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 62540</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 62620</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 62672</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 62828</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 62838</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 62840</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 62914</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 63327</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 63389</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 63402</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 63458</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 63465</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 63472</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 63486</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 63592</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 63619</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 63632</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 63716</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 63736</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 63808</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 63898</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 63944</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 63958</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 63990</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 64016</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 64073</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 64132</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 64148</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 64206</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 64270</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 64272</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 64336</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 64744</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 64788</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 64940</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 64978</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 64986</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 65016</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 65018</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 65028</b>	700	3500	7000

<b>Matricule 65040</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 65142</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 65194</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 65304</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 65350</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 65544</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 65562</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 65990</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 66014</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 66254</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 66282</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 66290</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 66316</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 66338</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 66360</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 67188</b>	700	3500	7000

**Version anonymisée de l'Annexe V à la décision n° 2022/6 du 7 sept. 2022 du directeur régional  
PILLON Jean-Michel**

**Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature**

**La présente version anonymisée de l'annexe V reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.**

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

**PV« 420D », « 420 », « 421 » (délict douanier)**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Montant de l'amende	Montant droits et taxes	Valeur des marchandises
<b>Matricule 35942</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 36965</b>	3000	10000	30000
<b>Matricule 38008</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 38778</b>	3000	10000	30000
<b>Matricule 38938</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 39569</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 39976</b>	3000	10000	30000
<b>Matricule 40373</b>	3000	10000	30000
<b>Matricule 40422</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 41064</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 41237</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 41321</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 41627</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 41630</b>	3000	10000	30000
<b>Matricule 41711</b>	6000	15000	60000
<b>Matricule 42356</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 42399</b>	3000	10000	30000
<b>Matricule 42445</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 42555</b>	3000	10000	30000
<b>Matricule 42798</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 43122</b>	3000	10000	30000
<b>Matricule 43205</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 43328</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 43345</b>	3000	10000	30000
<b>Matricule 43450</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 43870</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 43993</b>	15000	50000	125000
<b>Matricule 44009</b>	3000	10000	30000
<b>Matricule 44037</b>	700	3500	7000

<b>Matricule 44351</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 44421</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 44462</b>	3000	10000	30000
<b>Matricule 44501</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 44522</b>	3000	10000	30000
<b>Matricule 44632</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 44654</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 44687</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 44692</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 44744</b>	3000	10000	30000
<b>Matricule 44807</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 44947</b>	3000	10000	30000
<b>Matricule 44953</b>	3000	10000	30000
<b>Matricule 45102</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 45346</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 45646</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 45738</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 45969</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 46113</b>	3000	10000	30000
<b>Matricule 46185</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 46446</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 46766</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 46828</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 46839</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 46843</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 47129</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 47225</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 50058</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 50198</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 50247</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 50253</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 50274</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 50322</b>	3000	10000	30000
<b>Matricule 50324</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 50576</b>	3000	10000	30000
<b>Matricule 51049</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 51054</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 51116</b>	3000	10000	30000
<b>Matricule 51366</b>	3000	10000	30000
<b>Matricule 51768</b>	3000	10000	30000
<b>Matricule 51794</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 51823</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 51844</b>	1500	7500	15000

<b>Matricule 51965</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 51973</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 52038</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 52054</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 52093</b>	6000	15000	60000
<b>Matricule 52200</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 52221</b>	3000	10000	30000
<b>Matricule 52271</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 52299</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 52355</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 52492</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 52528</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 52627</b>	3000	10000	30000
<b>Matricule 52716</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 52717</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 53140</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 53156</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 53213</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 53364</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 53438</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 53562</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 53608</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 53690</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 53702</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 53853</b>	6000	15000	60000
<b>Matricule 53856</b>	3000	10000	30000
<b>Matricule 54044</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 54186</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 54196</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 54286</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 54504</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 54629</b>	3000	10000	30000
<b>Matricule 54630</b>	3000	10000	30000
<b>Matricule 54800</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 54952</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 55190</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 55288</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 55360</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 55511</b>	15000	50000	125000
<b>Matricule 55518</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 55544</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 55810</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 55867</b>	3000	10000	30000



<b>Matricule 55931</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 55942</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 56016</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 56226</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 56229</b>	3000	10000	30000
<b>Matricule 56287</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 56308</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 56528</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 56660</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 56689</b>	3000	10000	30000
<b>Matricule 56734</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 56746</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 56951</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 57015</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 57067</b>	3000	10000	30000
<b>Matricule 57108</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 57126</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 57157</b>	3000	10000	30000
<b>Matricule 57292</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 57313</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 57451</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 57468</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 57525</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 57816</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 57926</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 57939</b>	3000	10000	30000
<b>Matricule 57947</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 57949</b>	3000	10000	30000
<b>Matricule 57992</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 58086</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 58141</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 58144</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 58249</b>	3000	10000	30000
<b>Matricule 58252</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 58634</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 58804</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 58845</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 59132</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 59311</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 59378</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 59408</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 59510</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 59522</b>	1500	7500	15000

<b>Matricule 59554</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 59575</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 59660</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 59665</b>	3000	10000	30000
<b>Matricule 59712</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 59780</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 59823</b>	3000	10000	30000
<b>Matricule 59824</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 59830</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 59856</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 59872</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 59906</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 59968</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 59984</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 60308</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 60368</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 60384</b>	3000	10000	30000
<b>Matricule 60393</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 60457</b>	3000	10000	30000
<b>Matricule 60580</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 60646</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 60667</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 60702</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 60710</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 60720</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 60825</b>	3000	10000	30000
<b>Matricule 60872</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 60994</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 61118</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 61208</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 61214</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 61254</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 61266</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 61273</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 61276</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 61400</b>	3000	10000	30000
<b>Matricule 61415</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 61484</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 61544</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 61810</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 61962</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 62092</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 62094</b>	700	3500	7000

<b>Matricule 62120</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 62228</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 62302</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 62532</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 62540</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 62617</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 62620</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 62665</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 62672</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 62695</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 62828</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 62838</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 62840</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 62914</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 62994</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 63040</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 63046</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 63302</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 63327</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 63389</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 63402</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 63458</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 63465</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 63472</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 63486</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 63592</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 63619</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 63632</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 63716</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 63736</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 63808</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 63898</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 63944</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 63958</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 63990</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 64016</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 64047</b>	3000	10000	30000
<b>Matricule 64073</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 64132</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 64148</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 64206</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 64229</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 64270</b>	700	3500	7000

<b>Matricule 64272</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 64336</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 64345</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 64365</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 64468</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 64744</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 64788</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 64940</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 64978</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 64986</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 65016</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 65018</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 65028</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 65040</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 65142</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 65194</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 65304</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 65350</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 65544</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 65562</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 65990</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 66014</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 66254</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 66282</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 66290</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 66316</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 66338</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 66360</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 67188</b>	700	3500	7000

**Version anonymisée de l'Annexe VI à la décision n° 2022/6 du 7 sept. 2022 du directeur régional  
PILLON Jean-Michel**

**Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature**

**La présente version anonymisée de l'annexe VI reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.**

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

**TRANSACTION « 421 » (délit douanier)**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

<b>Numéro de commission d'emploi (matricule)</b>	<b>Montant de l'amende</b>	<b>Montant droits et taxes</b>	<b>Valeur des marchandises</b>
<b>Matricule 35942</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 36965</b>	3000	10000	30000
<b>Matricule 38008</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 38778</b>	3000	10000	30000
<b>Matricule 38938</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 39569</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 39976</b>	3000	10000	30000
<b>Matricule 40373</b>	3000	10000	30000
<b>Matricule 40422</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 41064</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 41237</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 41321</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 41627</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 41630</b>	3000	10000	30000
<b>Matricule 41711</b>	6000	15000	60000
<b>Matricule 42356</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 42399</b>	3000	10000	30000
<b>Matricule 42445</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 42555</b>	3000	10000	30000
<b>Matricule 42798</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 43122</b>	3000	10000	30000
<b>Matricule 43205</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 43328</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 43345</b>	3000	10000	30000
<b>Matricule 43450</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 43870</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 43993</b>	15000	50000	125000
<b>Matricule 44009</b>	3000	10000	30000
<b>Matricule 44037</b>	700	3500	7000

<b>Matricule 44351</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 44421</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 44462</b>	3000	10000	30000
<b>Matricule 44501</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 44522</b>	3000	10000	30000
<b>Matricule 44632</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 44654</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 44687</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 44692</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 44744</b>	3000	10000	30000
<b>Matricule 44807</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 44947</b>	3000	10000	30000
<b>Matricule 44953</b>	3000	10000	30000
<b>Matricule 45102</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 45346</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 45646</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 45738</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 45969</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 46113</b>	3000	10000	30000
<b>Matricule 46185</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 46446</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 46766</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 46828</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 46839</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 46843</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 47129</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 47225</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 50058</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 50198</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 50247</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 50253</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 50274</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 50322</b>	3000	10000	30000
<b>Matricule 50324</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 50576</b>	3000	10000	30000
<b>Matricule 51049</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 51054</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 51116</b>	3000	10000	30000
<b>Matricule 51366</b>	3000	10000	30000
<b>Matricule 51768</b>	3000	10000	30000
<b>Matricule 51794</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 51823</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 51844</b>	1500	7500	15000

<b>Matricule 51965</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 51973</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 52038</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 52054</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 52093</b>	6000	15000	60000
<b>Matricule 52200</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 52221</b>	3000	10000	30000
<b>Matricule 52271</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 52299</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 52355</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 52492</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 52528</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 52627</b>	3000	10000	30000
<b>Matricule 52716</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 52717</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 53140</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 53156</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 53213</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 53364</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 53438</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 53562</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 53608</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 53690</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 53702</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 53853</b>	6000	15000	60000
<b>Matricule 53856</b>	3000	10000	30000
<b>Matricule 54044</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 54186</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 54196</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 54286</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 54504</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 54629</b>	3000	10000	30000
<b>Matricule 54630</b>	3000	10000	30000
<b>Matricule 54800</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 54952</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 55190</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 55288</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 55360</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 55511</b>	15000	50000	125000
<b>Matricule 55518</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 55544</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 55810</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 55867</b>	3000	10000	30000

<b>Matricule 55931</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 55942</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 56016</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 56226</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 56229</b>	3000	10000	30000
<b>Matricule 56287</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 56308</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 56528</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 56660</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 56689</b>	3000	10000	30000
<b>Matricule 56734</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 56746</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 56951</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 57015</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 57067</b>	3000	10000	30000
<b>Matricule 57108</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 57126</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 57157</b>	3000	10000	30000
<b>Matricule 57292</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 57313</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 57451</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 57468</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 57525</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 57816</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 57926</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 57939</b>	3000	10000	30000
<b>Matricule 57947</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 57949</b>	3000	10000	30000
<b>Matricule 57992</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 58086</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 58141</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 58144</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 58249</b>	3000	10000	30000
<b>Matricule 58252</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 58634</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 58804</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 58845</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 59132</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 59311</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 59378</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 59408</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 59510</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 59522</b>	1500	7500	15000



<b>Matricule 59554</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 59575</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 59660</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 59665</b>	3000	10000	30000
<b>Matricule 59712</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 59780</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 59823</b>	3000	10000	30000
<b>Matricule 59824</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 59830</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 59856</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 59872</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 59906</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 59968</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 59984</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 60308</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 60368</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 60384</b>	3000	10000	30000
<b>Matricule 60393</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 60457</b>	3000	10000	30000
<b>Matricule 60580</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 60646</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 60667</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 60702</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 60710</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 60720</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 60825</b>	3000	10000	30000
<b>Matricule 60872</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 60994</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 61118</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 61208</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 61214</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 61254</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 61266</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 61273</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 61276</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 61400</b>	3000	10000	30000
<b>Matricule 61415</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 61484</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 61544</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 61810</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 61962</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 62092</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 62094</b>	700	3500	7000

<b>Matricule 62120</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 62228</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 62302</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 62532</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 62540</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 62617</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 62620</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 62665</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 62672</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 62695</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 62828</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 62838</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 62840</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 62914</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 62994</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 63040</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 63046</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 63302</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 63327</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 63389</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 63402</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 63458</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 63465</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 63472</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 63486</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 63592</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 63619</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 63632</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 63716</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 63736</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 63808</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 63898</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 63944</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 63958</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 63990</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 64016</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 64047</b>	3000	10000	30000
<b>Matricule 64073</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 64132</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 64148</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 64206</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 64229</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 64270</b>	700	3500	7000

<b>Matricule 64272</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 64336</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 64345</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 64365</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 64468</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 64744</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 64788</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 64940</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 64978</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 64986</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 65016</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 65018</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 65028</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 65040</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 65142</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 65194</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 65304</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 65350</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 65544</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 65562</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 65990</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 66014</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 66254</b>	700	3500	7000
<b>Matricule 66282</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 66290</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 66316</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 66338</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 66360</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 67188</b>	700	3500	7000

**Version anonymisée de l'Annexe VII à la décision n° 2022/6 du 7 sept. 2022 du directeur régional  
PILLON Jean-Michel**

**Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature**

**La présente version anonymisée de l'annexe VII reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.**

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

**PV « 420D », « 420 », « 421 » (contrefaçon)**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

<b>Numéro de commission d'emploi (matricule)</b>	<b>Montant de l'amende</b>	<b>Valeur des marchandises</b>
Matricule 35942	3500	50000
Matricule 36965	7000	100000
Matricule 38008	3500	50000
Matricule 38778	7000	100000
Matricule 38938	3500	50000
Matricule 39569	3500	50000
Matricule 39976	7000	100000
Matricule 40373	7000	100000
Matricule 40422	3500	50000
Matricule 41064	3500	50000
Matricule 41237	700	10000
Matricule 41321	3500	50000
Matricule 41627	3500	50000
Matricule 41630	7000	100000
Matricule 41711	20000	300000
Matricule 42356	3500	50000
Matricule 42399	7000	100000
Matricule 42445	3500	50000
Matricule 42555	7000	100000
Matricule 42798	3500	50000
Matricule 43122	7000	100000
Matricule 43205	3500	50000
Matricule 43328	700	10000
Matricule 43345	7000	100000
Matricule 43450	3500	50000
Matricule 43870	3500	50000
Matricule 43993	37500	600000
Matricule 44009	7000	100000
Matricule 44037	700	10000
Matricule 44351	700	10000
Matricule 44421	3500	50000

<b>Matricule 44462</b>	7000	100000
<b>Matricule 44501</b>	700	10000
<b>Matricule 44522</b>	7000	100000
<b>Matricule 44632</b>	3500	50000
<b>Matricule 44654</b>	700	10000
<b>Matricule 44687</b>	3500	50000
<b>Matricule 44692</b>	700	10000
<b>Matricule 44744</b>	7000	100000
<b>Matricule 44807</b>	700	10000
<b>Matricule 44947</b>	7000	100000
<b>Matricule 44953</b>	7000	100000
<b>Matricule 45102</b>	700	10000
<b>Matricule 45346</b>	3500	50000
<b>Matricule 45646</b>	700	10000
<b>Matricule 45738</b>	3500	50000
<b>Matricule 45969</b>	700	10000
<b>Matricule 46113</b>	7000	100000
<b>Matricule 46185</b>	3500	50000
<b>Matricule 46446</b>	3500	50000
<b>Matricule 46766</b>	3500	50000
<b>Matricule 46828</b>	3500	50000
<b>Matricule 46839</b>	3500	50000
<b>Matricule 46843</b>	3500	50000
<b>Matricule 47129</b>	3500	50000
<b>Matricule 47225</b>	700	10000
<b>Matricule 50058</b>	3500	50000
<b>Matricule 50198</b>	3500	50000
<b>Matricule 50247</b>	3500	50000
<b>Matricule 50253</b>	3500	50000
<b>Matricule 50274</b>	3500	50000
<b>Matricule 50322</b>	7000	100000
<b>Matricule 50324</b>	3500	50000
<b>Matricule 50576</b>	7000	100000
<b>Matricule 51049</b>	3500	50000
<b>Matricule 51054</b>	3500	50000
<b>Matricule 51116</b>	7000	100000
<b>Matricule 51366</b>	7000	100000
<b>Matricule 51768</b>	7000	100000
<b>Matricule 51794</b>	3500	50000
<b>Matricule 51823</b>	3500	50000
<b>Matricule 51844</b>	3500	50000
<b>Matricule 51965</b>	3500	50000
<b>Matricule 51973</b>	3500	50000

<b>Matricule 52038</b>	3500	50000
<b>Matricule 52054</b>	700	10000
<b>Matricule 52093</b>	20000	300000
<b>Matricule 52200</b>	700	10000
<b>Matricule 52221</b>	7000	100000
<b>Matricule 52271</b>	3500	50000
<b>Matricule 52299</b>	3500	50000
<b>Matricule 52355</b>	3500	50000
<b>Matricule 52492</b>	3500	50000
<b>Matricule 52528</b>	3500	50000
<b>Matricule 52627</b>	7000	100000
<b>Matricule 52716</b>	3500	50000
<b>Matricule 52717</b>	3500	50000
<b>Matricule 53140</b>	3500	50000
<b>Matricule 53156</b>	700	10000
<b>Matricule 53213</b>	3500	50000
<b>Matricule 53364</b>	700	10000
<b>Matricule 53438</b>	3500	50000
<b>Matricule 53562</b>	3500	50000
<b>Matricule 53608</b>	3500	50000
<b>Matricule 53690</b>	3500	50000
<b>Matricule 53702</b>	3500	50000
<b>Matricule 53853</b>	20000	300000
<b>Matricule 53856</b>	7000	100000
<b>Matricule 54044</b>	3500	50000
<b>Matricule 54186</b>	700	10000
<b>Matricule 54196</b>	3500	50000
<b>Matricule 54286</b>	3500	50000
<b>Matricule 54504</b>	700	10000
<b>Matricule 54629</b>	7000	100000
<b>Matricule 54630</b>	7000	100000
<b>Matricule 54800</b>	700	10000
<b>Matricule 54952</b>	700	10000
<b>Matricule 55190</b>	3500	50000
<b>Matricule 55288</b>	700	10000
<b>Matricule 55360</b>	700	10000
<b>Matricule 55511</b>	37500	600000
<b>Matricule 55518</b>	3500	50000
<b>Matricule 55544</b>	700	10000
<b>Matricule 55810</b>	3500	50000
<b>Matricule 55867</b>	7000	100000
<b>Matricule 55931</b>	3500	50000
<b>Matricule 55942</b>	3500	50000

<b>Matricule 56016</b>	3500	50000
<b>Matricule 56226</b>	700	10000
<b>Matricule 56229</b>	7000	100000
<b>Matricule 56287</b>	3500	50000
<b>Matricule 56308</b>	700	10000
<b>Matricule 56528</b>	700	10000
<b>Matricule 56660</b>	3500	50000
<b>Matricule 56689</b>	7000	100000
<b>Matricule 56734</b>	700	10000
<b>Matricule 56746</b>	3500	50000
<b>Matricule 56951</b>	700	10000
<b>Matricule 57015</b>	3500	50000
<b>Matricule 57067</b>	7000	100000
<b>Matricule 57108</b>	3500	50000
<b>Matricule 57126</b>	3500	50000
<b>Matricule 57157</b>	7000	100000
<b>Matricule 57292</b>	3500	50000
<b>Matricule 57313</b>	3500	50000
<b>Matricule 57451</b>	3500	50000
<b>Matricule 57468</b>	700	10000
<b>Matricule 57525</b>	3500	50000
<b>Matricule 57816</b>	700	10000
<b>Matricule 57926</b>	700	10000
<b>Matricule 57939</b>	7000	100000
<b>Matricule 57947</b>	3500	50000
<b>Matricule 57949</b>	7000	100000
<b>Matricule 57992</b>	700	10000
<b>Matricule 58086</b>	3500	50000
<b>Matricule 58141</b>	3500	50000
<b>Matricule 58144</b>	700	10000
<b>Matricule 58249</b>	7000	100000
<b>Matricule 58252</b>	3500	50000
<b>Matricule 58634</b>	3500	50000
<b>Matricule 58804</b>	3500	50000
<b>Matricule 58845</b>	700	10000
<b>Matricule 59132</b>	3500	50000
<b>Matricule 59311</b>	3500	50000
<b>Matricule 59378</b>	700	10000
<b>Matricule 59408</b>	700	10000
<b>Matricule 59510</b>	3500	50000
<b>Matricule 59522</b>	3500	50000
<b>Matricule 59554</b>	3500	50000
<b>Matricule 59575</b>	700	10000

<b>Matricule 59660</b>	700	10000
<b>Matricule 59665</b>	7000	100000
<b>Matricule 59712</b>	700	10000
<b>Matricule 59780</b>	700	10000
<b>Matricule 59823</b>	7000	100000
<b>Matricule 59824</b>	700	10000
<b>Matricule 59830</b>	700	10000
<b>Matricule 59856</b>	3500	50000
<b>Matricule 59872</b>	700	10000
<b>Matricule 59906</b>	3500	50000
<b>Matricule 59968</b>	3500	50000
<b>Matricule 59984</b>	3500	50000
<b>Matricule 60308</b>	700	10000
<b>Matricule 60368</b>	3500	50000
<b>Matricule 60384</b>	7000	100000
<b>Matricule 60393</b>	3500	50000
<b>Matricule 60457</b>	7000	100000
<b>Matricule 60580</b>	700	10000
<b>Matricule 60646</b>	700	10000
<b>Matricule 60667</b>	3500	50000
<b>Matricule 60702</b>	700	10000
<b>Matricule 60710</b>	3500	50000
<b>Matricule 60720</b>	700	10000
<b>Matricule 60825</b>	7000	100000
<b>Matricule 60872</b>	700	10000
<b>Matricule 60994</b>	3500	50000
<b>Matricule 61118</b>	700	10000
<b>Matricule 61208</b>	700	10000
<b>Matricule 61214</b>	3500	50000
<b>Matricule 61254</b>	700	10000
<b>Matricule 61266</b>	3500	50000
<b>Matricule 61273</b>	3500	50000
<b>Matricule 61276</b>	700	10000
<b>Matricule 61400</b>	7000	100000
<b>Matricule 61415</b>	3500	50000
<b>Matricule 61484</b>	3500	50000
<b>Matricule 61544</b>	700	10000
<b>Matricule 61810</b>	3500	50000
<b>Matricule 61962</b>	700	10000
<b>Matricule 62092</b>	700	10000
<b>Matricule 62094</b>	700	10000
<b>Matricule 62120</b>	700	10000
<b>Matricule 62228</b>	700	10000



<b>Matricule 62302</b>	700	10000
<b>Matricule 62532</b>	3500	50000
<b>Matricule 62540</b>	700	10000
<b>Matricule 62617</b>	3500	50000
<b>Matricule 62620</b>	700	10000
<b>Matricule 62665</b>	3500	50000
<b>Matricule 62672</b>	3500	50000
<b>Matricule 62695</b>	3500	50000
<b>Matricule 62828</b>	700	10000
<b>Matricule 62838</b>	700	10000
<b>Matricule 62840</b>	700	10000
<b>Matricule 62914</b>	3500	50000
<b>Matricule 62994</b>	3500	50000
<b>Matricule 63040</b>	3500	50000
<b>Matricule 63046</b>	3500	50000
<b>Matricule 63302</b>	3500	50000
<b>Matricule 63327</b>	700	10000
<b>Matricule 63389</b>	700	10000
<b>Matricule 63402</b>	700	10000
<b>Matricule 63458</b>	700	10000
<b>Matricule 63465</b>	700	10000
<b>Matricule 63472</b>	700	10000
<b>Matricule 63486</b>	700	10000
<b>Matricule 63592</b>	700	10000
<b>Matricule 63619</b>	700	10000
<b>Matricule 63632</b>	700	10000
<b>Matricule 63716</b>	3500	50000
<b>Matricule 63736</b>	700	10000
<b>Matricule 63808</b>	700	10000
<b>Matricule 63898</b>	700	10000
<b>Matricule 63944</b>	700	10000
<b>Matricule 63958</b>	3500	50000
<b>Matricule 63990</b>	700	10000
<b>Matricule 64016</b>	700	10000
<b>Matricule 64047</b>	7000	100000
<b>Matricule 64073</b>	3500	50000
<b>Matricule 64132</b>	700	10000
<b>Matricule 64148</b>	700	10000
<b>Matricule 64206</b>	700	10000
<b>Matricule 64229</b>	3500	50000
<b>Matricule 64270</b>	700	10000
<b>Matricule 64272</b>	700	10000
<b>Matricule 64336</b>	3500	50000

<b>Matricule 64345</b>	3500	50000
<b>Matricule 64365</b>	3500	50000
<b>Matricule 64468</b>	3500	50000
<b>Matricule 64744</b>	700	10000
<b>Matricule 64788</b>	700	10000
<b>Matricule 64940</b>	3500	50000
<b>Matricule 64978</b>	700	10000
<b>Matricule 64986</b>	700	10000
<b>Matricule 65016</b>	700	10000
<b>Matricule 65018</b>	700	10000
<b>Matricule 65028</b>	700	10000
<b>Matricule 65040</b>	700	10000
<b>Matricule 65142</b>	700	10000
<b>Matricule 65194</b>	700	10000
<b>Matricule 65304</b>	3500	50000
<b>Matricule 65350</b>	3500	50000
<b>Matricule 65544</b>	3500	50000
<b>Matricule 65562</b>	700	10000
<b>Matricule 65990</b>	700	10000
<b>Matricule 66014</b>	3500	50000
<b>Matricule 66254</b>	700	10000
<b>Matricule 66282</b>	3500	50000
<b>Matricule 66290</b>	3500	50000
<b>Matricule 66316</b>	3500	50000
<b>Matricule 66338</b>	3500	50000
<b>Matricule 66360</b>	3500	50000
<b>Matricule 67188</b>	700	10000

**Version anonymisée de l'Annexe VIII à la décision n° 2022/6 du 7 sept. 2022 du directeur régional  
PILLON Jean-Michel**

**Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature**

**La présente version anonymisée de l'annexe VIII reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.**

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

**TRANSACTION « 421 » (contrefaçon)**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

<b>Numéro de commission d'emploi (matricule)</b>	<b>Montant de l'amende</b>	<b>Valeur des marchandises</b>
<b>Matricule 35942</b>	3500	50000
<b>Matricule 36965</b>	7000	100000
<b>Matricule 38008</b>	3500	50000
<b>Matricule 38778</b>	7000	100000
<b>Matricule 38938</b>	3500	50000
<b>Matricule 39569</b>	3500	50000
<b>Matricule 39976</b>	7000	100000
<b>Matricule 40373</b>	7000	100000
<b>Matricule 40422</b>	3500	50000
<b>Matricule 41064</b>	3500	50000
<b>Matricule 41237</b>	700	10000
<b>Matricule 41321</b>	3500	50000
<b>Matricule 41627</b>	3500	50000
<b>Matricule 41630</b>	7000	100000
<b>Matricule 41711</b>	20000	300000
<b>Matricule 42356</b>	3500	50000
<b>Matricule 42399</b>	7000	100000
<b>Matricule 42445</b>	3500	50000
<b>Matricule 42555</b>	7000	100000
<b>Matricule 42798</b>	3500	50000
<b>Matricule 43122</b>	7000	100000
<b>Matricule 43205</b>	3500	50000
<b>Matricule 43328</b>	700	10000
<b>Matricule 43345</b>	7000	100000
<b>Matricule 43450</b>	3500	50000
<b>Matricule 43870</b>	3500	50000
<b>Matricule 43993</b>	37500	600000
<b>Matricule 44009</b>	7000	100000
<b>Matricule 44037</b>	700	10000
<b>Matricule 44351</b>	700	10000

<b>Matricule 44421</b>	3500	50000
<b>Matricule 44462</b>	7000	100000
<b>Matricule 44501</b>	700	10000
<b>Matricule 44522</b>	7000	100000
<b>Matricule 44632</b>	3500	50000
<b>Matricule 44654</b>	700	10000
<b>Matricule 44687</b>	3500	50000
<b>Matricule 44692</b>	700	10000
<b>Matricule 44744</b>	7000	100000
<b>Matricule 44807</b>	700	10000
<b>Matricule 44947</b>	7000	100000
<b>Matricule 44953</b>	7000	100000
<b>Matricule 45102</b>	700	10000
<b>Matricule 45346</b>	3500	50000
<b>Matricule 45646</b>	700	10000
<b>Matricule 45738</b>	3500	50000
<b>Matricule 45969</b>	700	10000
<b>Matricule 46113</b>	7000	100000
<b>Matricule 46185</b>	3500	50000
<b>Matricule 46446</b>	3500	50000
<b>Matricule 46766</b>	3500	50000
<b>Matricule 46828</b>	3500	50000
<b>Matricule 46839</b>	3500	50000
<b>Matricule 46843</b>	3500	50000
<b>Matricule 47129</b>	3500	50000
<b>Matricule 47225</b>	700	10000
<b>Matricule 50058</b>	3500	50000
<b>Matricule 50198</b>	3500	50000
<b>Matricule 50247</b>	3500	50000
<b>Matricule 50253</b>	3500	50000
<b>Matricule 50274</b>	3500	50000
<b>Matricule 50322</b>	7000	100000
<b>Matricule 50324</b>	3500	50000
<b>Matricule 50576</b>	7000	100000
<b>Matricule 51049</b>	3500	50000
<b>Matricule 51054</b>	3500	50000
<b>Matricule 51116</b>	7000	100000
<b>Matricule 51366</b>	7000	100000
<b>Matricule 51768</b>	7000	100000
<b>Matricule 51794</b>	3500	50000
<b>Matricule 51823</b>	3500	50000
<b>Matricule 51844</b>	3500	50000
<b>Matricule 51965</b>	3500	50000

<b>Matricule 51973</b>	3500	50000
<b>Matricule 52038</b>	3500	50000
<b>Matricule 52054</b>	700	10000
<b>Matricule 52093</b>	20000	300000
<b>Matricule 52200</b>	700	10000
<b>Matricule 52221</b>	7000	100000
<b>Matricule 52271</b>	3500	50000
<b>Matricule 52299</b>	3500	50000
<b>Matricule 52355</b>	3500	50000
<b>Matricule 52492</b>	3500	50000
<b>Matricule 52528</b>	3500	50000
<b>Matricule 52627</b>	7000	100000
<b>Matricule 52716</b>	3500	50000
<b>Matricule 52717</b>	3500	50000
<b>Matricule 53140</b>	3500	50000
<b>Matricule 53156</b>	700	10000
<b>Matricule 53213</b>	3500	50000
<b>Matricule 53364</b>	700	10000
<b>Matricule 53438</b>	3500	50000
<b>Matricule 53562</b>	3500	50000
<b>Matricule 53608</b>	3500	50000
<b>Matricule 53690</b>	3500	50000
<b>Matricule 53702</b>	3500	50000
<b>Matricule 53853</b>	20000	300000
<b>Matricule 53856</b>	7000	100000
<b>Matricule 54044</b>	3500	50000
<b>Matricule 54186</b>	700	10000
<b>Matricule 54196</b>	3500	50000
<b>Matricule 54286</b>	3500	50000
<b>Matricule 54504</b>	700	10000
<b>Matricule 54629</b>	7000	100000
<b>Matricule 54630</b>	7000	100000
<b>Matricule 54800</b>	700	10000
<b>Matricule 54952</b>	700	10000
<b>Matricule 55190</b>	3500	50000
<b>Matricule 55288</b>	700	10000
<b>Matricule 55360</b>	700	10000
<b>Matricule 55511</b>	37500	600000
<b>Matricule 55518</b>	3500	50000
<b>Matricule 55544</b>	700	10000
<b>Matricule 55810</b>	3500	50000
<b>Matricule 55867</b>	7000	100000
<b>Matricule 55931</b>	3500	50000

<b>Matricule 55942</b>	3500	50000
<b>Matricule 56016</b>	3500	50000
<b>Matricule 56226</b>	700	10000
<b>Matricule 56229</b>	7000	100000
<b>Matricule 56287</b>	3500	50000
<b>Matricule 56308</b>	700	10000
<b>Matricule 56528</b>	700	10000
<b>Matricule 56660</b>	3500	50000
<b>Matricule 56689</b>	7000	100000
<b>Matricule 56734</b>	700	10000
<b>Matricule 56746</b>	3500	50000
<b>Matricule 56951</b>	700	10000
<b>Matricule 57015</b>	3500	50000
<b>Matricule 57067</b>	7000	100000
<b>Matricule 57108</b>	3500	50000
<b>Matricule 57126</b>	3500	50000
<b>Matricule 57157</b>	7000	100000
<b>Matricule 57292</b>	3500	50000
<b>Matricule 57313</b>	3500	50000
<b>Matricule 57451</b>	3500	50000
<b>Matricule 57468</b>	700	10000
<b>Matricule 57525</b>	3500	50000
<b>Matricule 57816</b>	700	10000
<b>Matricule 57926</b>	700	10000
<b>Matricule 57939</b>	7000	100000
<b>Matricule 57947</b>	3500	50000
<b>Matricule 57949</b>	7000	100000
<b>Matricule 57992</b>	700	10000
<b>Matricule 58086</b>	3500	50000
<b>Matricule 58141</b>	3500	50000
<b>Matricule 58144</b>	700	10000
<b>Matricule 58249</b>	7000	100000
<b>Matricule 58252</b>	3500	50000
<b>Matricule 58634</b>	3500	50000
<b>Matricule 58804</b>	3500	50000
<b>Matricule 58845</b>	700	10000
<b>Matricule 59132</b>	3500	50000
<b>Matricule 59311</b>	3500	50000
<b>Matricule 59378</b>	700	10000
<b>Matricule 59408</b>	700	10000
<b>Matricule 59510</b>	3500	50000
<b>Matricule 59522</b>	3500	50000
<b>Matricule 59554</b>	3500	50000

<b>Matricule 59575</b>	700	10000
<b>Matricule 59660</b>	700	10000
<b>Matricule 59665</b>	7000	100000
<b>Matricule 59712</b>	700	10000
<b>Matricule 59780</b>	700	10000
<b>Matricule 59823</b>	7000	100000
<b>Matricule 59824</b>	700	10000
<b>Matricule 59830</b>	700	10000
<b>Matricule 59856</b>	3500	50000
<b>Matricule 59872</b>	700	10000
<b>Matricule 59906</b>	3500	50000
<b>Matricule 59968</b>	3500	50000
<b>Matricule 59984</b>	3500	50000
<b>Matricule 60308</b>	700	10000
<b>Matricule 60368</b>	3500	50000
<b>Matricule 60384</b>	7000	100000
<b>Matricule 60393</b>	3500	50000
<b>Matricule 60457</b>	7000	100000
<b>Matricule 60580</b>	700	10000
<b>Matricule 60646</b>	700	10000
<b>Matricule 60667</b>	3500	50000
<b>Matricule 60702</b>	700	10000
<b>Matricule 60710</b>	3500	50000
<b>Matricule 60720</b>	700	10000
<b>Matricule 60825</b>	7000	100000
<b>Matricule 60872</b>	700	10000
<b>Matricule 60994</b>	3500	50000
<b>Matricule 61118</b>	700	10000
<b>Matricule 61208</b>	700	10000
<b>Matricule 61214</b>	3500	50000
<b>Matricule 61254</b>	700	10000
<b>Matricule 61266</b>	3500	50000
<b>Matricule 61273</b>	3500	50000
<b>Matricule 61276</b>	700	10000
<b>Matricule 61400</b>	7000	100000
<b>Matricule 61415</b>	3500	50000
<b>Matricule 61484</b>	3500	50000
<b>Matricule 61544</b>	700	10000
<b>Matricule 61810</b>	3500	50000
<b>Matricule 61962</b>	700	10000
<b>Matricule 62092</b>	700	10000
<b>Matricule 62094</b>	700	10000
<b>Matricule 62120</b>	700	10000

<b>Matricule 62228</b>	700	10000
<b>Matricule 62302</b>	700	10000
<b>Matricule 62532</b>	3500	50000
<b>Matricule 62540</b>	700	10000
<b>Matricule 62617</b>	3500	50000
<b>Matricule 62620</b>	700	10000
<b>Matricule 62665</b>	3500	50000
<b>Matricule 62672</b>	3500	50000
<b>Matricule 62695</b>	3500	50000
<b>Matricule 62828</b>	700	10000
<b>Matricule 62838</b>	700	10000
<b>Matricule 62840</b>	700	10000
<b>Matricule 62914</b>	3500	50000
<b>Matricule 62994</b>	3500	50000
<b>Matricule 63040</b>	3500	50000
<b>Matricule 63046</b>	3500	50000
<b>Matricule 63302</b>	3500	50000
<b>Matricule 63327</b>	700	10000
<b>Matricule 63389</b>	700	10000
<b>Matricule 63402</b>	700	10000
<b>Matricule 63458</b>	700	10000
<b>Matricule 63465</b>	700	10000
<b>Matricule 63472</b>	700	10000
<b>Matricule 63486</b>	700	10000
<b>Matricule 63592</b>	700	10000
<b>Matricule 63619</b>	700	10000
<b>Matricule 63632</b>	700	10000
<b>Matricule 63716</b>	3500	50000
<b>Matricule 63736</b>	700	10000
<b>Matricule 63808</b>	700	10000
<b>Matricule 63898</b>	700	10000
<b>Matricule 63944</b>	700	10000
<b>Matricule 63958</b>	3500	50000
<b>Matricule 63990</b>	700	10000
<b>Matricule 64016</b>	700	10000
<b>Matricule 64047</b>	7000	100000
<b>Matricule 64073</b>	3500	50000
<b>Matricule 64132</b>	700	10000
<b>Matricule 64148</b>	700	10000
<b>Matricule 64206</b>	700	10000
<b>Matricule 64229</b>	3500	50000
<b>Matricule 64270</b>	700	10000
<b>Matricule 64272</b>	700	10000



<b>Matricule 64336</b>	3500	50000
<b>Matricule 64345</b>	3500	50000
<b>Matricule 64365</b>	3500	50000
<b>Matricule 64468</b>	3500	50000
<b>Matricule 64744</b>	700	10000
<b>Matricule 64788</b>	700	10000
<b>Matricule 64940</b>	3500	50000
<b>Matricule 64978</b>	700	10000
<b>Matricule 64986</b>	700	10000
<b>Matricule 65016</b>	700	10000
<b>Matricule 65018</b>	700	10000
<b>Matricule 65028</b>	700	10000
<b>Matricule 65040</b>	700	10000
<b>Matricule 65142</b>	700	10000
<b>Matricule 65194</b>	700	10000
<b>Matricule 65304</b>	3500	50000
<b>Matricule 65350</b>	3500	50000
<b>Matricule 65544</b>	3500	50000
<b>Matricule 65562</b>	700	10000
<b>Matricule 65990</b>	700	10000
<b>Matricule 66014</b>	3500	50000
<b>Matricule 66254</b>	700	10000
<b>Matricule 66282</b>	3500	50000
<b>Matricule 66290</b>	3500	50000
<b>Matricule 66316</b>	3500	50000
<b>Matricule 66338</b>	3500	50000
<b>Matricule 66360</b>	3500	50000
<b>Matricule 67188</b>	700	10000

**Version anonymisée de l'Annexe IX à la décision n° 2022/6 du 7 sept. 2022 du directeur régional  
PILLON Jean-Michel**

**Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature**

**La présente version anonymisée de l'annexe IX reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.**

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

**Pv « 420D », « 420 », « 421 » (argent liquide)**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Argent liquide: *les espèces (billets et pièces), les instruments négociables au porteur (chèque de voyage, chèques, billets à ordre, mandats), les marchandises servant de réserve de valeur très liquide (l'or), les cartes pré payées n'excède pas*

<b>Numéro de commission d'emploi (matricule)</b>	<b>Montant de l'amende</b>	<b>Argent liquide</b>
<b>Matricule 38008</b>	7000	100000
<b>Matricule 38938</b>	7000	100000
<b>Matricule 40422</b>	7000	100000
<b>Matricule 41630</b>	7000	100000
<b>Matricule 41711</b>	7000	100000
<b>Matricule 43328</b>	7000	100000
<b>Matricule 43450</b>	7000	100000
<b>Matricule 43993</b>	105000	300000
<b>Matricule 44421</b>	7000	100000
<b>Matricule 44522</b>	7000	100000
<b>Matricule 44692</b>	7000	100000
<b>Matricule 45346</b>	7000	100000
<b>Matricule 45646</b>	7000	100000
<b>Matricule 45738</b>	7000	100000
<b>Matricule 45969</b>	7000	100000
<b>Matricule 46766</b>	7000	100000
<b>Matricule 46828</b>	7000	100000
<b>Matricule 46843</b>	7000	100000
<b>Matricule 47129</b>	7000	100000
<b>Matricule 47225</b>	7000	100000
<b>Matricule 50058</b>	7000	100000
<b>Matricule 50198</b>	7000	100000
<b>Matricule 50253</b>	7000	100000
<b>Matricule 50322</b>	7000	100000
<b>Matricule 50324</b>	7000	100000
<b>Matricule 51054</b>	7000	100000
<b>Matricule 51366</b>	7000	100000
<b>Matricule 51794</b>	7000	100000
<b>Matricule 51844</b>	7000	100000
<b>Matricule 52038</b>	7000	100000

<b>Matricule 52054</b>	7000	100000
<b>Matricule 52093</b>	7000	100000
<b>Matricule 52200</b>	7000	100000
<b>Matricule 52271</b>	7000	100000
<b>Matricule 52355</b>	7000	100000
<b>Matricule 52492</b>	7000	100000
<b>Matricule 52528</b>	7000	100000
<b>Matricule 52627</b>	7000	100000
<b>Matricule 52716</b>	7000	100000
<b>Matricule 53156</b>	7000	100000
<b>Matricule 53213</b>	7000	100000
<b>Matricule 53364</b>	7000	100000
<b>Matricule 53562</b>	7000	100000
<b>Matricule 53608</b>	7000	100000
<b>Matricule 53690</b>	7000	100000
<b>Matricule 53702</b>	7000	100000
<b>Matricule 53853</b>	7000	100000
<b>Matricule 54044</b>	7000	100000
<b>Matricule 54186</b>	7000	100000
<b>Matricule 54196</b>	7000	100000
<b>Matricule 54286</b>	7000	100000
<b>Matricule 54504</b>	7000	100000
<b>Matricule 55190</b>	7000	100000
<b>Matricule 55288</b>	7000	100000
<b>Matricule 55360</b>	7000	100000
<b>Matricule 55511</b>	105000	300000
<b>Matricule 55518</b>	7000	100000
<b>Matricule 55544</b>	7000	100000
<b>Matricule 55942</b>	7000	100000
<b>Matricule 56016</b>	7000	100000
<b>Matricule 56226</b>	7000	100000
<b>Matricule 56308</b>	7000	100000
<b>Matricule 56528</b>	7000	100000
<b>Matricule 56689</b>	7000	100000
<b>Matricule 56734</b>	7000	100000
<b>Matricule 56951</b>	7000	100000
<b>Matricule 57015</b>	7000	100000
<b>Matricule 57108</b>	7000	100000
<b>Matricule 57126</b>	7000	100000
<b>Matricule 57525</b>	7000	100000
<b>Matricule 57816</b>	7000	100000
<b>Matricule 57926</b>	7000	100000
<b>Matricule 57992</b>	7000	100000

<b>Matricule 58144</b>	7000	100000
<b>Matricule 58252</b>	7000	100000
<b>Matricule 58634</b>	7000	100000
<b>Matricule 58804</b>	7000	100000
<b>Matricule 58845</b>	7000	100000
<b>Matricule 59132</b>	7000	100000
<b>Matricule 59378</b>	7000	100000
<b>Matricule 59408</b>	7000	100000
<b>Matricule 59510</b>	7000	100000
<b>Matricule 59522</b>	7000	100000
<b>Matricule 59660</b>	7000	100000
<b>Matricule 59712</b>	7000	100000
<b>Matricule 59780</b>	7000	100000
<b>Matricule 59824</b>	7000	100000
<b>Matricule 59830</b>	7000	100000
<b>Matricule 59856</b>	7000	100000
<b>Matricule 59872</b>	7000	100000
<b>Matricule 59906</b>	7000	100000
<b>Matricule 59968</b>	7000	100000
<b>Matricule 60308</b>	7000	100000
<b>Matricule 60580</b>	7000	100000
<b>Matricule 60646</b>	7000	100000
<b>Matricule 60702</b>	7000	100000
<b>Matricule 60720</b>	7000	100000
<b>Matricule 60872</b>	7000	100000
<b>Matricule 60994</b>	7000	100000
<b>Matricule 61118</b>	7000	100000
<b>Matricule 61208</b>	7000	100000
<b>Matricule 61214</b>	7000	100000
<b>Matricule 61254</b>	7000	100000
<b>Matricule 61266</b>	7000	100000
<b>Matricule 61276</b>	7000	100000
<b>Matricule 61484</b>	7000	100000
<b>Matricule 61544</b>	7000	100000
<b>Matricule 61962</b>	7000	100000
<b>Matricule 62092</b>	7000	100000
<b>Matricule 62094</b>	7000	100000
<b>Matricule 62120</b>	7000	100000
<b>Matricule 62228</b>	7000	100000
<b>Matricule 62302</b>	7000	100000
<b>Matricule 62532</b>	7000	100000
<b>Matricule 62540</b>	7000	100000
<b>Matricule 62620</b>	7000	100000

<b>Matricule 62672</b>	7000	100000
<b>Matricule 62828</b>	7000	100000
<b>Matricule 62838</b>	7000	100000
<b>Matricule 62840</b>	7000	100000
<b>Matricule 62914</b>	7000	100000
<b>Matricule 63327</b>	7000	100000
<b>Matricule 63389</b>	7000	100000
<b>Matricule 63402</b>	7000	100000
<b>Matricule 63458</b>	7000	100000
<b>Matricule 63465</b>	7000	100000
<b>Matricule 63472</b>	7000	100000
<b>Matricule 63486</b>	7000	100000
<b>Matricule 63592</b>	7000	100000
<b>Matricule 63619</b>	7000	100000
<b>Matricule 63632</b>	7000	100000
<b>Matricule 63716</b>	7000	100000
<b>Matricule 63736</b>	7000	100000
<b>Matricule 63808</b>	7000	100000
<b>Matricule 63898</b>	7000	100000
<b>Matricule 63944</b>	7000	100000
<b>Matricule 63958</b>	7000	100000
<b>Matricule 63990</b>	7000	100000
<b>Matricule 64016</b>	7000	100000
<b>Matricule 64073</b>	7000	100000
<b>Matricule 64132</b>	7000	100000
<b>Matricule 64148</b>	7000	100000
<b>Matricule 64206</b>	7000	100000
<b>Matricule 64270</b>	7000	100000
<b>Matricule 64272</b>	7000	100000
<b>Matricule 64336</b>	7000	100000
<b>Matricule 64744</b>	7000	100000
<b>Matricule 64788</b>	7000	100000
<b>Matricule 64940</b>	7000	100000
<b>Matricule 64978</b>	7000	100000
<b>Matricule 64986</b>	7000	100000
<b>Matricule 65016</b>	7000	100000
<b>Matricule 65018</b>	7000	100000
<b>Matricule 65028</b>	7000	100000
<b>Matricule 65040</b>	7000	100000
<b>Matricule 65142</b>	7000	100000
<b>Matricule 65194</b>	7000	100000
<b>Matricule 65304</b>	7000	100000
<b>Matricule 65350</b>	7000	100000

<b>Matricule 65544</b>	7000	100000
<b>Matricule 65562</b>	7000	100000
<b>Matricule 65990</b>	7000	100000
<b>Matricule 66014</b>	7000	100000
<b>Matricule 66254</b>	7000	100000
<b>Matricule 66282</b>	7000	100000
<b>Matricule 66290</b>	7000	100000
<b>Matricule 66316</b>	7000	100000
<b>Matricule 66338</b>	7000	100000
<b>Matricule 66360</b>	7000	100000
<b>Matricule 67188</b>	7000	100000

**Version anonymisée de l'Annexe X à la décision n° 2022/6 du 7 sept. 2022 du directeur régional  
PILLON Jean-Michel**

**Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature**

La présente version anonymisée de l'annexe X reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

**TRANSACTION « 421 » (argent liquide)**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Argent liquide: *les espèces (billets et pièces), les instruments négociables au porteur (chèque de voyage, chèques, billets à ordre, mandats), les marchandises servant de réserve de valeur très liquide (l'or), les cartes pré payées n'excède pas*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Montant de l'amende	Argent liquide
Matricule 38008	7000	100000
Matricule 38938	7000	100000
Matricule 40422	7000	100000
Matricule 41630	7000	100000
Matricule 41711	7000	100000
Matricule 43328	7000	100000
Matricule 43450	7000	100000
Matricule 43993	105000	300000
Matricule 44421	7000	100000
Matricule 44522	7000	100000
Matricule 44692	7000	100000
Matricule 45346	7000	100000
Matricule 45646	7000	100000
Matricule 45738	7000	100000
Matricule 45969	7000	100000
Matricule 46766	7000	100000
Matricule 46828	7000	100000
Matricule 46843	7000	100000
Matricule 47129	7000	100000
Matricule 47225	7000	100000
Matricule 50058	7000	100000
Matricule 50198	7000	100000
Matricule 50253	7000	100000
Matricule 50322	7000	100000
Matricule 50324	7000	100000
Matricule 51054	7000	100000
Matricule 51366	7000	100000
Matricule 51794	7000	100000
Matricule 51844	7000	100000
Matricule 52038	7000	100000

<b>Matricule 52054</b>	7000	100000
<b>Matricule 52093</b>	7000	100000
<b>Matricule 52200</b>	7000	100000
<b>Matricule 52271</b>	7000	100000
<b>Matricule 52355</b>	7000	100000
<b>Matricule 52492</b>	7000	100000
<b>Matricule 52528</b>	7000	100000
<b>Matricule 52627</b>	7000	100000
<b>Matricule 52716</b>	7000	100000
<b>Matricule 53156</b>	7000	100000
<b>Matricule 53213</b>	7000	100000
<b>Matricule 53364</b>	7000	100000
<b>Matricule 53562</b>	7000	100000
<b>Matricule 53608</b>	7000	100000
<b>Matricule 53690</b>	7000	100000
<b>Matricule 53702</b>	7000	100000
<b>Matricule 53853</b>	7000	100000
<b>Matricule 54044</b>	7000	100000
<b>Matricule 54186</b>	7000	100000
<b>Matricule 54196</b>	7000	100000
<b>Matricule 54286</b>	7000	100000
<b>Matricule 54504</b>	7000	100000
<b>Matricule 55190</b>	7000	100000
<b>Matricule 55288</b>	7000	100000
<b>Matricule 55360</b>	7000	100000
<b>Matricule 55511</b>	105000	300000
<b>Matricule 55518</b>	7000	100000
<b>Matricule 55544</b>	7000	100000
<b>Matricule 55942</b>	7000	100000
<b>Matricule 56016</b>	7000	100000
<b>Matricule 56226</b>	7000	100000
<b>Matricule 56308</b>	7000	100000
<b>Matricule 56528</b>	7000	100000
<b>Matricule 56689</b>	7000	100000
<b>Matricule 56734</b>	7000	100000
<b>Matricule 56951</b>	7000	100000
<b>Matricule 57015</b>	7000	100000
<b>Matricule 57108</b>	7000	100000
<b>Matricule 57126</b>	7000	100000
<b>Matricule 57525</b>	7000	100000
<b>Matricule 57816</b>	7000	100000
<b>Matricule 57926</b>	7000	100000
<b>Matricule 57992</b>	7000	100000



<b>Matricule 58144</b>	7000	100000
<b>Matricule 58252</b>	7000	100000
<b>Matricule 58634</b>	7000	100000
<b>Matricule 58804</b>	7000	100000
<b>Matricule 58845</b>	7000	100000
<b>Matricule 59132</b>	7000	100000
<b>Matricule 59378</b>	7000	100000
<b>Matricule 59408</b>	7000	100000
<b>Matricule 59510</b>	7000	100000
<b>Matricule 59522</b>	7000	100000
<b>Matricule 59660</b>	7000	100000
<b>Matricule 59712</b>	7000	100000
<b>Matricule 59780</b>	7000	100000
<b>Matricule 59824</b>	7000	100000
<b>Matricule 59830</b>	7000	100000
<b>Matricule 59856</b>	7000	100000
<b>Matricule 59872</b>	7000	100000
<b>Matricule 59906</b>	7000	100000
<b>Matricule 59968</b>	7000	100000
<b>Matricule 60308</b>	7000	100000
<b>Matricule 60580</b>	7000	100000
<b>Matricule 60646</b>	7000	100000
<b>Matricule 60702</b>	7000	100000
<b>Matricule 60720</b>	7000	100000
<b>Matricule 60872</b>	7000	100000
<b>Matricule 60994</b>	7000	100000
<b>Matricule 61118</b>	7000	100000
<b>Matricule 61208</b>	7000	100000
<b>Matricule 61214</b>	7000	100000
<b>Matricule 61254</b>	7000	100000
<b>Matricule 61266</b>	7000	100000
<b>Matricule 61276</b>	7000	100000
<b>Matricule 61484</b>	7000	100000
<b>Matricule 61544</b>	7000	100000
<b>Matricule 61962</b>	7000	100000
<b>Matricule 62092</b>	7000	100000
<b>Matricule 62094</b>	7000	100000
<b>Matricule 62120</b>	7000	100000
<b>Matricule 62228</b>	7000	100000
<b>Matricule 62302</b>	7000	100000
<b>Matricule 62532</b>	7000	100000
<b>Matricule 62540</b>	7000	100000
<b>Matricule 62620</b>	7000	100000

<b>Matricule 62672</b>	7000	100000
<b>Matricule 62828</b>	7000	100000
<b>Matricule 62838</b>	7000	100000
<b>Matricule 62840</b>	7000	100000
<b>Matricule 62914</b>	7000	100000
<b>Matricule 63327</b>	7000	100000
<b>Matricule 63389</b>	7000	100000
<b>Matricule 63402</b>	7000	100000
<b>Matricule 63458</b>	7000	100000
<b>Matricule 63465</b>	7000	100000
<b>Matricule 63472</b>	7000	100000
<b>Matricule 63486</b>	7000	100000
<b>Matricule 63592</b>	7000	100000
<b>Matricule 63619</b>	7000	100000
<b>Matricule 63632</b>	7000	100000
<b>Matricule 63716</b>	7000	100000
<b>Matricule 63736</b>	7000	100000
<b>Matricule 63808</b>	7000	100000
<b>Matricule 63898</b>	7000	100000
<b>Matricule 63944</b>	7000	100000
<b>Matricule 63958</b>	7000	100000
<b>Matricule 63990</b>	7000	100000
<b>Matricule 64016</b>	7000	100000
<b>Matricule 64073</b>	7000	100000
<b>Matricule 64132</b>	7000	100000
<b>Matricule 64148</b>	7000	100000
<b>Matricule 64206</b>	7000	100000
<b>Matricule 64270</b>	7000	100000
<b>Matricule 64272</b>	7000	100000
<b>Matricule 64336</b>	7000	100000
<b>Matricule 64744</b>	7000	100000
<b>Matricule 64788</b>	7000	100000
<b>Matricule 64940</b>	7000	100000
<b>Matricule 64978</b>	7000	100000
<b>Matricule 64986</b>	7000	100000
<b>Matricule 65016</b>	7000	100000
<b>Matricule 65018</b>	7000	100000
<b>Matricule 65028</b>	7000	100000
<b>Matricule 65040</b>	7000	100000
<b>Matricule 65142</b>	7000	100000
<b>Matricule 65194</b>	7000	100000
<b>Matricule 65304</b>	7000	100000
<b>Matricule 65350</b>	7000	100000

<b>Matricule 65544</b>	7000	100000
<b>Matricule 65562</b>	7000	100000
<b>Matricule 65990</b>	7000	100000
<b>Matricule 66014</b>	7000	100000
<b>Matricule 66254</b>	7000	100000
<b>Matricule 66282</b>	7000	100000
<b>Matricule 66290</b>	7000	100000
<b>Matricule 66316</b>	7000	100000
<b>Matricule 66338</b>	7000	100000
<b>Matricule 66360</b>	7000	100000
<b>Matricule 67188</b>	7000	100000

DREETS OCCITANIE

R76-2022-09-06-00005

Arrêté portant fixation de la dotation globale de  
financement du centre provisoire  
d hébergement (CPH) géré par « la Clède »  
pour l exercice 2022

**Arrêté portant fixation de la dotation globale de financement  
du centre provisoire d'hébergement (CPH)  
géré par « La Clède » pour l'exercice 2022**

Le Préfet de la région Occitanie,  
Préfet de la Haute-Garonne,  
Chevalier de la Légion d'honneur,  
Officier de l'ordre national du Mérite

- Vu** le livre III, titre 1er du Code de l'Action Sociale et des Familles, notamment le chapitre IV ;
- Vu** la loi n° 2021-1900 du 30 décembre 2021 de finances pour 2022;
- Vu** le décret n° 2021-1939 du 30 décembre 2021 portant répartition des crédits et découverts autorisés par la loi n° 2021-1900 du 30 décembre 2021 de finances pour 2022;
- Vu** l'arrêté du 19 décembre 2018 modifiant l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles R 314-10, R 314-13, R.314-17, R 314-19, R 314-20, R 314-48, R 314-82 du Code de l'Action Sociale et des Familles ;
- Vu** l'arrêté du 22 avril 2022, publié au journal officiel du 29 avril 2022, pris en application de l'article L 314-4 du code de l'action sociale et des familles, fixant les dotations régionales limitatives relatives aux frais de fonctionnement des centres provisoires d'hébergement ;
- Vu** les crédits délégués du programme 104 pour l'exercice budgétaire 2022 ;
- Vu** le rapport d'orientation budgétaire des centres provisoires d'hébergement de la région Occitanie du 13 mai 2022 ;
- Vu** l'arrêté du préfet de région du 27 avril 2022 n° R76-2022-61 portant délégation de signature à M Yannick Aupetit directeur régional par intérim de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités DREETS Occitanie, notamment la section 1 portant compétence d'administration générale ;
- Vu** la décision du directeur régional par intérim de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités d'Occitanie en date du 3 mai 2022 portant subdélégation de signatures aux agents de la direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités d'Occitanie;
- Vu** la délégation de gestion en date du 12 avril 2022 relative à la procédure de tarification des établissements et services sociaux et des services mettant en œuvre des mesures de protection des majeurs ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 4 mai 2022 d'extension de la capacité du CPH La Clède à hauteur de 7 places supplémentaires ;
- Vu** les propositions budgétaires et leurs annexes adressées par l'association La Clède pour le fonctionnement du centre provisoire d'hébergement sur l'exercice 2022 reçues par l'autorité de tarification le 02 novembre 2021 ;

Vu le rapport de propositions budgétaires du 28 juillet 2022 ;

Vu l'absence d'observations de la part de la personne ayant qualité pour représenter le centre provisoire d'hébergement géré par La Clède, :

Sur proposition de la directrice départementale ;

## ARRETE

**Article 1<sup>er</sup>** : Pour l'exercice budgétaire 2022 les recettes et les dépenses prévisionnelles du centre provisoire d'hébergement (CPH) géré par l'association La Clède sont autorisées comme suit :

	B.P. 2021 exécutoire	B.P. 2022 demandé hors mesures nouvelles	B.P. 2022 demandé avec mesures nouvelles	B.P. 2022 approuvé
Dépenses				
Groupe I	48 158 €	48 246,00 €	14 987,00 €	57 028,00 €
Groupe II	112 470 €	127 171,00 €	39 326,00 €	137 874,45 €
Groupe III	73 472 €	72 903,00 €	23 782,00 €	86 845,00 €
<b>Total des dépenses</b>	<b>234 100 €</b>	<b>248 320,00 €</b>	<b>78 095,00 €</b>	<b>281 747,45 €</b>
Produits				
Groupe I	228 125 €	242 345,00 €	78 095,00 €	275 772,45 €
Groupe II	5 975 €	5 975,00 €	0,00 €	5 975,00 €
Groupe III	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
<b>Total des produits</b>	<b>234 100 €</b>	<b>248 320,00 €</b>	<b>78 095,00 €</b>	<b>281 747,45 €</b>

**Article 2** : Pour l'exercice budgétaire 2022, la dotation globale de financement du centre provisoire d'hébergement (CPH) géré par l'association La Clède est fixée à **275 772,45 €** (*deux cent soixante-quinze mille sept cent soixante-douze euros et quarante-cinq centimes*).

La fraction forfaitaire correspondant au douzième de la dotation globale de financement est égale à :

- **19 010,45 €** (*dix-neuf mille dix euros et quarante-cinq centimes*) de janvier à août,
- **47 208,75 €** (*quarante-sept mille deux cent huit euros et soixante-quinze centimes*) pour le mois de septembre qui tient compte à la fois de l'extension de 7 places à partir de juin et de la régularisation salariale à partir du mois d'avril
- **25 493,05 €** (*vingt-cinq mille quatre cent quatre-vingt treize euros et zéro cinq centimes*) pour les d'octobre à décembre qui tiennent compte des revalorisations salariales.

**Art. 3.** – Le présent arrêté sera publié aux recueils des actes administratifs de la préfecture de région. La copie sera notifiée à l'établissement concerné.

**Article 4** : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès de Monsieur le préfet de la région Occitanie, soit hiérarchique auprès du ministre de l'Intérieur, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification dans le mois suivant la notification. Un recours contentieux peut être déposé auprès du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Bordeaux sis Greffe du

TITSS – Cour administrative d’appel de Bordeaux – 17 cours de Verdun – 33074 Bordeaux Cedex – également dans un délai d’un mois à compter de la notification ou de sa publication, ou dans le délai d’un mois à partir de la date de réception de la réponse de l’administration si un recours administratif a été déposé, l’absence de réponse au terme d’un délai de deux mois valant rejet implicite.

**Article 5 :** Le secrétaire général pour les affaires régionales et la directrice départementale sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l’exécution du présent arrêté.

Fait à Toulouse , le 06 Septembre 2022

Pour le Préfet de Région,  
et par délégation,  
le Directeur régional de la DREETS  
par intérim

Yannick AUPETIT

P/ Le DREETS Occitanie  
La cheffe de service Solidarités

Cécile GLEYZON



DREETS OCCITANIE

R76-2022-09-06-00004

Arrêté portant fixation de la dotation globale de  
financement du centre provisoire  
d hébergement (CPH) géré par « L Espelido »  
pour l exercice 2022



**Arrêté portant fixation de la dotation globale de financement  
du centre provisoire d'hébergement (CPH)  
géré par « L'Espelido » pour l'exercice 2022**

Le Préfet de la région Occitanie,  
Préfet de la Haute-Garonne,  
Chevalier de la Légion d'honneur,  
Officier de l'ordre national du Mérite

- Vu** le livre III, titre 1er du Code de l'Action Sociale et des Familles, notamment le chapitre IV ;
- Vu** la loi n° 2021-1900 du 30 décembre 2021 de finances pour 2022;
- Vu** le décret n° 2021-1939 du 30 décembre 2021 portant répartition des crédits et découverts autorisés par la loi n° 2021-1900 du 30 décembre 2021 de finances pour 2022;
- Vu** l'arrêté du 19 décembre 2018 modifiant l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles R 314-10, R 314-13, R.314-17, R 314-19, R 314-20, R 314-48, R 314-82 du Code de l'Action Sociale et des Familles ;
- Vu** l'arrêté du 22 avril 2022, publié au journal officiel du 29 avril 2022, pris en application de l'article L 314-4 du code de l'action sociale et des familles, fixant les dotations régionales limitatives relatives aux frais de fonctionnement des centres provisoires d'hébergement ;
- Vu** les crédits délégués du programme 104 pour l'exercice budgétaire 2022 ;
- Vu** le rapport d'orientation budgétaire des centres provisoires d'hébergement de la région Occitanie du 13 mai 2022 ;
- Vu** l'arrêté du préfet de région du 27 avril 2022 n° R76-2022-61 portant délégation de signature à M Yannick Aupetit directeur régional par intérim de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités DREETS Occitanie, notamment la section 1 portant compétence d'administration générale ;
- Vu** la décision du directeur régional par intérim de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités d'Occitanie en date du 3 mai 2022 portant subdélégation de signatures aux agents de la direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités d'Occitanie;
- Vu** la délégation de gestion en date du 12 avril 2022 relative à la procédure de tarification des établissements et services sociaux et des services mettant en œuvre des mesures de protection des majeurs ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 4 mai 2022 d'extension de la capacité du CPH Espelido à hauteur de 6 places supplémentaires ;
- Vu** les propositions budgétaires et leurs annexes adressées par l'association L'Espelido pour le fonctionnement du centre provisoire d'hébergement sur l'exercice 2021 reçues par l'autorité de tarification le 02 novembre 2021 ;
- Vu** le rapport de propositions budgétaires du 28 juillet 2022 ;

Vu la réponse en date du 4 août 2022 de la part de la personne ayant qualité pour représenter le centre provisoire d'hébergement géré par Espélido, par laquelle les observations formulées n'engagent pas de modifications.

Sur proposition de la directrice départementale ;

### A R R E T E

**Article 1<sup>er</sup>** : Pour l'exercice budgétaire 2022 les recettes et les dépenses prévisionnelles du centre provisoire d'hébergement (CPH) géré par l'association L'Espelido sont autorisées comme suit :

	B.P. 2021 exécutoire	B.P. 2022 demandé hors mesures nouvelles	B.P. 2022 demandé avec mesures nouvelles	B.P. 2022 approuvé
Dépenses				
Groupe I	28 000,00 €	26 000,00 €	16 540,00 €	36 496,28 €
Groupe II	118 000 €	129 000,00 €	24 700,00 €	153 766,37 €
Groupe III	100 000 €	103 000,00 €	23 760,00 €	118 078,10 €
<b>Total des dépenses</b>	<b>246 000 €</b>	<b>258 000,00 €</b>	<b>65 000,00 €</b>	<b>308 340,75 €</b>
Produits				
Groupe I	228 125 €	228 125 €	63 875,00 €	278 465,75 €
Groupe II	17 875 €	29 875,00 €	1 125,00 €	29 875,00 €
Groupe III	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
<b>Total des produits</b>	<b>246 000 €</b>	<b>258 000,00 €</b>	<b>65 000,00 €</b>	<b>308 340,75 €</b>

**Article 2** : Pour l'exercice budgétaire 2022, la dotation globale de financement du centre provisoire d'hébergement (CPH) géré par l'association L'Espelido est fixée à **278 465,75 €** (*deux cent soixante-dix-huit mille quatre cent soixante-cinq euros et soixante-quinze centimes*).

La fraction forfaitaire correspondant au douzième de la dotation globale de financement est égale à :

- **19 010,45 €** (*dix-neuf mille dix euros et quarante-cinq centimes*) de janvier à août 2022
- **52 570,95 €** (*cinquante-deux mille cinq cent soixante-dix euros et quatre-vingt-quinze centimes*) pour le mois de septembre qui tient compte à la fois de l'extension de 6 places à partir d'avril et de la régularisation salariale à partir du mois d'avril
- **24 603,74 €** (*vingt-quatre mille six cent trois euros et soixante-quatorze centimes*) pour les mois d'octobre à décembre qui tiennent compte des revalorisations salariales.

**Art. 3.** – Le présent arrêté sera publié aux recueils des actes administratifs de la préfecture de région. La copie sera notifiée à l'établissement concerné.

**Article 4** : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès de Monsieur le préfet de la région Occitanie, soit hiérarchique auprès du ministre de l'Intérieur, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification dans le mois suivant la notification. Un recours contentieux peut être déposé auprès du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Bordeaux sis Greffe du TITSS – Cour administrative d'appel de Bordeaux – 17 cours de Verdun – 33074 Bordeaux Cedex – également dans un délai d'un mois à compter de la notification ou de sa publication, ou dans le délai

d'un mois à partir de la date de réception de la réponse de l'administration si un recours administratif a été déposé, l'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois valant rejet implicite.

**Article 5 :** Le secrétaire général pour les affaires régionales et la directrice départementale sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Toulouse , le 06 Septembre 2022

Pour le Préfet de Région,  
et par délégation,  
le Directeur régional de la DREETS  
par intérim

Yannick AUPETIT

P/ Le DREETS Occitanie  
La cheffe de service Solidarités

Cécile GLEYZON



DREETS OCCITANIE

R76-2022-09-06-00003

Arrêté portant fixation de la dotation globale de  
financement du centre provisoire  
l hébergement (CPH) géré par l association EIS  
pour l exercice 2022



**Arrêté portant fixation de la dotation globale de financement  
du centre provisoire d'hébergement (CPH)  
géré par l'association CEIIS pour l'exercice 2022**

Le Préfet de la région Occitanie,  
Préfet de la Haute-Garonne,  
Chevalier de la Légion d'honneur,  
Officier de l'ordre national du Mérite

- Vu** le livre III, titre 1er du Code de l'Action Sociale et des Familles, notamment le chapitre IV ;
- Vu** la loi n° 2021-1900 du 30 décembre 2021 de finances pour 2022;
- Vu** le décret n° 2021-1939 du 30 décembre 2021 portant répartition des crédits et découverts autorisés par la loi n° 2021-1900 du 30 décembre 2021 de finances pour 2022;
- Vu** l'arrêté du 19 décembre 2018 modifiant l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles R 314-10, R 314-13, R.314-17, R 314-19, R 314-20, R 314-48, R 314-82 du Code de l'Action Sociale et des Familles ;
- Vu** l'arrêté du 22 avril 2022, publié au journal officiel du 29 avril 2022, pris en application de l'article L 314-4 du code de l'action sociale et des familles, fixant les dotations régionales limitatives relatives aux frais de fonctionnement des centres provisoires d'hébergement ;
- Vu** les crédits délégués du programme 104 pour l'exercice budgétaire 2022 ;
- Vu** le rapport d'orientation budgétaire des centres provisoires d'hébergement de la région Occitanie du 13 mai 2022 ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 28 octobre 2019 relatif à l'autorisation d'un CPH de 20 places gérées par l'association CEIIS,
- Vu** l'arrêté du préfet de région du 27 avril 2022 n° R76-2022-61 portant délégation de signature à M Yannick Aupetit directeur régional par intérim de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités DREETS Occitanie, notamment la section 1 portant compétence d'administration générale ;

**Vu** la décision du directeur régional par intérim de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités d'Occitanie en date du 3 mai 2022 portant subdélégation de signatures aux agents de la direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités d'Occitanie;

**Vu** la délégation de gestion en date du 12 avril 2022 relative à la procédure de tarification des établissements et services sociaux et des services mettant en œuvre des mesures de protection des majeurs ;

**Vu** les propositions budgétaires et leurs annexes adressées par l'association CEIIS pour le fonctionnement du centre provisoire d'hébergement sur l'exercice 2022 reçues par l'autorité de tarification le 2 novembre 2022 ;

**Vu** le rapport de propositions budgétaires du 15 juin 2022 ;

**Vu** les observations adressées le 21 juin 2022 par la personne ayant qualité pour représenter le centre provisoire d'hébergement géré par l'association CEIIS ;

Sur proposition du directeur départemental de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations du Lot ;

## A R R E T E

**Article 1<sup>er</sup>** : Pour l'exercice budgétaire 2022 les recettes et les dépenses prévisionnelles du centre provisoire d'hébergement (CPH) géré par l'association CEIIS sont autorisées comme suit :

	B.P. 2021 exécutoire	B.P. 2022 demandé hors mesures nouvelles	B.P. 2022 demandé avec mesures nouvelles	B.P. 2022 approuvé
<b>Dépenses</b>				
Groupe I	39 578 €	37 171,67 €	0 €	39 578 €
Groupe II	92 335 €	94 331,27 €	0 €	92 477 €
Groupe III	65 026,66 €	62 645,10 €	0 €	62 645 €
<b>Total des dépenses</b>	<b>196 939,66 €</b>	<b>194 148,04 €</b>	<b>0 €</b>	<b>194 700 €</b>
<b>Produits</b>				
Groupe I	182 500 €	194 148,04 €	0 €	187 000 €
Groupe II	7 700 €	0 €	0 €	7 700 €
Groupe III	6 739,66 €	0 €	0 €	0 €
<b>Total des produits</b>	<b>196 939,66 €</b>	<b>194 148,04 €</b>	<b>0 €</b>	<b>194 700€</b>

**Article 2** : Pour l'exercice budgétaire 2022, la dotation globale de financement du centre provisoire d'hébergement (CPH) géré par l'association CEIIS s'élève à **182 500 €** (cent quatre-vingt-deux mille cinq cent euros) correspondant à un coût journalier de 25 € par place et à un coût mensuel de 15 208,40 €.

S'ajoute à la DGF un montant de **4 500 €** au titre de la revalorisation salariale annoncée le 18 février 2022 par le Premier Ministre lors de la conférence des métiers de la filière socio-éducative.

Cette dotation correspond à un forfait mensuel égal à :

- 15 208,40 € (quinze mille deux cent huit euros et quarante centimes) de janvier à août 2022
- 18 207,60 € (dix-huit mille deux cent sept euros et soixante centimes) pour le mois de septembre 2022 qui tient compte de la revalorisation salariale à partir du mois d'avril jusqu'à septembre 2022
- 15 708,40 € (quinze mille sept cent huit euros et quarante centimes) à partir d'octobre 2022 (incluant les revalorisations salariales d'un montant de 500 € par mois sur la période considérée).

**Article 3 :** Le présent arrêté sera publié aux recueils des actes administratifs de la préfecture de région. La copie sera notifiée à l'établissement concerné.

**Article 4 :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès de Monsieur le préfet de la région Occitanie, soit hiérarchique auprès du ministre de l'Intérieur, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification dans le mois suivant la notification. Un recours contentieux peut être déposé auprès du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Bordeaux sis Greffe du TITSS – Cour administrative d'appel de Bordeaux – 17 cours de Verdun – 33074 Bordeaux Cedex – également dans un délai d'un mois à compter de la notification ou de sa publication, ou dans le délai d'un mois à partir de la date de réception de la réponse de l'administration si un recours administratif a été déposé, l'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois valant rejet implicite.

**Article 5 :** Le secrétaire général pour les affaires régionales et le directeur départemental de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations du Lot sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Toulouse, le *06 septembre 2022*

Pour le Préfet de Région,  
et par délégation,  
le Directeur régional de la DREETS  
par intérim

Yannick AUPETIT

P/ Le DREETS Occitanie  
La cheffe de service Solidarités

Cécile GLEYZON



Direction Régionale de l'Economie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités  
5, Esplanade Compans Caffarelli – BP 98016 – 31080 TOULOUSE Cedex 6 – Std : 05 62 89 81 00 –  
[www.occitanie.dreets.gouv.fr](http://www.occitanie.dreets.gouv.fr)

SGAR

R76-2022-09-09-00002

Arrêté relatif à l'autorisation à titre exceptionnel d'augmentation du titre alcoométrique volumique pour l'élaboration de certains vins de la récolte 2022 dans les départements du Gers, de la Haute-Garonne, des Hautes-Pyrénées, du Lot, du Tarn et du Tarn-et-Garonne





**PRÉFET  
DE LA RÉGION  
OCCITANIE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Arrêté relatif à l'autorisation à titre exceptionnel d'augmentation du titre alcoométrique volumique pour l'élaboration de certains vins de la récolte 2022 dans les départements du Gers, de la Haute-Garonne, des Hautes-Pyrénées, du Lot, du Tarn et du Tarn-et-Garonne**

**Le préfet de la région Occitanie  
Chevalier de la Légion d'honneur,  
Officier de l'ordre national du Mérite,**

Vu le règlement (UE) n° 1308/2013 du parlement européen et du conseil du 17 décembre 2013 portant organisation commune des marchés des produits agricoles et abrogeant les règlements (CE) n° 922/72, (CE) n° 234/79, (CE) n° 1037/2001 et (CE) n° 1234/2007 du conseil ;

Vu le règlement (UE) 2019/934 de la Commission du 12 mars 2019 complétant le règlement (UE) n°1308/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les zones viticoles où le titre alcoométrique peut être augmenté, les pratiques œnologiques autorisées et les restrictions applicables à la production et à la conservation de produits de la vigne, le pourcentage minimal d'alcool pour les sous-produits et leur élimination, et la publication des fiches de l'OIV ;

Vu le règlement d'exécution (UE) 2019/935 de la Commission du 16 avril 2019 portant modalités d'application du règlement (UE) n°1308/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les méthodes d'analyse pour déterminer les caractéristiques physiques, chimiques et organoleptiques des produits de la vigne et les notifications de décisions des États membres concernant l'augmentation du titre alcoométrique ;

Vu le code général des impôts ;

Vu le code rural et de la pêche maritime ;

Vu le code de la consommation ;

Vu le décret n° 2012-655 du 4 mai 2012 relatif à l'étiquetage et à la traçabilité des produits vitivinicoles et à certaines pratiques œnologiques ;

Vu l'arrêté du 24 juillet 2012 (JO du 28/07/2012) relatif aux conditions d'autorisation de l'augmentation du titre alcoométrique volumique naturel pour l'élaboration des vins ;

Vu les demandes présentées complètes par :

- le Syndicat de Défense des IGP Côtes du lot et Coteaux de Glanes le 6 septembre 2022 ;
- la Fédération régionale des vins IGP du Sud-Ouest les 6 et 7 septembre 2022 ;
- le Syndicat IGP Côtes du Tarn le 7 septembre 2022 ;
- le syndicat des vignerons de l'AOP Fronton le 7 septembre 2022 ;
- le syndicat de l'AOC Béarn le 7 septembre 2022 ;
- le syndicat AOC Gaillac et Gaillac Premières Côtes le 6 septembre 2022 ;

Vu l'avis du président du CRINAO Sud-Ouest du 7 septembre 2022 pour les vins AOP Gaillac, AOP Fronton et AOP Béarn ;

Sur propositions de la déléguée territoriale de l'Institut national de l'origine et de la qualité en date des 7 et 8 septembre 2022 .

Considérant que les éléments présentés justifient le recours à l'enrichissement pour les vins concernés par les demandes ;

Considérant que la forte hétérogénéité de la situation et la précipitation des vendanges n'a pas permis aux opérateurs d'évaluer au plus juste les besoins potentiels en enrichissement et d'anticiper ainsi sur leurs approvisionnements éventuels ;

Considérant qu'il convient de prévoir également le recours à l'enrichissement pour les vins ne bénéficiant pas d'une indication géographique (vins sans IG) dans la mesure où le déclassement dans cette catégorie d'un vin à IGP visé par le présent arrêté est possible ;

#### ARRÊTE :

**Article 1<sup>er</sup>** : L'augmentation du titre alcoométrique volumique naturel pour l'élaboration des vins cités en annexe issus de raisins récoltés l'année 2022, est autorisée dans les limites fixées à la même annexe.

L'augmentation du titre alcoométrique volumique naturel par sucrage à sec est autorisée à titre exceptionnel pour les vins ayant obtenu l'autorisation d'augmentation du TAV naturel dans les limites fixées en annexe.

**Article 2** : Le présent arrêté entre en vigueur le lendemain de sa publication.

**Article 3** : Le secrétaire général pour les affaires régionales d'Occitanie, le directeur régional de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités d'Occitanie, le directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt d'Occitanie, le directeur régional des douanes et droits indirects de Toulouse, la déléguée territoriale Occitanie de l'Institut national de l'origine et de la qualité et le chef de service régional de FranceAgriMer, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de région.

Fait à Toulouse, le 09 septembre 2022

Pour le préfet de la région Occitanie  
et par délégation,  
L'adjointe au SGAR en charge  
du pôle politiques publiques



Zoé MAHÉ

page 2/6

**Arrêté relatif à l'autorisation à titre exceptionnel d'augmentation du titre alcoométrique volumique pour l'élaboration de certains vins de la récolte 2022 dans les départements du Gers, de la Haute-Garonne, des Hautes-Pyrénées, du Lot, du Tarn et du Tarn-et-Garonne**  
**Autorisation d'augmentation du titre alcoométrique volumique et limites**

**Vins bénéficiant d'une appellation d'origine protégée**

Nom de l'Appellation d'origine protégée (AOP) (suivi ou non d'une dénomination géographique complémentaire)	Couleur(s)	Type(s) de vin	Variété(s)	Noms des départements et/ou partie(s) de département(s) concerné(s)	Limite d'enrichissement maximal (% vol.)	Richesse minimale en sucre des raisins (g/l de moût)	Titre alcoométrique volumique naturel minimal (% vol.)	Titre alcoométrique volumique total maximal après enrichissement (% vol.)
<b>GAILLAC</b>	Blanc et rosé	Tranquille, <i>bénéficiant ou non de la mention « primeur » et à l'exclusion de toute autre mention complémentaire</i>			1 % vol			
<b>FRONTON</b>	Rosé				1 % vol			
<b>BEARN</b>	Rouge et rosé			Gers, Hautes-Pyrénées	1 % vol			

**Arrêté relatif à l'autorisation à titre exceptionnel d'augmentation du titre alcoométrique volumique pour l'élaboration de certains vins de la récolte 2022 dans les départements du Gers, de la Haute-Garonne, des Hautes-Pyrénées, du Lot, du Tarn et du Tarn-et-Garonne**  
**Autorisation d'augmentation du titre alcoométrique volumique et limites**

**Vins bénéficiant d'une indication géographique protégée**

Nom de l'indication géographique (IGP) (suivi ou non d'une dénomination géographique complémentaire)	Couleur(s)	Type(s) de vin	Variété(s)	Départements ou partie(s) de département(s) concerné(s)	Limite d'enrichissement maximal (% vol.)	Titre alcoométrique volumique acquis minimal après enrichissement (% vol.)	Titre alcoométrique volumique total maximal après enrichissement (% vol.)
<b>COTES DU LOT</b>	<b>Rouge</b>	(Le cas échéant)	(Le cas échéant)	(Le cas échéant)	<b>1,5 % vol</b>	(Le cas échéant)	(Le cas échéant)
<b>COTEAUX DE GLANES</b>	<b>Rouge</b>				<b>1,5 % vol</b>		
<b>COTES DU TARN</b>	<b>Rouge</b>	<i>Excepté vins de raisins surmûris</i>			<b>1,5 % vol</b>		
<b>COMTE TOLOSAN</b>	<b>Rouge</b>	<i>Excepté vins de raisins surmûris</i>		<b>Haute-Garonne Lot Tarn Tarn-et-Garonne</b>	<b>1,5 % vol</b>		

**Arrêté relatif à l'autorisation à titre exceptionnel d'augmentation du titre alcoométrique volumique pour l'élaboration de certains vins de la récolte 2022 dans les départements du Gers, de la Haute-Garonne, des Hautes-Pyrénées, du Lot, du Tarn et du Tarn-et-Garonne**  
**Autorisation d'augmentation du titre alcoométrique volumique et limites**

**Vins ne bénéficiant pas d'une indication géographique**

Départements (ou parties de département)	Couleur(s) <small>(Le cas échéant)</small>	Type(s) de vin <small>(Le cas échéant)</small>	Variété(s) <small>(Le cas échéant)</small>	Limite d'enrichissement maximal <small>(% vol.)</small>
Haute-Garonne lot Tarn Tarn-et-Garonne	Rouge			1,5 % vol

**Arrêté relatif à l'autorisation à titre exceptionnel d'augmentation du titre alcoométrique volumique pour l'élaboration de certains vins de la récolte 2022 dans les départements du Gers, de la Haute-Garonne, des Hautes-Pyrénées, du Lot, du Tarn et du Tarn-et-Garonne**  
**Autorisation d'augmentation du titre alcoométrique volumique et limites**

**Pour mémoire :**

- Les paramètres non spécifiés dans l'annexe renvoient aux limites définies dans les cahiers des charges respectifs et dans les règlements du conseil de l'Union Européenne susvisés.
- En application des règlements du conseil de l'Union Européenne susvisés, et de l'article D645-9 du code rural et de la pêche maritime, les méthodes d'enrichissement autorisées conformément aux pratiques œnologiques dans les départements du bassin Sud-Ouest, sont les suivantes à ce jour :

**Pour les AOP citées :**

- pour les raisins frais, le moût de raisins partiellement fermenté ou le vin nouveau encore en fermentation uniquement par addition de moût de raisin concentré rectifié,
- pour le moût de raisin uniquement par addition de moût de raisin concentré rectifié ou par concentration partielle, y compris l'osmose inverse,
- pour le vin uniquement par concentration partielle par le froid.

**Pour les IGP citées et VSIG :**

- pour les raisins frais, le moût de raisins partiellement fermenté ou le vin nouveau encore en fermentation uniquement par addition de moût de raisin concentré ou de moût de raisin concentré rectifié,
- pour le moût de raisin uniquement par addition de moût de raisin concentré ou de moût de raisin concentré rectifié ou par concentration partielle, y compris l'osmose inverse,
- pour le vin uniquement par concentration partielle par le froid.

**Dans le cas de l'autorisation à titre exceptionnel de la pratique de sucrage à sec pour les vins cités :**

- pour les raisins frais, le moût de raisins, le moût de raisins partiellement fermenté, le vin nouveau encore en fermentation.